

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

GESTION INTÉGRÉE PAR BASSIN VERSANT ET  
REPRÉSENTATIVITÉ DES PARTIES PRENANTES :  
ÉTUDE DE CAS DE LA RIVIÈRE CHÂTEAUGUAY

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
À LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR  
OLIVIER BANVILLE

DÉCEMBRE 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont assisté et appuyé au cours de la réalisation de ce mémoire. Premièrement, je veux souligner la contribution de M. Laurent Lepage, professeur titulaire de la chaire d'études sur les écosystèmes urbains de l'UQAM qui a dirigé mes travaux. Ensuite, la réalisation de la recherche aurait été impossible sans la collaboration des membres de la SCABRIC et, plus précisément, de son directeur, M. Félix Blackburn, et de son agente de l'environnement, Mme Geneviève Audet. Aussi, je remercie Mme Louise Roy et M. Normand Cazalais, conseillers environnement à Hydro-Québec, pour m'avoir initié à la gestion intégrée par bassin versant en me confiant plusieurs mandats de stage et de consultant. Enfin, je désire remercier mes parents pour le soutien qu'ils m'ont apporté au fil des ans dans la poursuite de mes études.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	ix
LISTE DES TABLEAUX .....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	xii
RÉSUMÉ .....	xiv
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE .....	4
1.1 Gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	4
1.2 Changements climatiques .....	7
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE .....	9
2.1 Gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	9
2.2 Participation et représentativité .....	12
2.3 Sociologie des organisations .....	17
2.4 Adaptabilité aux changements climatiques .....	20
CHAPITRE III	
QUESTIONS DE RECHERCHE .....	25
3.1 Représentativité et gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	25
3.2 Vers une stratégie d'adaptation aux changements climatiques .....	27
3.3 Complémentarité des questions de recherche .....	28

CHAPITRE IV	
MÉTHODOLOGIE .....	30
4.1 Balisage de la recherche .....	30
4.2 Méthodologie .....	31
4.2.1 Analyse stratégique .....	31
4.2.2 Réalisation des entrevues .....	32
CHAPITRE V	
RÉSULTATS ANTICIPÉS .....	35
5.1 Représentativité et gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	35
5.2 Adaptabilité aux changements climatiques .....	36
CHAPITRE VI	
PORTRAIT DU TERRITOIRE .....	38
6.1 Description du territoire .....	38
6.2 Historique .....	42
6.3 Profil sociodémographique .....	44
6.4 Profil économique .....	48
6.4.1 Données de recensement .....	48
6.4.2 Structures économiques .....	50
6.5 Milieu bâti .....	51
6.6 Profil biophysique et environnemental .....	54
6.6.1 Potentiels biophysiques .....	54
6.6.2 Contraintes naturelles et anthropiques .....	55
6.7 Équipements .....	58
6.8 Infrastructures .....	59
6.9 Profil visuel-paysager .....	61
6.10 Regroupements par municipalité .....	63
6.11 Discussion sur les observations .....	65

CHAPITRE VII	
CADRE FORMEL .....	69
7.1 Lettres patentes et règlements .....	69
7.1.1 Lettres patentes .....	69
7.1.2 Effectifs et assemblées générales .....	70
7.1.3 Conseil d'administration .....	71
7.1.4 Autres dispositions .....	72
7.2 Gestion courante .....	73
7.2.1 Processus décisionnel .....	73
7.2.2 Financement .....	78
7.2.3 Réalisations et projets .....	79
7.3 Analyse des observations .....	80
CHAPITRE VIII	
RÉSULTATS D'ENTREVUES .....	84
8.1 Éléments méthodologiques .....	84
8.2 Rôle des participants .....	86
8.2.1 Fonction des participants .....	86
8.2.2 Aspects de l'implication .....	87
8.2.3 Évolution de l'implication .....	88
8.2.4 Formation des participants .....	89
8.2.5 Implication des participants .....	89
8.2.6 Gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	90
8.2.7 Bilan des activités de la SCABRIC .....	92
8.2.8 Perspectives d'avenir des participants .....	94
8.3 Objectifs des participants .....	95
8.3.1 Objectifs à atteindre .....	95
8.3.2 Efficacité d'action et fonctionnement de la SCABRIC .....	96
8.3.3 Perspectives d'avenir .....	97
8.4 Relations entre acteurs .....	98
8.4.1 Relations entre les acteurs .....	98
8.4.2 Partenaires de la SCABRIC et réalisation des PDE .....	100

8.5 Représentativité .....	101
8.5.1 Usages de l'eau .....	101
8.5.2 Répartition géographique des représentants .....	102
8.5.3 Évaluation de la représentativité .....	104
8.6 Adaptabilité aux changements climatiques .....	105
8.6.1 Impacts des changements climatiques .....	105
8.6.2 Rôles de la SCABRIC et autres considérations .....	107

## CHAPITRE IX

### CATÉGORISATION DES ACTEURS ET REPRÉSENTATION DU

SYSTÈME D'ACTION CONCRET .....	109
--------------------------------	-----

9.1 Catégorisation des acteurs .....	109
9.1.1 Catégories basées sur la fonction, le rôle et les objectifs des participants .....	109
9.1.2 Relations entre les acteurs .....	113
9.2 Représentativité et adaptabilité aux changements climatiques .....	115
9.2.1 La représentativité des acteurs .....	115
9.2.2 L'adaptabilité aux changements climatiques .....	116
9.3 Élargissement de la perspective .....	117
9.3.1 Enjeux des participants .....	117
9.3.2 Zones d'incertitude et stratégies .....	119
9.4 Présentation de la typologie d'acteurs .....	121
9.5 Représentation du système d'action concret .....	123
9.5.1 Relations entre les différents types d'acteurs .....	123
9.5.2 Relations interpersonnelles à l'intérieur des catégories .....	124
9.5.3 Description du système d'action concret .....	124

## CHAPITRE X

DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS .....	127
------------------------------------	-----

10.1 Faiblesse du système d'action concret .....	127
10.2 Déficiences et résistances organisationnelles .....	128

10.2.1 Évaluation des faiblesses organisationnelles .....	128
10.2.2 Résistances organisationnelles .....	131
10.3 Élargissement vers la territorialité .....	132
10.4 Dynamique territoriale .....	134
10.5 Représentativité des acteurs .....	137
10.5.1 Démocratie représentative .....	137
10.5.2 Démocratie citoyenne .....	140
10.5.2.1 Participation et légitimité .....	140
10.5.2.2 Représentativité spatiale .....	143
10.5.3 Représentativité d'ensemble .....	145
10.6 Réflexion sur la gestion intégrée de l'eau par bassin versant .....	146
10.7 Perceptions liées à l'adaptation aux changements climatiques .....	150
RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION .....	154
11.1 Recommandations .....	154
11.1.1 Renforcement par la base .....	154
11.1.2 Implication des stakeholders .....	157
11.2 Conclusion .....	159
BIBLIOGRAPHIE .....	163
APPENDICE A	
ÉTAT D'AVANCEMENT DES PDE .....	173
APPENDICE B	
GRILLE D'ANALYSE (VIERGE) .....	174
APPENDICE C	
QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE .....	175



## APPENDICE D

LETTRES PATENTES DE LA SCABRIC .....	179
--------------------------------------	-----

## APPENDICE E

RÉALISATIONS DE LA SCABRIC .....	183
----------------------------------	-----

## APPENDICE F

LES PISTES DE SOLUTION .....	186
------------------------------	-----

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 : Carte de localisation .....	2
6.1 : Carte du bassin versant de la rivière Châteauguay .....	39
6.2 : Carte des dépôts de surface .....	40
6.3 : Carte des limites administratives du bassin versant .....	41
6.4 : Carte de la frontière culturelle (Covey Hill) .....	43
6.5 : Carte de la population par municipalité .....	46
6.6 : Répartition des groupes d'âge par MRC (2001) .....	47
6.7 : Scolarité des 20 à 34 ans par MRC (2001) .....	49
6.8 : Carte des occupations dominantes du sol .....	52
6.9 : Carte de la qualité de l'eau en Montérégie .....	56
6.10 : Carte de la dynamique territoriale .....	58
6.11 : Carte des infrastructures routières du bassin .....	60
6.12 : Carte du découpage territorial .....	63

8.1 : Carte de la répartition des répondants .....	84
9.1 : Sociogramme de la SCABRIC .....	126
10.1 : Carte du découpage territorial .....	134
10.2 : Carte du redécoupage du bassin versant .....	137

## LISTE DES TABLEAUX

Figure	Page
6.1 : Population des municipalités du bassin .....	45
6.2 : Revenus des personnes par MRC .....	50
6.3 : Situation du logement par MRC .....	53
6.4 : Municipalités par zone .....	65
7.1 : Administrateurs et employés de la SCABRIC .....	75
9.1 : Présentation de la typologie d'acteurs .....	121
10.1 : Évaluation des conditions de réussite de la gestion intégrée de l'environnement .....	129
10.2 : Perceptions des différents types d'acteurs face aux changements climatiques .....	150

## ABRÉVIATIONS

AMT	Agence métropolitaine de transport
CA	Conseil d'administration
CCIARN	Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network
CEHQ	Centre d'expertise hydrique du Québec
CHSLD	Centre d'hébergement et soins de longue durée
CLSC	Centre local de services communautaires
CICC	Chambre de commerce et de l'industrie de Châteauguay
CRRC	Comité de réhabilitation de la rivière Châteauguay
CREM	Conseil régional de l'environnement de la Montérégie
CTQ	Commission de toponymie du Québec
FAPAQ	Société de la faune et des parcs du Québec
GIEBV	Gestion intégrée de l'eau par bassin versant
IGIF	Inspecteur général des institutions financières
HQ	Hydro-Québec
LQE	Loi sur la qualité de l'environnement
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec
MEF	Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec
MENV	Ministère de l'Environnement du Québec
MPO	Ministère des Pêches et des Océans du Canada
MRC	Municipalité régionale de comté
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec
OBV	Organisme de bassin versant
ONG	Organisation non gouvernementale

PDE	Plan directeur de l'eau
PNE	Politique nationale de l'eau
RNC	Ressources naturelles du Canada
ROBVQ	Regroupement des organisations de bassin versant du Québec
SAD	Schéma d'aménagement et de développement
SCABRIC	Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay
SIG	Système d'information géographique
SIGAT	Système d'information de gestion en aménagement du territoire
TNO	Territoire non organisé
UMQ	Union des municipalités du Québec
UPA	Union des Producteurs Agricoles
ZIP	Zone d'intervention prioritaire

## RÉSUMÉ

Ce mémoire présente une étude de cas réalisée à l'hiver 2005-2006 portant sur l'organisme chargé de la gestion du bassin versant de la rivière Châteauguay, la SCABRIC. L'étude a permis d'évaluer la représentativité du processus participatif au sein du comité de bassin versant en intégrant la dimension territoriale.

La recherche vise également à développer un outil pour étudier les organisations ayant une assise territoriale en combinant l'aménagement, pour découper le bassin en zones cohérentes, et l'analyse stratégique issue de la sociologie des organisations. Ce faisant, la recherche a permis, au travers de la réalisation de 29 entrevues semi-dirigées auprès des principaux intervenants de la Châteauguay, de comprendre le système d'action concret présent au sein de la SCABRIC et de l'interpréter en relation avec la provenance des participants.

Les résultats de la recherche ont permis de constater que la représentativité des groupes intéressés par le bassin versant ainsi que la participation citoyenne sont relativement faibles. Cette situation combinée à des faiblesses organisationnelles explique l'absence d'un réel système d'action concret. Malgré les efforts consentis, la SCABRIC ne s'est toujours pas imposée comme le principal lieu où sont débattus les enjeux liés à la protection et la mise en valeur de la ressource hydrique. L'analyse du cadre spatial du bassin tend à démontrer que les enjeux sont vécus à l'échelle des municipalités et des sous-bassins. Ce mémoire remet en cause le recours au bassin versant dans la prise en compte de la dimension sociale. Par exemple, il n'a pas permis le développement d'un sentiment d'appartenance.

Enfin, l'adaptation aux changements climatiques, pressentie comme un enjeu intégrateur, a été abordée avec les participants, mais ceux-ci n'ont pas paru préoccupés ou intéressés souvent par méconnaissance. Néanmoins, cet aspect a contribué à la compréhension de la dynamique territoriale.

Mots-clés : bassin versant, gestion intégrée, environnement, représentativité, mobilisation sociale, Châteauguay.

## INTRODUCTION

Dans le monde, la GIEBV est utilisée depuis plusieurs décennies, mais le Québec, malgré l'importance de l'eau dans son histoire, n'a expérimenté que récemment cette approche avec l'adoption de la PNE en 2002<sup>a</sup>. Celle-ci créait des OBV à l'intérieur de 33 bassins versants jugés prioritaires. L'appui du gouvernement aux OBV est minimal. Ceux-ci souffrent de sous-financement et de l'absence d'un encadrement légal (Brun et Lasserre, 2004). Certains organismes ont déjà produit leur PDE mais, dans la majorité des cas, ils travaillent encore à la caractérisation de leur bassin versant ou à l'élaboration de la première génération de PDE (voir Appendice A).

Comme les OBV sont appelés à jouer un rôle actif dans la planification territoriale, un pouvoir délégué aux municipalités, il importe d'examiner leur travail pour évaluer s'ils ont réussi à relever le défi de la concertation entre les usagers de l'eau et de la participation du public pour assurer une gestion durable de la ressource. Les OBV arrivent-ils à être représentatifs du milieu en impliquant autour d'une même table des élus municipaux et des représentants de la société civile?

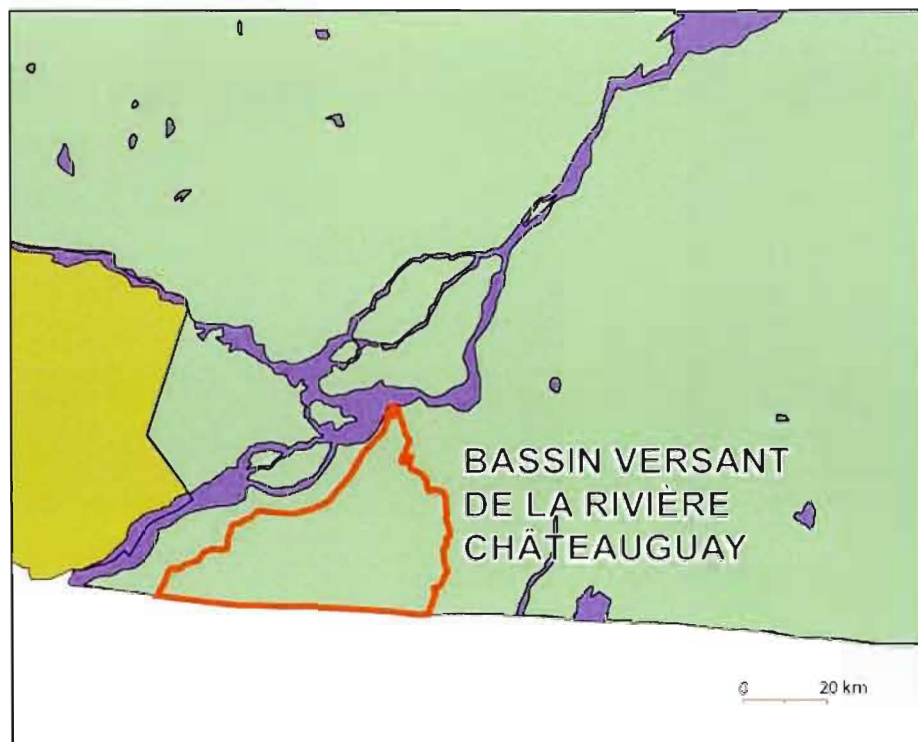
Le but de cette recherche est de développer une nouvelle approche permettant d'évaluer la représentativité au sein des comités de bassin versant. Il s'agit ici d'y intégrer un critère souvent absent, la provenance des participants. Cet élément est utile à l'évaluation d'une approche concertée superposée à une base territoriale : le bassin versant de la rivière Châteauguay. La participation publique, qui assure une légitimité aux OBV, est également considérée dans la recherche. Parallèlement, le travail évalue l'engagement de l'OBV étudié, la SCABRIC, envers l'adaptation aux changements climatiques. L'adaptabilité est posée comme un enjeu intégrateur aux différents participants de l'étude et permet d'identifier les vulnérabilités du milieu.

---

<sup>a</sup> Le MENV travaille sur la GIEBV depuis 1992 et certains comités de bassin versant sont actifs depuis plus d'une décennie (ex. rivières Chaudière, Châteauguay et L'Assomption).



**Figure 1.1 :** Carte de localisation



Source : Ind.

Sur le plan méthodologique, la recherche combine l'analyse stratégique issue de la sociologie des organisations à l'aménagement du territoire en considérant la provenance des participants. Il s'agit d'intégrer la notion de territorialité pour déterminer si le bassin versant peut susciter la participation de tous et permettre de développer un sentiment d'appartenance. D'ailleurs, la caractérisation du bassin versant a été réalisée pour diviser le territoire en fonction de composantes se distinguant selon des critères humains et naturels : histoire, démographie, société, économie, milieu bâti, environnement biophysique, paysage. Il s'agit de tenir compte des frontières locales et sociales dans l'analyse des relations entre acteurs dépeintes dans le sociogramme de la SCABRIC. Plus concrètement, outre deux séances d'observation participante, la recherche a nécessité la réalisation de 29 entrevues semi-dirigées entre le 14 décembre 2005 et le 8 février 2006 et, sauf exceptions, les rencontres se sont déroulées à l'intérieur du bassin de la Châteauguay.

L'analyse du cas de la SCABRIC ne peut être élargie à l'ensemble des bassins versants car chacun présente un contexte différent sur les plans linguistique, économique, administratif et autres. Aussi, malgré la catégorisation des participants, l'échantillon ne permet pas de généraliser en toute confiance les observations. Malgré ces limites, cette étude permet néanmoins d'entamer une réflexion sur l'échelle territoriale ou sur la structure organisationnelle la plus apte à combiner la démocratie représentative et participative.

Cette recherche se divise en dix chapitres qui permettent de bien évaluer l'ampleur de la tâche accomplie. Les cinq premiers chapitres présentent successivement la problématique, le cadre théorique, les questions de recherche, les résultats anticipés et la méthodologie de la recherche. Ensuite, les chapitres suivants se partagent entre les résultats, leur analyse et la discussion sur leur signification. Puis, des recommandations sont proposées pour améliorer la représentativité au sein de la SCABRIC.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE

#### 1.1 GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT

En 1992, lors des conférences de Dublin et de Rio, les pays présents se sont prononcés en faveur d'une gestion participative et écosystémique de l'eau s'inscrivant dans le concept de développement durable (Burton, 2001). Parallèlement, au Québec, la gestion intégrée de la ressource hydrique, qui s'est manifestée dès 1970 avec l'assainissement du bassin versant de la rivière Yamaska (Bibeault, 2003), s'affirme par la création des comités ZIP dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent (Gareau, 2000). Depuis 2002, la PNE mise de l'avant par le gouvernement du Québec encourage l'émergence de la GIEBV pour assurer une meilleure protection des écosystèmes, une accessibilité élargie à la ressource et une cohabitation harmonieuse des usages de l'eau (Québec, 2002).

Cette politique prévoit la création de 33 OBV qui sont pour la plupart des tables de concertation où les usagers, les élus locaux et les organismes communautaires sont présents dans des proportions allant de 20 à 40% (Québec, 2002). Ces organismes sont d'ailleurs financés partiellement par l'État qui participe avec le statut d'observateur (ROBVQ, UMQ et MENV, 2004). Ils ont le mandat de réaliser des PDE, un document identifiant les stratégies à mettre en œuvre, et des Contrats de bassin qui sont des accords volontaires avec le milieu (Québec, 2002).

Dans le modèle français, le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) produit par la Commission locale de l'eau (CLE), l'équivalent du comité de bassin versant québécois, n'est pas opposable aux citoyens mais les documents de planification municipaux doivent s'y conformer (France, 2003). Cette disposition n'est pas présente actuellement au Québec où les comités sont principalement affairés à la caractérisation de leur territoire

respectif, mais il semble vraisemblable que les décisions des OBV viendront modifier les façons de faire des MRC. Le ministre des Affaires municipales et des Régions, qui approuve les SAD produits par les MRC, pourrait exiger qu'ils se conforment aux futurs PDE. Bref, ces comités non élus pourront influencer l'aménagement du territoire des municipalités incluses à l'intérieur de leur bassin versant et sans qu'une modification à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne soit nécessaire (LAU, art. 56.4).

Pour supporter les efforts des OBV, le neuvième engagement de la PNE prévoit également l'établissement d'un système de redevances basé sur le développement durable et les principes de l'utilisateur et du pollueur-payeur (Québec, 2002). Certains usagers de la ressource ont avantage à s'impliquer à l'intérieur de cette structure pour éviter de faire les frais de la protection de l'écosystème. Par exemple, le choix des indicateurs ne sera pas un processus neutre.

Donc, la PNE établit une gestion décentralisée qui est intégrée car elle est écosystémique (bassin versant) et englobe les dimensions écologique, sociale et économique (Québec, 2002). Cette intégration souhaitée n'est pas forcément présente dans la réalité. Elle se veut participative car elle est basée sur le postulat que la gestion concertée entre usagers de l'eau va permettre une meilleure implication du milieu et des actions plus adaptées au contexte local ou régional (Québec, 2002).

Cependant, la littérature démontre que ce type de processus n'est pas garant de résultats favorables. D'abord, le bassin versant vient chevaucher les limites administratives et politiques des États, provinces, régions, municipalités et autres amenant de la difficulté à intégrer pleinement les différentes instances intéressées (Griffin, 1999)<sup>b</sup>. Aussi, les acteurs participants au sein du comité peuvent poursuivre leurs intérêts propres et créer des rapports de force au désavantage de certains groupes absents ou faibles. Par exemple, les propriétaires riverains ne sont pas toujours intéressés à s'investir au sein des comités mais leur participation est essentielle pour atteindre les objectifs de la gestion intégrée (Habron, 2003).

---

<sup>b</sup> Le bassin versant de la Châteauguay occupe une superficie de 2 543 km<sup>2</sup>, qui se partage entre le Québec (57%) et les États-Unis (43%), et il compte 20 municipalités (MEF, 1996).

De plus, la présence prépondérante des acteurs gouvernementaux peut amener le comité à effectuer davantage de travaux de recherche et à éviter des actions controversées tandis que la présence des acteurs économiques ou municipaux pourrait conduire, au détriment de l'environnement, à la recherche rapide de développement (Koontz et Moore Johnson, 2004). D'autre part, la présence prédominante de groupes communautaires peut entraîner une action plus militante (Koontz et Moore Johnson, 2004). La composition des groupes modifie alors les actions entreprises à l'échelle du bassin versant et la représentation des différents usages n'est pas garantie en l'absence d'un engagement financier public.

Les acteurs participants au sein du comité proviennent souvent d'organismes aux ressources différentes. Le temps de préparation, l'accès aux experts, les moyens techniques et de communication ne sont pas les mêmes pour tous. Par exemple, les acteurs sont généralement peu enclins à s'investir dans des enjeux qu'ils ne maîtrisent pas (Smith Korfmaier, 2001). Les questions de pollution peuvent alors être évitées à cause de leur complexité. Cette réalité permet de voir que les comités participatifs ne permettent pas d'emblée des rapports équilibrés entre les participants. Comme ces derniers ne sont pas élus et rémunérés par le secteur public, la question de la légitimité se pose si la concertation ou le processus délibératif ne permet pas de tendre vers l'intérêt commun en ne répondant pas à certains critères dont la transparence, l'accès à l'information, l'ouverture, la clarté, etc. (Simard, 2004).

Aussi, si le consensus permet d'accroître la légitimité ou l'acceptabilité des décisions, il comporte tout de même certaines limites. En effet, le consensus est considéré avoir été trouvé lorsque tous s'accordent sur une composante donnée de la gestion de l'eau. Ceci ne signifie pas nécessairement que chaque partie prenante est totalement en accord avec la décision, mais plutôt que, compte tenu des circonstances, elle l'accepte comme un moindre mal.

Maintenant que la plupart des comités de bassin versant ont entamé ou complété l'élaboration de la première génération de PDE et que les premiers contrats de bassin versant ont été signés, il importe de s'interroger sur la représentativité de leurs travaux. Il convient de

s'assurer que le processus va entraîner la création de plans qui seront accueillis favorablement par la collectivité et créeront un effet d'entraînement réel. En effet, la PNE précise que le but recherché est d'inclure l'ensemble des usages de l'eau (Québec, 2002).

Il importe d'aller étudier ces comités pour établir s'ils vont permettre d'atteindre cet objectif primordial. La question de la représentation doit également se poser dans un cadre élargi qui englobe à la fois l'ensemble du bassin versant et ses composantes ou subdivisions basées sur les caractéristiques humaines et naturelles du milieu. Ce travail cherche à établir un outil scientifique permettant de statuer sur l'atteinte de cette double représentativité – représentation des usages à l'échelle du bassin versant et représentation des composantes du bassin – essentielle dans une approche réellement intégrée. Il faut s'assurer que les acteurs d'une partie du bassin versant ne soient pas exclus du processus pour différentes raisons. De plus, il ne faut pas confondre la représentativité par rapport à des usages avec celle en rapport avec la population du bassin versant car, selon la plupart des auteurs, les forums hybrides sont généralement le lieu d'expression d'une élite participante (représentants des usagers et des groupes intéressés par la gestion de l'eau). Malgré tout, il faut questionner l'influence de la composition du comité sur l'harmonisation des usages.

## 1.2 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Depuis les conférences de Montréal et de Kyoto, la question du réchauffement climatique s'impose et a amené des manifestations populaires importantes dont l'opposition à la centrale du Suroît est le meilleur exemple québécois. Cependant, la question des bouleversements climatiques ne peut pas être traitée sans tenir compte de la question de l'eau. En effet, autant la fonte accélérée de la neige au printemps que des périodes de sécheresse prolongées l'été pourraient venir bouleverser les usages de l'eau et habitudes humaines (Bourque, 2000). Si la concentration de gaz carbonique ( $\text{CO}_2$ ) venait à doubler, la saison de croissance des végétaux serait allongée en moyenne de 37 jours au Québec (Barril, 2005). Il faut également préciser qu'il n'existe aucun modèle permettant de prédire précisément la nature des bouleversements pour un bassin versant donné (André et Bryant, 2001). Aussi, «les secteurs [tous présents dans le bassin de la Châteauguay] comme l'agriculture, la

foresterie, les écosystèmes, les infrastructures, les pêches, la gestion de l'eau, le tourisme, l'activité économique, la production et la demande d'énergie, en sont tous qui se sont ajustés aux paramètres climatiques historiques (Bourque, 2000)».

Dans ce contexte d'incertitude et de vives inquiétudes, il faut également se demander si l'adaptabilité aux changements climatiques fera partie des préoccupations des comités de bassin versant. Par exemple, faut-il immédiatement promouvoir le développement d'activités demandant une faible hydraulicité et par prévention interdire des usages en bordure des plans d'eau? De plus, est-ce que les comités de bassin versant peuvent opter pour un développement qui ne contribuera pas à la hausse des émissions de gaz à effet de serre? Il importe de vérifier si ces considérations sont présentes au sein des comités de bassin versant qui vont venir influencer l'aménagement du territoire.

Enfin, le bassin versant de la rivière Châteauguay a largement été étudié et plusieurs travaux, dont ceux d'Ouranos et d'Hydrométéo, se sont intéressés aux fluctuations de débit (inondations) dans une démarche d'adaptation aux changements climatiques. Cependant, elles n'impliquent pas les acteurs du milieu qui souhaiteraient qu'un programme vienne «faire le lien entre les groupes climat et les usagers à l'échelle du bassin, faire connaître les besoins des usagers aux gens des sciences du climat, et fournir les résultats aux usagers» (Ouranos, 2005, p. 4). L'approche actuelle devrait donc impliquer davantage la SCABRIC qui regroupe déjà les principaux usagers de l'eau. De plus, la gouvernance de l'eau à l'échelle des bassins versants dans un contexte de changement climatique n'est jamais prise en ligne de compte dans les recherches actuelles (Ouranos, 2005). Ce mémoire vient combler une des lacunes identifiées par les parties prenantes – scientifiques et usagers – impliquées dans la création de connaissances sur le bassin de la Châteauguay.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE

#### 2.1 GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT

Le Québec est un précurseur en environnement avec l'adoption en 1972 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (Lepage et Simard, 2004). À cette époque, la gestion de l'environnement se concentre principalement sur la production d'eau potable. L'approche de l'époque était le «command and control» où l'État encadrait la société (Lepage et Simard, 2004). Il s'agissait également d'une gestion publique verticale ou «top down» où les décisions émanaient des ministères et de leurs instances décentralisées en région. De plus, comme c'est encore souvent le cas, les différents ministères et organismes étatiques appliquaient de façon sectorielle des politiques englobant la dimension environnementale<sup>c</sup>. Cette même époque est aussi caractérisée par le début d'une série de conférences internationales sur la protection de l'environnement, dont la première à Stockholm en 1972. Entre 1971 et 2000, il y a eu treize conférences internationales qui ont abordé la question de l'eau (BAPE, 2000). Cette sensibilité internationale aux questions environnementales a amené la création du concept de développement durable qui a largement été diffusé par le rapport Brundtland à partir de 1987 (Lepage, 1997).

Cet éveil aux questions environnementales s'est également accompagné de la médiatisation de plusieurs catastrophes internationales qui ont montré la fragilité de la biosphère. Il suffit de penser à la crise du nucléaire suite à l'accident de Tchernobyl (Bourg et Schlegel, 2001). Parallèlement à cette prise de conscience, le phénomène du «not in my

---

<sup>c</sup> Selon Bibeault (2003), la gestion de l'eau au Québec est encore soumise à «la résistance [...] des acteurs institutionnels qui contrevient au discours prônant l'intégration, la coordination et la concertation. Ces derniers agissent selon des orientations cognitives et structurelles qu'il est difficile de dépasser et encore plus de transcender» (p. 404).



backyard» (NIMBY) s'est développé remettant en question les décisions politiques. Les citoyens sont devenus méfiants envers les décideurs et les projets qui pourraient affecter leur qualité de vie (Theys, 2003). D'ailleurs, les controverses publiques proviennent de la suspicion des citoyens causée par la médiatisation des incertitudes scientifiques qui apparaissent «irréductibles et accréditent du même coup l'idée qu'elles sont difficiles, voire impossibles, à maîtriser. C'est dans les domaines de l'environnement et de la santé, qui constituent sans aucun doute les deux terrains les plus fertiles pour les controverses socio-techniques, que ces incertitudes sont les plus criantes» (Callon et *al.*, 2001).

Dans les années 1990, l'enjeu de l'assainissement des finances publiques et la montée du néo-libéralisme ont introduit une révision complète du rôle de l'État (Lepage et Simard, 2004). Ce faisant, la conjoncture était favorable à la mise en place de la gestion participative ou davantage horizontale et intégrée, c'est-à-dire, tenant compte autant des éléments écologiques, économiques et sociaux (Lepage et *al.*, 2003). Cette nouvelle gouvernance redonne au milieu touché pour une problématique donnée la possibilité de s'impliquer ou de donner son avis sur les choix à prendre. Elle permet alors l'intégration des groupes intéressés par l'eau dans le processus décisionnel (Callon et *al.*, 2001). Au Québec, suite à la modification de la LQE en 1978, elle se manifeste en environnement avec la création des Conseils régionaux de l'environnement (CRE) (Simard et Lepage, 2004), mais aussi dans d'autres secteurs avec notamment les comités consultatifs en urbanisme (CCU) (Québec, 2001).

Au Québec, ce contexte conduit à l'introduction de la GIEBV qui est une forme de gestion de l'eau relativement ancienne en Europe où la France l'utilise depuis 1964 (CREM, 2003). C'est en 2002 que ce type de gestion s'affirme avec la PNE. Malgré tout, la première initiative québécoise fut celle de la revitalisation de la Yamaska en 1970 (Bibeault, 2003). La PNE découle de travaux entamés lors du Symposium sur la gestion de l'eau en 1998 qui a été suivi par des consultations partout à travers le Québec menées par le BAPE (Québec, 2002). Le rapport du BAPE décrivait l'état de l'eau au Québec et a énoncé une série d'objectifs à atteindre à l'échelle québécoise: «assurer la protection de la santé; rechercher la pérennité de la ressource en eau; mettre en valeur la ressource sur le plan social et économique; concilier

les usages dans une perspective de satisfaction des besoins légitimes (BAPE, 2000, p. 50)». De plus, à travers le document du BAPE, il y a des références à la gestion écosystémique et participative, à l'acquisition de connaissances, à l'accessibilité de la ressource et sur la sensibilisation/information/éducation de la population (BAPE, 2000). Finalement, le BAPE recommande la mise en œuvre de la GIEBV. «La santé des écosystèmes doit être le pôle intégrateur de la gestion intégrée (BAPE, 2000, p. 58)».

D'emblée la PNE réaffirme que l'eau est un patrimoine collectif et qu'il faut protéger autant la santé humaine que celle des milieux aquatiques (Québec, 2002). La PNE s'insère dans la nouvelle gouvernance basée sur la participation (Québec, 2002). Elle propose, pour responsabiliser les usagers de l'eau et favoriser une prise en charge locale ou régionale, de mettre en place des comités de bassin versant composés des acteurs de la société civile, des élus locaux et des principaux usagers (Dumoulin et Martino, 2004). Les comités de bassin, qui se comparent à des tables de concertation ou à des «parlements locaux de l'eau» (MDDEP), reçoivent le mandat de produire des PDE et de réaliser des contrats de bassin (Dumoulin et Martino, 2004). Il s'agit de mécanismes volontaires qui nécessitent une caractérisation du milieu à partir d'outils comme les systèmes d'information géographique (SIG) et le recours à l'éducation relative à l'environnement (ÉRE) (Dumoulin et Martino, 2004). Ces connaissances permettent de hiérarchiser les enjeux du milieu et une intervention intégrée (Québec, 2002). La PNE vise également de façon spécifique les usages agricole, municipal et industriel de l'eau (Québec, 2002).

Comme mentionné précédemment la gestion intégrée combine les trois dimensions du développement durable car elle s'inspire directement de ce concept et l'intègre complètement. Outre le développement durable, elle repose sur la gestion participative ouverte à tous les usagers de la ressource et sur une vision de l'eau qui doit être accessible à chacun (Burton, 2001). Il s'agit entre autre de faciliter par la concertation la juste répartition de la ressource entre les différentes utilisations possibles de l'eau dont les principales sont l'agriculture, l'élevage, l'évacuation, l'approvisionnement en eau, la pêche, la chasse, les transports, la foresterie, le tourisme, la récréation, la conservation, l'énergie, la santé humaine, le prélèvement de matériaux, etc. (Burton, 2001).

Cette gestion intégrée se démarque car elle s'applique à un territoire bien défini, celui d'un bassin versant. Le bassin versant est le territoire délimité par la ligne de partage des eaux ou en d'autres termes il s'agit de la superficie drainée par un cours d'eau (Dumoulin et Martino, 2004). Le choix du bassin découle d'une volonté d'opter pour une approche écosystémique de l'environnement. Dans le cas présent, il s'agit de l'écosystème fluvial (eau, sédiments, habitats) qui permet d'intégrer la dynamique présente entre les dimensions humaines et naturelles (Burton, 2001). Aussi, ce type de gestion est un processus à long terme reposant sur les valeurs des participants et le développement des connaissances scientifiques (Burton, 2001).

## 2.2 PARTICIPATION ET REPRÉSENTATIVITÉ

La publication du rapport Brundtland a permis la diffusion du concept de développement durable qui accorde un rôle accru à la société civile dans le processus décisionnel en réponse à la crise de légitimité des experts et des politiciens. Depuis, plusieurs pays ont expérimenté l'approche participative et il est possible d'identifier les avantages, les critères de réussite et les limites de l'implication des *stakeholders*<sup>d</sup> ou groupes d'intérêt (acteurs de la société civile et usagers de l'eau dans le cadre de la GIEBV) dans la prise de décisions qui, selon Coenen (2002), sont les suivants :

- Premièrement, il faut distinguer les individus des groupes d'intérêt car les simples citoyens n'ont pas les ressources et le poids des entreprises ou des organisations non gouvernementales (ONG) dans le processus participatif;
- Deuxièmement, l'engagement étatique envers la participation doit être évident pour accroître l'acceptabilité des décisions, réduire les conflits, améliorer la qualité des décisions et générer le support des groupes dans l'application des mesures<sup>e</sup>;

---

<sup>d</sup> La participation ne se limite pas à l'implication des usagers de l'eau. Cependant, leur présence est à la base de la GIEBV.

<sup>e</sup> Les groupes (ONG) n'ont pas d'importantes ressources financières et peuvent avoir besoin du support de l'État pour participer au processus décisionnel. Cependant, «l'équilibre est finalement difficile à tenir entre l'appel croissant à de telles entreprises collectives et la réserve [...] vis-à-vis des décideurs politiques qui cherchent [...] une légitimité nouvelle» (Lascoumes, 1994).

- Troisièmement, les limites de la participation, qui englobent la disponibilité des ressources, le désir d'implication, la représentativité, l'expérience des participants et les intérêts stratégiques ou corporatifs, peuvent créer un déséquilibre empêchant la véritable concertation;
- Quatrièmement, la recherche d'un consensus par la négociation est difficile et nécessite la présence de critères fonctionnels et normatifs, comme un espace égal d'expression, des informations sérieuses, de la transparence, un débat réel et de l'engagement de la part des participants. L'implication se traduit aussi par des bénéfices pour les participants qui développent leur expertise, leur habileté à user de l'information et profitent de la diversité des points de vue.

Aussi, la dimension temporelle dans le processus participatif qui se caractérise par un «enchaînement de rendez-vous» (Simard, 2005) peut venir influencer la qualité du processus participatif. Par exemple, les participants qui habitent loin des lieux de rencontre des comités peuvent avoir des disponibilités moindres. Également, pour que la participation soit équitable, la présence d'un temps de préparation, qui peut varier entre les acteurs, est fondamentale pour que ceux-ci puissent se documenter et se préparer. Selon Theys (2001), la connaissance permet de remédier à un manque de transparence. Cette considération se traduit également dans l'importance d'un temps de parole suffisant pour les parties prenantes de la participation. À long terme, les acteurs finissent par développer une expertise et un savoir.

Souvent, les groupes aux intérêts très focalisés ont besoin de support ou d'un temps accru de préparation pour s'impliquer d'une manière similaire à celle des groupes modérés aux positions plus généralistes qui ont des effectifs plus importants (Lascoumes, 1994). La question de l'équité est souvent soulevée mais comment est-il possible pour des groupes ayant des écarts de *membership* ou d'effectifs considérables d'avoir une représentation réellement égale? Cette dimension est importante car la présence d'acteurs aux intérêts similaires ou ayant un poids ou des ressources importantes peut influencer la prise de décisions. En effet, dans le cas où le gouvernement vient à dominer le processus participatif – les représentants gouvernementaux ont un statut d'observateur à l'intérieur des comités de

bassin versant (ROBVQ, UMQ et MENV, 2004) – les décisions seront orientées dans le sens de l’acquisition de connaissances, une domination des groupes revendicateurs amènera une attitude revendicatrice. Seule une représentation équitable entre les acteurs permet la réalisation de plan opérationnel d’actions. De plus, la typologie des mouvements verts, qui peut se fondre aux groupes communautaires, pose aussi le problème des groupes radicaux qui ne sont pas intéressés à coopérer dans le processus décisionnel; leur approche est surtout critique (Vaillancourt, 1992). Il faut préciser qu’en l’absence de position divergente la participation ne permet pas de vrais débats et ne permet pas de rompre avec l’enfermement des élus et des scientifiques (Simard, 2005).

Le temps interfère également avec la représentativité des acteurs. Les comités se composant d’experts, de citoyens et d’officiers issus de différentes institutions publiques, ces gens ont besoin de temps pour développer un langage commun et pour travailler ensemble. Par exemple, les citoyens en l’absence d’une préparation suffisante ne se sentent pas interpellés par les questions scientifiques et techniques. Selon Coenen (2002, p. 7), «the capability to phrase concerns and discuss interests related to potentially abstract topics is particularly problematic with sustainable development issues». Il existe alors un lien avec le temps accordé à la préparation des acteurs et le déficit d’expérience qui limite le désir d’implication. De plus, les experts doivent également apprendre à travailler conjointement, ce qui nécessite du temps. La composition d’un collectif est progressive et se caractérise par l’affirmation, la prise en compte mutuelle et la négociation des identités émergentes (Callon et al, 2001; Simard, 2005).

La transparence est également essentielle dans l’implantation d’un climat de confiance entre les acteurs de la participation. Le besoin de transparence nécessite aussi l’octroi d’un temps de préparation aux participants pour qu’ils puissent articuler leur position. D’ailleurs, l’État peut améliorer les bénéfices de l’approche intégrée en offrant son support logistique (Curtis et al., 2002). Par exemple, les pays devraient écrire leurs décisions et leurs justifications par souci de «traçabilité». La disponibilité de cette information est nécessaire pour signifier l’engagement de l’État à l’égard de la participation. La mise en œuvre de règles de procédure claires favorise également la transparence (Coenen, 2002).

Il convient de rappeler que les acteurs impliqués dans le processus participatif cherchent à influencer de façon concrète la prise de décision (Coenen, 2002). D'ailleurs, un groupe aux intérêts trop larges peut avoir de la difficulté à maintenir l'intérêt de ses membres (Koontz, 2004). Aussi, il y a le risque d'institutionnalisation des groupes qui doit être balancé par une possibilité d'influencer le débat. Le but des organismes environnementaux est de faire contrepoids aux entreprises et aux gouvernements (Dorcey & McDaniels, 2001). L'exemple des CRE ou des comités ZIP démontre en effet que les groupes qui s'y impliquent peuvent s'institutionnaliser ou devenir dépendants de l'État. Aussi, il faut ajouter que la nature même de certains intérêts empêche la recherche de compromis (Coenen, 2002). Cette préoccupation est importante car la gestion participative doit permettre l'expression de groupes ou acteurs absents (Coenen, 2002). D'ailleurs, la PNE prévoit que la concertation va intégrer des usagers qui autrement ne s'exprimeraient pas (Dumoulin et Martino, 2004).

Selon Simard (2005), «les forums hybrides sont les produits de lutte [et] les risques de manipulation sont réels». En effet, ce processus quoique basé sur des connaissances empiriques est subjectif de par son caractère politique. Les structures et les débats sont également commandités par des entreprises, des institutions publiques ou des organismes qui doivent poursuivre des objectifs transparents pour éviter une manipulation (Dorcey et McDaniels, 2001). De plus, les acteurs ont tous un bagage et des présupposés qui influencent leur perception. Cette limite est notamment soulignée dans le texte de Pierre Hamel (1996).

Pour prendre en compte tous les points de vue, les forums hybrides ou les mécanismes participatifs fonctionnent de façon consensuelle. Dans certains cas, pour obtenir des consensus, les acteurs évitent de statuer sur les enjeux controversés. Il en résulte que les mécanismes participatifs demeurent imparfaits n'atteignant pas toujours leurs objectifs. Une telle situation peut entraîner le désengagement des participants qui n'arrivent pas à faire valoir leurs intérêts stratégiques; les acteurs cherchent à se conserver une zone d'incertitude et à nouer des alliances pour accroître leur pouvoir (Bernoux, 1985; Simard, 2005).

Souvent, l'avantage derrière les comités de bassin versant ou des forums hybrides est l'élimination de la controverse ou l'accroissement de l'acceptabilité des décisions. Cependant, comme mentionné précédemment, la nature des enjeux intéressant les groupes et leur attitude fait en sorte que les plus radicaux continueront à contester les décisions. Aussi, des appréhensions irrationnelles ou réelles peuvent braquer les résidents ou des acteurs contre un projet. L'exemple des producteurs français de vin craignant de perdre des parts de marché au Japon suite à l'enfouissement de déchets nucléaires est un bon exemple. Il est impossible d'inclure la réaction des consommateurs de vin à l'étranger dans une étude d'experts (Callon et *al.*). D'ailleurs la crise de la légitimité des gouvernements provient de la présence de «méga-phénomènes» qui dépassent la capacité d'analyse des experts.

Il convient également de rappeler que la représentation dans le cadre de la GIEBV n'est pas reliée aux individus mais aux usages ou aux types d'acteurs impliqués. D'ailleurs, l'analyse stratégique devrait permettre d'établir si les acteurs défendent des positions personnelles ou dictées par un groupe. Cette dimension pourrait expliquer en partie un déséquilibre entre les composantes du bassin versant. En effet, les participants, à l'exception des élus locaux et des observateurs gouvernementaux, sont souvent des volontaires et/ou des bénévoles et il apparaît impossible dans ce contexte de restreindre la participation pour refléter le tissu social du bassin versant. Souvent, les participants sont des retraités et des personnes scolarisées. Cependant, la représentativité doit faire en sorte que les principaux types d'acteurs se retrouvent au sein des comités. De plus, cette représentativité devrait faire en sorte qu'il n'y ait pas de déséquilibre spatial à l'intérieur du bassin où tous les acteurs proviendraient d'un seul secteur. Il est à noter que cette dimension est absente de la littérature, mais on peut y retrouver la question du sentiment d'appartenance à une localité ou une région.

En pratique, les groupes largement représentatifs de leur milieu sont plus cohésifs et travaillent plus efficacement. *«[They] put considerable effort into planning their activities, in the form of strategic, action, or watershed management plans. Developing concrete plans can be an important means to accommodate a diverse array of interests and build a cohesive*

*group whose members can work together, despite conflicting interests on particular issues* (Koontz et Johnson, 2004, p. 195)».

### 2.3 SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS

Avant l'apparition de l'analyse stratégique, les organisations ont été étudiées à partir de l'approche taylorienne et de celle des relations humaines. La première considérait l'homme comme une main ou un simple rouage de l'organisation perçue comme un système mécanique (Crozier et Friedberg, 1977). La deuxième se construit sur le comportement des acteurs qui recherchent la satisfaction de leurs besoins psychologiques. L'objet étudié était les besoins individuels entrant dans la relation acteur-organisation (Crozier et Friedberg, 1977). L'organisation a également été traitée par l'approche économique de la juste rétribution (Crozier et Friedberg, 1977). Ces approches ont des limites importantes, car elles ne reconnaissent pas la liberté de l'acteur (Bernoux, 1985), qui n'est pas entièrement déterminée par la division du travail, la recherche de besoins psychologiques ou financiers, et elles ne tiennent pas compte des relations entre acteurs ou de la formation de groupes dans l'organisation (Crozier et Friedberg, 1977).

Il est également possible d'examiner la théorie de la traduction ou transcodage qui s'apparente à l'analyse stratégique. Cette théorie précise que les problèmes sont analysables à rebours et qu'il faut les reconstruire à partir des acteurs (Lascoumes, 1994). De plus, il précise que «l'histoire de chaque mouvement d'action collective est un processus qui combine souvent de façon originale des éléments de contexte et des données spécifiques aux acteurs, à leur organisation et aux enjeux qui les mobilisent (Lascoumes, 1994)». Le transcodage est en réalité une négociation ou une intégration des points de vue entre les acteurs d'un même groupe et l'ensemble des parties impliquées dans les politiques publiques. Il cherche à établir la dynamique des interventions du décideur public (Lascoumes, 1994). De plus, même dans le transcodage, les relations entre acteurs sont déséquilibrées et il y a des rapports de force. Il faut aussi préciser que les groupes sont considérés comme étant imprévisibles et instables (Callon et *al.*, 2001). En réalité, c'est l'objet étudié qui change entre l'analyse stratégique et la traduction. À propos des organisations, Lascoumes (1994)



précise que «certains auteurs estiment que seules les régulations opérées par la base dans leurs espaces de liberté spécifiques rendent possible et expliquent l'essentiel de la mise en œuvre des décisions de l'État central». L'analyse stratégique a une portée limitée regardant un objet bien circonscrit, il s'agit d'une méthode microsociologique (Simard, 2005).

D'emblée, pour comprendre l'analyse stratégique, il convient d'expliquer la notion de pouvoir, qui est la capacité d'influencer les individus et les groupes (Bernoux, 1985). En effet, le pouvoir est une relation instrumentale et inégale entre des acteurs et cette relation se traduit par la recherche d'un compromis par la négociation (Crozier et Friedberg, 1977). De plus, pour négocier, il importe d'avoir quelque chose à échanger. Comme dans la recherche scientifique, la polémique ou les conflits proviennent de la présence d'incertitude et une organisation laisse beaucoup de place à l'inconnu (Bernoux, 1985).

La notion de pouvoir permet d'introduire la question de zone d'incertitude. Les acteurs pour atteindre leurs objectifs doivent maintenir un inconnu à la fois sur leurs objectifs, leurs ressources et leurs contraintes (Crozier et Friedberg, 1977). Cette zone qu'ils sont seuls à contrôler leur assure un rapport de force avantageux. D'ailleurs, les acteurs en relation vont essayer d'empiéter sur leurs différentes zones. De plus, il faut souligner que le pouvoir n'est pas un attribut que détient un acteur (Milot, 2005).

L'analyse stratégique découle de l'observation empirique des acteurs d'une organisation. Par définition, une organisation présente un certain nombre de caractéristiques, c'est-à-dire une division du travail, une distribution des rôles et des systèmes de communication, d'autorité et de rémunération (Bernoux, 1985). Premièrement, il faut se référer aux postulats de l'analyse stratégique pour bien comprendre l'importance de l'acteur. Celui-ci est libre, mais sa liberté est relative car contingente (Bernoux, 1985). La contingence réfère à la dépendance des acteurs face à un contexte, à des opportunités et à des contraintes (Crozier et Friedberg, 1977). L'acteur possède un certain nombre de ressources et contraintes stratégiques qui le positionnent dans l'organisation. Aussi, il possède une rationalité partielle car sa compréhension est limitée dans l'espace et dans le temps (Bernoux, 1985). L'acteur a également des objectifs ou des buts qui affectent son comportement (Bernoux, 1985).

L'acteur agit de façon opportuniste car sa rationalité se base sur la saisie d'opportunités (Crozier et Friedberg, 1977).

Dans une organisation, il existe quatre formes de ressources qui offrent un certain pouvoir aux acteurs. L'expertise, la connaissance des relations avec l'environnement, la connaissance des règles de l'organisation et le contrôle des communications et de l'information peuvent créer des rapports de force entre les acteurs (Bernoux, 1985; Crozier et Friedberg, 1977). Pour mieux comprendre leur apport dans les interrelations, il faut introduire le concept d'enjeu. L'enjeu est l'intérêt que cherche à atteindre l'acteur, mais pour lequel il reçoit de la résistance des autres. L'enjeu est à la base de l'analyse stratégique car il pose la question de la pertinence. En effet, certaines ressources et contraintes ne sont pertinentes que dans la poursuite de certains objectifs (Crozier et Friedberg, 1977).

Pour atteindre ses objectifs, l'acteur se dote de stratégies qui sont changeantes et instables. Souvent, l'acteur va adopter la première solution acceptable dans son contexte et non la meilleure (Simard, 2005). La stratégie de l'acteur va également comporter deux aspects. L'acteur cherche soit à obtenir quelque chose, une opportunité, par des comportements offensifs ou à maintenir ses acquis par une position défensive (Crozier et Friedberg, 1977).

L'analyse des ressources, contraintes, objectifs et stratégies de l'acteur se situe dans un deuxième effort plus large qui est la mise en relation des acteurs. En effet, à l'échelle de l'organisation, il est intéressant de comprendre le caractère systémique des actions posées. L'organisation est alors perçue comme le cumul des actions des acteurs. C'est le système d'actions concret. Ce système tout comme les acteurs est dynamique et ne doit pas être considéré comme fixe (Bernoux, 1985).

De plus, le système d'actions concret comporte deux dimensions lui assurant une certaine stabilité. Il faut préciser que l'organisation comporte des règles informelles qui peuvent venir affecter l'acteur (Crozier et Friedberg, 1977). En effet, il existe un système de régulation à l'intérieur de l'organisation (Bernoux, 1985). Les acteurs ne vont pas chercher

par leurs actions à déstabiliser l'ensemble de l'organisation. Il existe une ligne à ne pas franchir que les acteurs connaissent (Crozier et Friedberg, 1977). De plus, la deuxième dimension est la possibilité pour l'acteur, qui n'est pas seul à l'intérieur de l'organisation, de former des alliances (Bernoux, 1985). Il faut préciser que contrairement aux alliances, le système de régulation est beaucoup plus stable (Bernoux, 1985).

## 2.4 ADAPTABILITÉ AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Selon Lamarre et Pagney (1999), le potentiel climatique est une notion essentielle dans une opération de planification territoriale. En effet, il existe un système dynamique d'interactions entre les faits anthropiques et physiques. En géographie, le climat est un puissant déterminant qui influence l'évolution des sociétés humaines au travers de l'alimentation, de l'habillement ou du cadre bâti. De la même manière, les humains agissent sur le climat comme en témoigne le réchauffement climatique avec l'émission de GES. Aussi, toujours selon les mêmes auteurs, le climat est également une ressource naturelle à laquelle l'homme attribue une rentabilité ou une utilité. Par exemple, du temps froid est souhaitable pour l'industrie du ski qui en retire un profit. Conséquemment, le réchauffement climatique vient menacer les habitudes et perceptions humaines car traditionnellement le climat était jugé immuable.

La relation entre l'environnement et le climat se traduit au travers du paysage. C'est le climat qui permet la mise en place d'une certaine biodiversité et de certaines activités économiques (Lamarre et Pagney, 1999). En effet, l'agriculture est impraticable à des latitudes élevées ou dans des zones désertiques. Aussi, l'eau est un élément structurant pour l'implantation de peuplements humains et est un intrant essentiel dans la plupart des activités économiques (Lamarre et Pagney, 1999). Alors, une tentative de gérer à long terme la ressource hydrique à l'intérieur d'un bassin versant qui ne tiendrait pas compte des fluctuations climatiques et, plus spécifiquement, du réchauffement global, ne serait ni intégrée ni prudente. Effectivement, c'est le climat qui régularise le cycle de l'eau donc les précipitations et l'évaporation (Burton, 2001).

Aussi, il ne faut pas confondre des accidents climatiques comme des tempêtes avec le climat qui n'est pas modifié par des événements extrêmes (Canada, 1997). De plus, il est impossible de prédire avec exactitude la nature des perturbations climatiques et cette difficulté est d'autant plus grande à la micro échelle d'un écosystème ou d'une région (André et Bryant, 2001). Alors, devant cette impossibilité de déterminer les perturbations et leurs conséquences, les gestionnaires ne parviennent pas à intégrer cette problématique.

Concrètement, il y a un réchauffement au Québec avec une hausse des minima qui entraîne une réduction de l'écart diurne des températures. Depuis 30 ans, le réchauffement s'est traduit par une hausse de 0,6 degré centigrade et il s'accélérera au cours des prochaines décennies. Au sud du Québec, d'ici 2080-2100, le climat devrait se réchauffer avec une augmentation des températures moyennes de quatre à cinq degrés Celsius et devenir davantage pluvieux avec une hausse de 10 à 25 % des précipitations. Il est également possible qu'il y ait davantage d'accidents climatiques comme des sécheresses ou des vagues de chaleur (Ouranos, 2004).

Plus concrètement, dans le bassin de la Châteauguay, il s'avère que ces perturbations auront des impacts sur les infrastructures, la foresterie, l'agriculture et le tourisme. En effet, l'accroissement des températures, l'augmentation des précipitations et la hausse des concentrations atmosphériques de certains gaz accéléreront la croissance de plusieurs essences d'arbres ou de cultivars (Ouranos, 2004). Par exemple, au Québec, le maïs, le tabac et la betterave pourraient offrir des rendements supérieurs avec des concentrations plus élevées de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (Bootsma et *al.*, 2001; Baril, 2005). Il faut souligner que la culture à grande interligne du maïs est la principale production agricole du bassin avec 37 000 ha (MEF, 1996). Cependant, les impacts potentiellement négatifs sont nombreux. Par exemple, le gel et dégel en l'absence d'une couverture de neige, la prolifération d'insectes nuisibles, l'introduction d'espèces exotiques ou les sécheresses peuvent affecter la foresterie et l'agriculture (Bootsma et *al.*, 2001; Ouranos, 2004; Canada, 2002). Le tourisme hivernal pourrait de son côté être affecté par la disparition de la couverture de neige tout comme les érablières (Ouranos, 2004).

Aussi, selon le groupe Ouranos (2004), la rivière Châteauguay poserait des problèmes importants aux riverains en raison d'un plus grand nombre d'embâcles et de débâcles. Aussi, un étiage plus sévère menacerait les infrastructures, notamment les prises d'eau municipales qui seraient exondées, et favoriserait l'érosion des berges. De plus, l'accroissement de la température de l'eau peut également amener une détérioration de sa qualité, nuire à la biodiversité et limiter les usages de contact avec l'eau comme la baignade. Cependant, si ces impacts sont prévisibles, leur ampleur, leur récurrence et leur importance demeurent incertaines.

Dans ce contexte, l'adaptation réfère à l'ensemble des «mesures de réponse susceptibles d'être adoptées en vue de compenser ou de réduire les impacts du changement climatique (André et Bryant, 2001, p. 43)». «Ainsi, ce terme englobe les changements effectués dans nos pratiques, nos infrastructures ou encore nos institutions afin de modérer les dommages potentiels dus au changement climatique, voire de tirer des bénéfices de ce dernier (Picard et *al.*, 2004, p. 3)». Cependant, l'adoption de mesures d'atténuation des impacts environnementaux est en aval des préoccupations actuelles et de l'avancement des connaissances toujours incomplet. Il importe de se concentrer sur le processus à la base de l'adaptabilité.

D'emblée, si l'on situe le processus menant à l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle des communautés, c'est par l'aménagement du territoire que le milieu peut intervenir de façon autonome, efficace et à peu de frais sur ces problématiques (Ouranos, 2004). Par exemple, une MRC peut interdire l'implantation des nouveaux quartiers à proximité de zones inondables. En réalité, c'est le risque effectif associé aux perturbations du climat qui peuvent être gérées sur la base des principes de prévention, de précaution et de réparation<sup>f</sup>. Les impacts du climat eux sont inévitables mais les coûts sociaux sont liés aux accidents climatiques (Lamarre et Pagney, 1999). Cependant, dans un contexte incertain, cette planification préventive doit être rattachée à une approche «Bottom-up» basée sur

---

<sup>f</sup> Selon Lamarre et Pagney (1999), les risques d'accidents climatiques doivent être encadrés par les principes de précaution, de prévention et de réparation. La prévention réfère aux efforts déployés pour annoncer le risque et informer les gens, la précaution est d'éviter des comportements dangereux comme l'implantation de bâtiments dans des zones inondables et la réparation est la prise en charge par la société des coûts de reconstruction.

l'implication d'un large éventail de groupes d'intérêt pour susciter l'adhésion du milieu (CCIARN, 2004).

En effet, il importe de s'intéresser aux dimensions climatiques qui représentent des intérêts symboliques ou utilitaires pour les communautés concernées. Par la suite, la communauté doit s'interroger sur sa capacité d'agir et sur ses vulnérabilités. Seule cette connaissance préalable permet d'agir par la mise en œuvre de stratégies et d'une meilleure conciliation entre les usagers. Il s'agit clairement d'une démarche par laquelle le milieu cherche des solutions socialement acceptables à ses propres problèmes (CCIARN, 2004). De plus, celle-ci doit pouvoir compter sur des modèles ou simulations pour guider le processus décisionnel (Canada, 2002). Alors, il importe que la dimension climatique soit intégrée par des approches multi, inter et transdisciplinaires dans la planification et la conciliation des usages dans le but de préserver la ressource hydrique (CCIARN, 2004).

Comme mentionné ci-dessus, pour déterminer les besoins des usagers et les vulnérabilités de la ressource, il est important dans un contexte de GIEBV d'opter pour une approche participative. Selon le Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network (2004), cette démarche doit répondre aux questions suivantes :

- Quels aspects climatiques sont révélateurs ou significatifs pour ces usagers?
- Comment composent-ils avec les stress ou bouleversements climatiques?
- Quelles situations préexistantes affectent leur capacité à faire face à ces stress?

Aussi, cette démarche inclut une évaluation de la capacité d'adaptation des gestionnaires ou des autres parties intéressées. Elle permet la prise en charge d'une dimension additionnelle importante à l'intérieur du processus décisionnel (Canada, 2002). Seulement après l'identification des faiblesses et des capacités d'adaptation du milieu, il est possible d'analyser l'état des infrastructures en relation avec les ressources et de faire des scénarii (CCIARN, 2004)<sup>8</sup>. En effet, ce sont les experts qui réfléchissent aux stratégies

---

<sup>8</sup> Les enjeux compris dans l'élaboration d'une stratégie d'adaptation aux changements climatiques sont : «la sensibilité de la ressource eau, les besoins des principaux usagers, l'état et la capacité des infrastructures

d'adaptation et, selon les expériences réalisées dans la vallée de l'Okanagan, les usagers de l'eau s'intéressent «aux démarches générales, tant du côté «approvisionnement» que du côté «demande», plutôt [qu'aux] stratégies localisées. Ils ont aussi mis davantage l'accent sur les structures de gestion susceptibles de mettre en oeuvre et d'orchestrer des changements [de pratiques à l'échelle du bassin versant]» (Canada et UBC, 2004). Les réponses du milieu face aux changements climatiques sont une étape en amont des préoccupations de la présente recherche.

## CHAPITRE III

### QUESTIONS DE RECHERCHE

#### 3.1 REPRÉSENTATIVITÉ ET GESTION DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT

Comme mentionné précédemment, plusieurs bassins versants ont une structure chargée de faire la médiation des usages présents sur leur territoire et protéger l'environnement. Si les OBV ont le mandat de dresser un PDE et de signer des Contrats de bassin, ils sont d'abord des lieux de concertation veillant à la juste représentation des différents secteurs d'activité. Le comité se compose de trois types d'acteurs : les élus locaux et représentants du secteur public (municipalité, MRC, gouvernement, etc.), des usagers de la ressources hydriques et des représentants de la société civile (citoyen et organisme) (ROBVQ, MENV et UMQ, 2004). La structure du comité permet l'implication de tous, mais le comité d'administration ou exécutif se compose d'un nombre limité de personnes (ROBVQ, MENV et UMQ, 2004). Il convient de rappeler que la représentativité se pose en terme d'usages de l'eau dans le cadre de la gestion intégrée (Dumoulin et Martino, 2004).

La question de la représentativité, liée à l'imputabilité des acteurs, mérite d'être posée pour ce type de comité. La question générale de recherche est la suivante : comment se caractérise la représentativité à l'intérieur du processus participatif lié à la GIEBV? Cependant, il y a de nombreuses façons de poser cette question :

- 1) Les principaux usagers, les administrations concernées et groupes intéressés sont-ils présents autour de la table?
- 2) Les acteurs autour de la table sont-ils représentatifs des usagers et de la population de l'ensemble du bassin?
- 3) Les acteurs impliqués sont-ils représentatifs des différentes composantes du territoire?



La première question est pertinente car la GIEBV instaurée par la PNE a été élaborée dans cette optique. Il n'y a pas de gestion intégrée si les principaux utilisateurs de la ressource ne sont pas présents. La deuxième question est intéressante car ce type de comité englobe une «élite participante» qui n'est pas représentative de la population du bassin versant (Van den Hove, 2001). En effet, les représentants bénévoles des groupes d'intérêt sont souvent des retraités ou des gens scolarisés qui ont plus de temps à consacrer aux activités de bénévolat. Cette dimension est abordée à des fins de discussion. La troisième question est pertinente car elle n'a pas été posée dans la littérature consultée. Elle rappelle d'une certaine façon le mode électoral représentatif en vigueur au Québec. Effectivement, elle permet de concevoir le bassin en sous-zones ayant leur logique propre selon des critères naturels et de s'assurer que chacune est représentée en fonction de critères comme son impact sur l'eau ou sa population. D'ailleurs, cette dimension englobe le degré de liberté (choix personnel) des représentants des divers usages. Il s'agit ici d'assurer la représentation de l'ensemble des réalités du bassin versant. Par exemple, une population plus pauvre ou rurale n'aura pas la même sensibilité que celle d'une population riche (Bourg et Schlegel; 2001). Les enjeux et les objectifs peuvent varier à l'intérieur d'un bassin versant.

Toutes ces questions permettent de s'interroger sur le niveau de sensibilité et les connaissances (références) des participants de la GIEBV. L'étude ou l'examen de ces questions n'a pas d'intérêt si cette représentativité n'influence pas les objectifs, ressources, stratégies des acteurs autour de la table. Il faut utiliser l'analyse stratégique pour établir si cette représentation a une influence et constitue une dimension pertinente, un enjeu. Sinon, l'intégration n'est pas affectée et le processus atteint déjà son but; il est superflu de continuer sur cette avenue.

Si l'examen montre que la représentation a un rôle réel, on verra alors dans cette étude un nouvel outil pour prédire le comportement d'un comité par rapport à certains enjeux. L'outil permettra d'améliorer la qualité du processus de concertation.

### 3.2 VERS UNE STRATÉGIE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Si la politique gouvernementale ne prévoit pas que les PDE devront inclure une stratégie d'adaptation aux changements climatiques, il est néanmoins possible que les groupes intéressés par la gestion de l'eau adoptent volontairement des orientations d'aménagement et de planification visant à répondre aux éventuelles perturbations climatiques. Conséquemment, il convient de s'interroger sur l'intérêt ou l'importance accordée à l'adaptabilité aux changements climatiques pour définir la place que cette dimension prendra dans le PDE de la SCABRIC.

Advenant l'élaboration de stratégies pour contrer les impacts négatifs des changements climatiques sur l'eau, les groupes d'intérêt actifs à l'intérieur de la SCABRIC devront identifier les composantes du climat qui sont importantes en fonction de leurs besoins et pour lesquelles le milieu présente des vulnérabilités. D'ailleurs, certains impacts peuvent être sévères mais ne pas susciter d'inquiétude dans le milieu (CCIARN, 2004). Aussi, les membres du comité devront s'interroger sur leur propre capacité d'action (Canada, 2002).

Conséquemment, la question générale de recherche se pose ainsi : comment les usagers de l'eau sont-ils affectés par les changements climatiques? Cette question devra également être partagée en deux volets pour à la fois inclure les perceptions, les besoins et les vulnérabilités des acteurs. Alors, il convient de soulever les questions suivantes :

- 1) Quelle est la perception des acteurs impliqués dans la GIEBV par rapport à l'adaptabilité aux changements climatiques?
- 2) Quels sont les besoins et les vulnérabilités des différents usagers de l'eau?

Ces questions sont pertinentes car elles cherchent à déterminer si les changements climatiques présentent un réel enjeu pour les acteurs impliqués dans la GIEBV de la Châteauguay. En effet, il se pourrait que la SCABRIC n'accorde pas d'importance à l'adaptabilité pour diverses raisons; la complexité des modèles et leurs imprécisions, les

intérêts personnels des participants ou des contraintes en ressources pourraient être invoquées.

Enfin, ces questions apporteront des connaissances utiles aux membres de la SCABRIC en les informant sur les perceptions de l'ensemble des participants, mais surtout en les sensibilisant sur les besoins et les vulnérabilités de certains usagers. Aussi, avec une meilleure connaissance du système d'actions concret présent au sein de la SCABRIC, ils pourront mieux apprécier leur propre capacité à gérer les risques associés aux changements climatiques. Bref, ces questions favorisent l'adoption rapide de stratégies d'adaptation.

### 3.3 COMPLÉMENTARITÉ DES QUESTIONS DE RECHERCHE

Si l'adaptabilité aux changements climatiques représente un enjeu pour les participants, les deux questions de recherche (voir page précédente) permettraient d'accroître la validité interne de la recherche en soumettant le système d'actions concret à une problématique réelle. Il sera alors possible de modifier ou de nuancer les observations et remarques faites sur la représentativité des acteurs.

L'adaptabilité aux changements climatiques s'avère un enjeu important qui interpelle à la fois l'ensemble des usages de l'eau et l'ensemble des composantes du territoire et qui permet d'évaluer la représentativité au sein du comité. Aussi, l'adaptabilité aux changements climatiques est un enjeu intégrateur car les effets des perturbations du climat sont pressentis et futurs et, conséquemment, sont vécus par l'ensemble des acteurs. Comme les enjeux varient entre les acteurs, il importe d'en identifier un pour critiquer le système d'actions concret au sein du comité de bassin.

Enfin, il est possible que certains acteurs affirment être préoccupés par les changements climatiques, mais qu'ils n'aient pas encore entamé de réflexion portant sur leurs besoins en eau et vulnérabilités. Il est fréquent que les personnes sondées adoptent une attitude pour plaire à leur intervieweur, un étudiant en sciences de l'environnement, ou

idéalisent leur contribution (Mayer et Ouellet, 1991). Ce faisant, il importe d'identifier à la fois les perceptions et les besoins et vulnérabilités des acteurs.

## CHAPITRE IV

### MÉTHODOLOGIE

#### 4.1 BALISAGE DE LA RECHERCHE

La première étape d'une recherche est la production d'une revue de littérature pour cerner l'ensemble des expériences similaires et pour obtenir le plus grand nombre d'indices et de pistes. Cette méthode est simple, efficace et largement répandue (Pacault, 2000). Cette recherche documentaire devra comporter des sources variées dont des périodiques scientifiques, des publications officielles, des monographies et des thèses.

Ensuite, il sera nécessaire de caractériser le bassin versant pour à la fois saisir les enjeux du milieu et diviser le territoire en fonction de composantes se distinguant selon des critères autant humains que naturels : socio-démographie, économie, milieu bâti, équipements, infrastructures, biophysique-environnement et visuel-paysager (Guay, 2001). À cette étape, un système géomatique servira à superposer les différentes observations et faire ressortir les divisions cohérentes du milieu. D'ailleurs, cette façon de faire offre une excellente représentation visuelle qui permet de bien systématiser les dimensions du milieu (Pacault, 2000). Cette approche est largement utilisée en aménagement du territoire notamment en urbanisme dans la production des SAD des MRC. Il s'agit ici de laisser aux priorités locales la possibilité de s'exprimer (Guay, 2001) et de tenir compte des frontières locales et sociales (Curtis et *al.*, 2002).

## 4.2 MÉTHODOLOGIE

### 4.2.1 Analyse stratégique

L'analyse stratégique se caractérise par une démarche exploratoire (Friedberg, 1988). Il ne s'agit pas d'une approche hypothético-déductive, mais inductive – processus circulaire de retour sur les problématiques et les questions (Milot, 2005) – et itérative (Friedberg, 1988). En d'autres mots, il ne s'agit pas d'entreprendre l'analyse suite à la formulation d'hypothèse<sup>h</sup>. «La priorité est accordée ici à la découverte du terrain et de sa structuration toujours particulière et contingente, au développement de modèles descriptifs et interprétatifs qui collent à ce terrain, à ses particularités et contingences» (Friedberg, 1994). Les hypothèses se construisent suite aux observations réalisées.

Dans cette démarche inductive, il convient d'éliminer la simple subjectivité individuelle et la pure contingence locale (Milot, 2005). Pour ce faire, l'analyse inductive à recours à la catégorisation des acteurs et à la comparaison (Johnson, 1998). Il faut également comparer ses résultats avec d'autres études pour généraliser les conclusions (Milot, 2005). La compréhension des interrelations entre acteurs autour des enjeux permet alors de créer le sociogramme de l'organisation (Simard, 2005). Ce tableau permet de visualiser les relations de pouvoir entre les acteurs et d'identifier les leaders ou acteurs prépondérants qui influencent toute l'organisation (Friedberg, 1988). Le sociogramme permet de critiquer l'organigramme ou la hiérarchie formelle de l'organisation.

L'outil principal de l'analyse stratégique est l'entretien semi-directif qui offre une grande souplesse au chercheur à faible coût (Mayer et Ouellet, 1991). Avant de réaliser des entrevues, par souci de crédibilité, le chercheur doit à la fois maîtriser le cadre formel et mener une enquête exploratoire (Milot, 2005). Cette enquête se compose de quelques entrevues comportant des questions ouvertes sur des thèmes généraux pour identifier les

---

<sup>h</sup> Cette approche n'exclut pas certaines attentes ou intuitions préalables liées à la dynamique du bassin versant et à la composition de la SCABRIC (voir chapitre V).

grandes lignes des problématiques et du système d'actions (Milot, 2005; Mayer et Ouellet, 1991; Johnson, 1998).

Il faut aussi préciser qu'il existe des guides méthodologiques qui permettent de pallier aux questions de validité et d'objectivité. Notamment, ces ouvrages insistent sur l'ordre et la nature des questions, la longueur des entretiens, la prise de notes ou la présentation du chercheur (Mayer et Ouellet, 1991). Le but visé, lors des entrevues, est de ne pas influencer l'acteur et ses réponses. Suite aux entretiens, les réponses sont retranscrites dans une grille d'analyse permettant d'identifier ses ressources, contraintes, stratégies et objectifs par rapport aux enjeux étudiés (Simard, 2005).

Enfin, ce type d'analyse est de nature synthétique car elle ne nécessite pas de manipulation invoquée ou provoquée et n'est pas de nature linéaire. Aussi, elle est principalement associée aux études de cas (Contandriopoulos et *al.*, 2005). La pertinence de l'analyse découle de sa dimension pragmatique. En effet, suite à la réalisation d'entrevues, d'observation ou d'analyses documentaires, les résultats sont retournés aux acteurs pour qu'ils puissent modifier leurs stratégies (Friedberg, 1988). De plus, l'échange entre les acteurs et l'analyste permet de vérifier ou de valider les observations et les hypothèses induites.

#### 4.2.2 Réalisation des entrevues

L'entrevue consiste à interpeller directement l'individu, car cette façon de faire est plus pertinente que l'observation de sa conduite (Mayer et Ouellet, 1991). C'est une relation instrumentale, non libre et asymétrique car le chercheur ignore les connaissances de l'individu et qu'il dirige le déroulement de l'entretien (Mayer et Ouellet, 1991). Il existe plusieurs types d'entrevues dont les entrevues à réponses libres centrées sur un thème. Ces dernières seront utilisées dans l'étude du bassin versant de la Châteauguay.

Ensuite, il faut préciser que les entrevues à effectuer seront semi-directives car elles touchent à des aspects qualitatifs qui sont adaptés pour étudier un groupe restreint (Mayer et Ouellet,

1991). Cette non-directivité mitigée se traduit par une entrevue où le sujet se prononce sur un thème et où le chercheur s'assure que toutes les composantes soient traitées (Mayer et Ouellet, 1991). Pour cela, une grille d'entretien servira à l'analyse (voir Appendice B). Elle comprendra différentes colonnes englobant les éléments importants (Simard, 2005) : acteur, intérêts/enjeux, ressources, contraintes, stratégies, représentativité et adaptabilité. Aussi, le guide d'entretien (voir Appendice C) comprendra des questions de base précisées par Friedberg (1988) et un certain nombre de questions fermées. Ensuite, selon M. Johnson (1998), la poursuite des entrevues devra se continuer jusqu'à la saturation théorique pour garantir la validité du processus<sup>i</sup>.

De plus, pour garantir la généralisation des observations, il existe également une façon de faire développée par Bloor. Celle-ci comprend les étapes suivantes : 1) Accéder au phénomène; 2) Définir le phénomène et expliquer ses variations par la création de catégories aux caractéristiques identifiées; 3) Lister provisoirement les cas de figure rencontrés et les répartir entre les catégories. Revoir les catégories à partir des cas déviants; 4) comparer les catégories pour faire ressortir les cas de figure présents dans plus d'une catégorie ou uniques à une seule. Il est alors possible de créer de nouvelles catégories pour les cas uniques; présenter une explication théorique des différents patrons du phénomène (Johnson, 1998).

Pour conduire une entrevue le chercheur doit : «inspirer confiance à l'informateur; susciter et maintenir son intérêt; écouter et n'intervenir qu'aux moments propices; réduire les distances que peuvent créer les différences de statut social ou de culture [...]; réduire les barrières psychologiques [...]; apprécier le champ de connaissances de l'informateur et exploiter les domaines où ce dernier possède des connaissances particulières (Mayer et Ouellet, 1991)». Pour réussir son entrevue, le chercheur doit faire preuve d'ouverture d'esprit, d'empathie, d'écoute, de rigueur et d'éthique.

Finalement, le rapport d'entrevue doit contenir un résumé de la conversation, une description du langage non verbal, de l'attitude de l'informateur, des circonstances de

---

<sup>i</sup>La saturation théorique est atteinte quand «no additional data are being found whereby the sociologist develop properties of the category» (Johnson, 1998). Concrètement, après quelques entrevues n'amenant aucun élément nouveau, il convient de cesser la poursuite des rencontres.



l'entrevue et du niveau d'intérêt du contact (Mayer et Ouellet, 1991). C'est l'ensemble des rapports qui permettront de produire l'analyse et de tirer des conclusions. Il faut mentionner que les conversations ne seront pas enregistrées.

## CHAPITRE V

### RÉSULTATS ANTICIPÉS

#### 5.1 RÉPRÉSENTATIVITÉ ET GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT

D'abord, il faut préciser que certaines éléments ou caractéristiques du bassin versant de la rivière Châteauguay engendrent des attentes ou hypothèses. En effet, le bassin peut aisément se partager entre ses secteurs amont et aval qui présentent des activités ou des utilisations du sol différentes. En effet, la partie en aval (nord) du bassin versant est principalement en territoire agricole avec des cultures et des élevages intensifs tandis que la partie amont (sud) est en terrain montagneux et forestier (Simoneau, 1996). Il apparaît probable que la dynamique du bassin versant soit dictée par les usagers agricoles amenant un déséquilibre. Par exemple, la forêt, qui contribue à la purification de l'eau et de l'air, occupe 30% de la superficie du bassin versant (MEF, 1996), mais la foresterie pourrait s'avérer un usage absent. Aussi, les municipalités contribuant de façon importante à la dégradation de la qualité de l'eau par leurs rejets d'eaux usées peuvent avoir un rapport de force désavantageux par rapport aux municipalités ayant des infrastructures de traitement. Ce rapport est d'autant plus désavantageux que les municipalités traitant leurs rejets sont généralement les plus populeuses (Simoneau, 1996). De plus, la rivière a une vocation récréative importante et a fait l'objet de plusieurs luttes contre la pollution (ex. contamination des lagunes de Mercier; prolongement de l'autoroute 30) qui font en sorte que ces volets devraient être présents. Cependant, il est possible de s'interroger sur la place faite aux riverains et aux autres usages secondaires.

De plus, la présence d'acteurs municipaux issus de régions différentes pourrait amener la création d'alliances. La question de la langue peut aussi représenter une question importante dans cette région frontalière des États-Unis. De la même façon, la question du lieu

de résidence peut affecter l'implication des participants à cause notamment des distances à parcourir et influencer leurs objectifs. Les ressources des participants pourront aussi amener des déséquilibres dans le bassin. Par exemple, les représentants gouvernementaux ont des ressources importantes qui peuvent en faire des acteurs prépondérants malgré leur statut d'observateur.

Finalement, les conclusions confirmeront que les usages du bassin versant sont bien ou mal représentés. Il sera à la fois possible grâce à la caractérisation d'affirmer que tous les usages principaux et secondaires ont été abordés par la SCABRIC et de déterminer s'il y a un secteur du bassin versant qui dicte le choix des orientations. Enfin, l'étude de cas devrait démontrer que les acteurs de la gestion intégrée ne présentent pas les mêmes caractéristiques socio-économiques que la population du bassin de la rivière.

## 5.2 ADAPTABILITÉ AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Si l'étude des acteurs de la SCABRIC reflète les préoccupations présentes dans d'autres groupes étudiés par des recherches, les changements climatiques ne devraient pas constituer une préoccupation du milieu ou un enjeu. En effet, la complexité des changements et la grande incertitude les entourant risquent de décourager les participants qui n'ont pas tous les connaissances nécessaires pour examiner cette problématique (Smith Korfmacher, 2001).

Cependant, comme la GIEBV découle du développement durable, il est probable que les participants soient sensibles ou aient un intérêt pour les questions climatiques sur une base individuelle. Par exemple, les acteurs issus de groupes environnementaux peuvent s'intéresser au réchauffement du climat, mais il n'est pas certain que leur réflexion aura porté sur les actions à entreprendre dans le cadre d'un comité de bassin. Aussi, sans s'intéresser aux changements climatiques, les membres du comité provenant des municipalités peuvent songer à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de leurs concitoyens. Pareillement, les producteurs agricoles et forestiers peuvent planter des cultivars ou des

arbres plus robustes aux insectes ou à la chaleur. Ce type de préoccupations a été observé dans une étude sur la vallée de l'Okanagan (Canada et UBC, 2004).

Conséquemment, il est possible que l'adaptation aux changements climatiques soit déjà présente involontairement dans les stratégies de planification de façon segmentée ou compartimentée autour d'autres enjeux comme l'érosion, la qualité de l'eau, etc. C'est l'intégration de ces composantes pour des stratégies globales qui devrait être accomplie. Cette réalité amènerait la conclusion qu'il importe de poursuivre la sensibilisation et que la première génération de PDE ne comprendra probablement pas d'action intégrée en ce sens. Dans un contexte d'analyse stratégique, il serait envisageable de cibler les acteurs dominants ou ayant des besoins ou des vulnérabilités pour favoriser l'intégration de cette dimension.

Enfin, la sensibilité aux changements climatiques devrait être normalement associée aux usages présents sur le territoire. Le sentiment d'appartenance à une communauté ou les composantes socioculturelles ne devraient pas influencer les stratégies des acteurs.

## CHAPITRE VI

### PORTRAIT DU TERRITOIRE

Ce chapitre vient présenter le territoire du bassin versant de la rivière Châteauguay. Il propose une analyse des différentes composantes du bassin avec, dans un premier temps, une brève description du territoire et de l'histoire de la Châteauguay. Ensuite, différents profils seront présentés pour décrire les composantes sociodémographique et économique, le milieu bâti, le contexte biophysique et environnemental, les équipements, les infrastructures et le paysage de la zone d'étude.

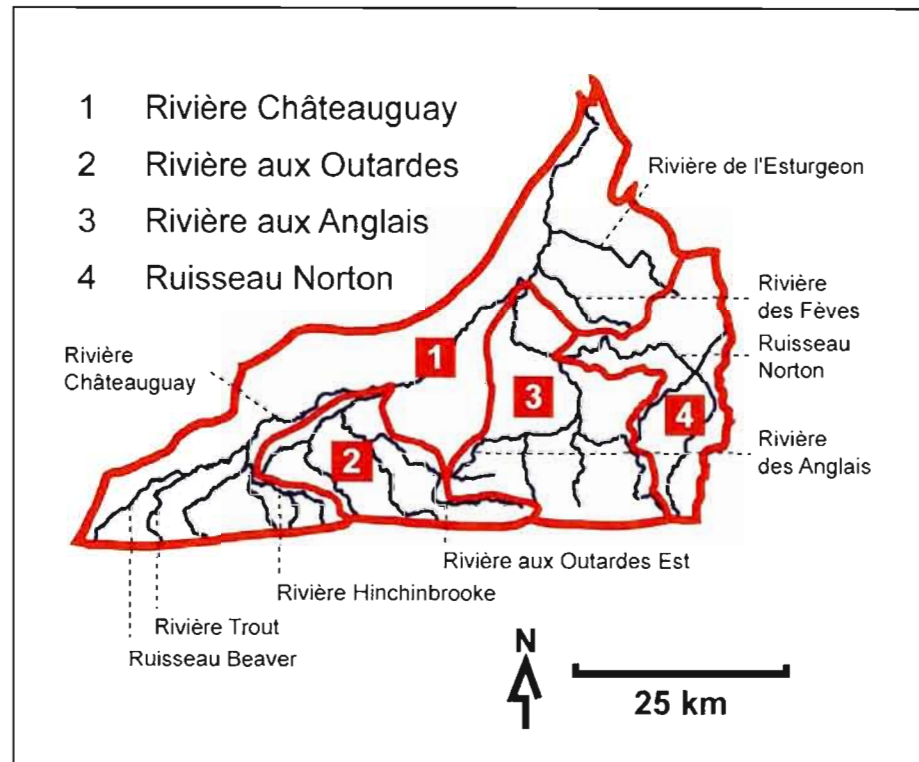
Ces profils descriptifs permettront de comprendre la dynamique territoriale du bassin. En effet, la superposition des différentes réalités, telle qu'exposée dans ce chapitre, permet le découpage du bassin en zones présentant des caractéristiques similaires, notamment en ce qui a trait aux occupations du sol et aux usages dominants. La création de zones permettra d'examiner le système d'actions au sein du comité de bassin et favorisera la compréhension de la dynamique du bassin.

#### 6.1 DESCRIPTION DU TERRITOIRE

La rivière Châteauguay est un cours d'eau transfrontalier prenant sa source dans le lac Upper Chateauguay situé dans l'État de New York et se déversant dans le lac Saint-Louis.

Les 2 543 km<sup>2</sup> du bassin versant se répartissent à 57 % en territoire québécois (MEF, 1996). Dans la partie québécoise, le bassin principal compte trois sous-bassins constitués des vallées des rivières Châteauguay (1 452 km<sup>2</sup>), aux Anglais (304 km<sup>2</sup> en excluant le sous-bassin du ruisseau Norton) et aux Outardes (179 km<sup>2</sup>). De plus, les principaux tributaires de la Châteauguay se composent des rivières Trout, de l'Esturgeon, Hinchinbrooke et des Fèves. Il faut aussi mentionner que le bassin hydrographique de la Châteauguay s'enrichit également de la rivière aux Outardes Est et des ruisseaux Beaver et Norton (219 km<sup>2</sup>) (MEF, 1996).

**Figure 6.1 :** Carte du bassin versant de la rivière Châteauguay



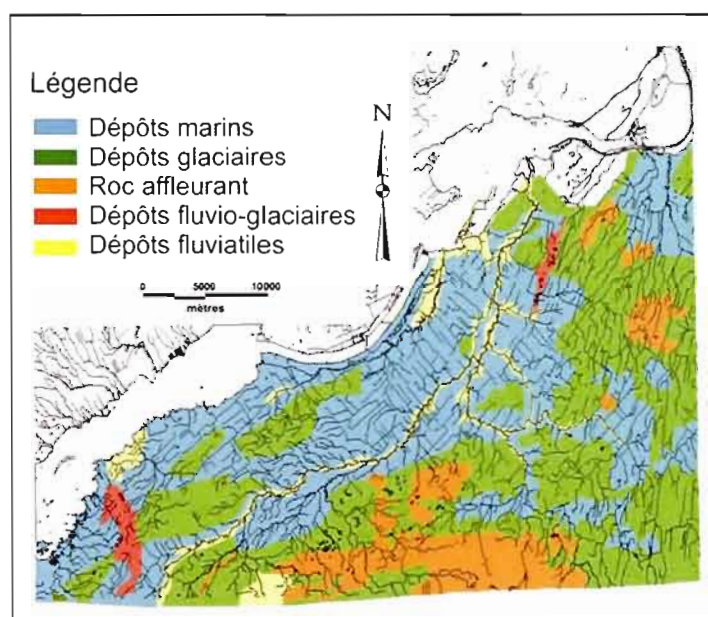
Source : MEF, 1996

Au Québec, le bassin versant de la Châteauguay se retrouve entièrement dans les Basses-Terres ou Plaine du Saint-Laurent qui se caractérise par un relief plat atteignant tout au plus 150 m avec une pente descendante vers le nord. À la frontière américaine, la pente s'accroît avec le piedmont de la chaîne de montagnes des Adirondacks pour atteindre une altitude de 335 m dans les collines de Covey Hill (MENV, 1980).

Sur le plan géologique, la couverture de dépôts meubles date à 90% du quaternaire et se compose principalement de l'argile de la mer de Champlain, de sédiments alluvionnaires, de till, de moraine et de dépôts organiques (tourbe) (HQ, 1975; MENV, 1980). D'ailleurs, la carte des dépôts de surface permet de comprendre la distribution des usages sur le territoire. En effet, les affleurements rocheux au sud du bassin limitent les activités agricoles tandis que

les sédiments marins dans la vallée de la Châteauguay favorisent cette activité (MDDEP). Pour la roche de fond, qui est essentiellement perméable et sédimentaire datant du paléozoïque (grès, calcaires, dolomies), elle favorise la création d'aquifères qui servent à l'alimentation en eau potable de la population (HQ, 1975; RNC, 2005). Enfin, il existe de nombreux affleurements rocheux dans la partie sud du bassin qui ont un pendage très faible (MENV, 1980).

**Figure 6.2 :** Carte des dépôts de surface

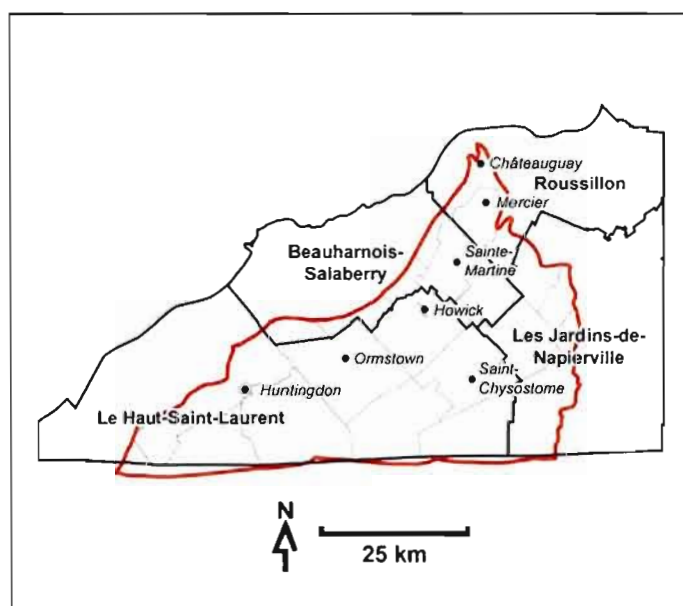


Source : Ressources naturelles du Canada dans Croteau et Nastev (2006)

Sur le plan climatique, le bassin est représentatif de la Plaine du Saint-Laurent avec un climat relativement doux. En effet, la MRC du Haut-Saint-Laurent, en partie dans le bassin, compte le plus grand nombre de journées sans gel de tout le Québec et seulement 86 jours avec couverture de neige. À la station météorologique de la ville de Huntingdon, les moyennes quotidiennes de température varient de -9,1 °C en janvier à 21,3 °C en juillet avec des valeurs extrêmes enregistrées -43,3 °C et de 37,2 °C pour les mois de janvier et d'août. Pour les précipitations annuelles, elles se composent de 877 mm de pluie et 225 cm de neige (Environnement Canada, 2004).

La combinaison de sols fertiles et d'un climat tempéré a permis l'apparition d'une forêt mixte de transition entre la forêt boréale et la forêt feuillue (FAPAQ, 2002). La forêt du bassin versant appartient au domaine bioclimatique de l'érablière à caryer et les principales espèces d'arbres qui s'y retrouvent sont l'érable à sucre, l'hêtre à grandes feuilles, le tilleul, l'ostryer, le frêne, le noyer et surtout le caryer (HQ, 1975). Cependant, la nature du sol va influencer localement la composition des peuplements d'arbres. Il faut mentionner que le développement agricole a décimé la forêt précoloniale de la vallée du Saint-Laurent, à l'exception du boisé des Muir situé à Hinchinbrooke, et que la forêt n'occupe désormais que le cinquième de la superficie du bassin versant (SCABRIC, 2005b).

**Figure 6.3 :** Carte des limites administratives du bassin versant



Source : Ind.

Au niveau administratif, le secteur québécois du bassin versant de la rivière Châteauguay est entièrement inclus dans la région administrative de la Montérégie. Plus précisément, il est partagé entre quatre MRC : Les Jardins-de-Napierville, Le Haut-Saint-Laurent, Roussillon et Beauharnois-Salaberry. De plus, il englobe le territoire de vingt-huit



municipalités, d'un territoire non organisé (TNO) et de la réserve autochtone de Kahnawake. Également, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) englobe les secteurs en aval du bassin. Aux États-Unis, le territoire se partage entre les comtés de Franklin et de Clinton et est peuplé de 30 000 habitants durant la période estivale (MEF, 1996).

## 6.2 HISTORIQUE

L'occupation humaine du bassin de la Châteauguay est très ancienne datant de la période amérindienne préhistorique archaïque (8 500 à 3 500 ans). Cependant, la présence amérindienne dans le bassin est aujourd'hui limitée à une petite portion de la réserve de Kahnawake de la nation Mohawk. La colonisation du territoire s'est amorcée sous le régime seigneurial en vigueur en Nouvelle-France. En effet, plusieurs seigneuries furent concédées en bordure du Saint-Laurent, dont celle de Beauharnois (1729) et de Châteauguay (1673)<sup>j</sup>. Si le peuplement de la colonie de Châteauguay débuta rapidement, dès sa concession à Charles Le Moyne de Longueuil, qui «aurait bâti à l'embouchure de la rivière un magasin fortifié dénommé Chasteau de Gay» (CTQ, 2005), le peuplement de la seigneurie de Beauharnois commença tardivement en 1789, sous l'Acte de Québec. «C'est sous la gouverne du Seigneur Ellice (1795) qu'on voit apparaître les premières occupations du territoire» en bordure du fleuve et de la rivière (SCABRIC, 2005a).

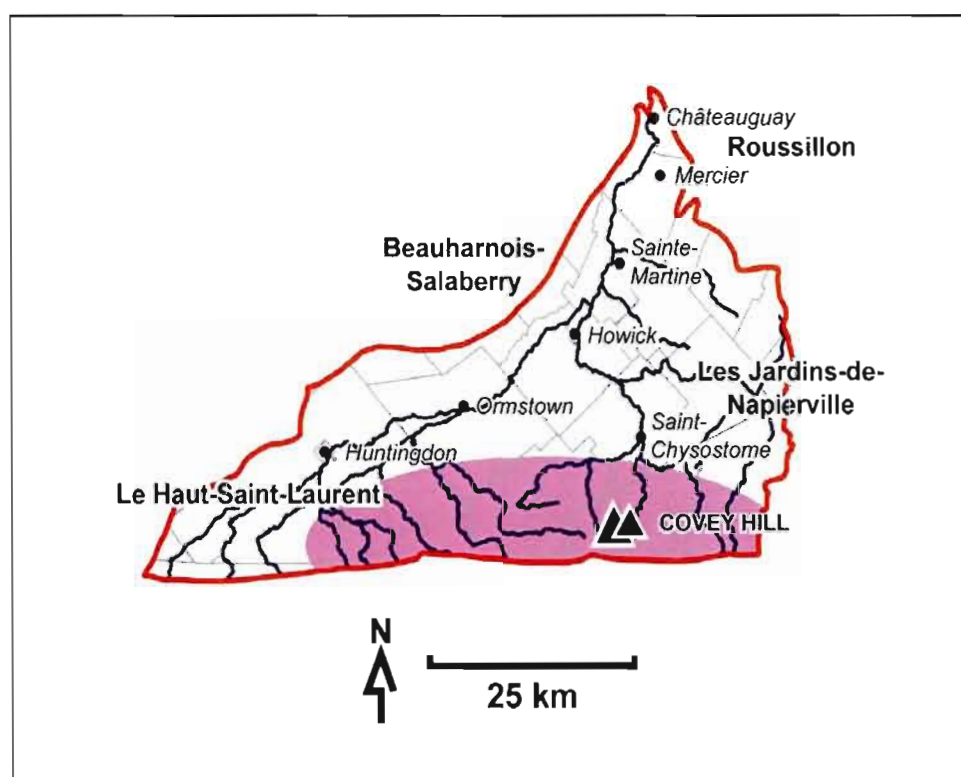
Avec le régime britannique, les territoires qui n'ont pas déjà été défrichés et cultivés par les Canadiens-français furent répartis en cantons pour permettre l'établissement de nouveaux colons. Ce partage qui se produisit en 1791 attira quelques squatters américains suivis par la vague de colons écossais et irlandais entre 1820 et 1830 (Réseau du patrimoine anglophone du Québec). Les Américains s'établirent principalement au pied de la Covey Hill<sup>k</sup>, située dans la municipalité d'Havelock, qui est toujours une frontière culturelle du

<sup>j</sup> «L'acte de concession de la seigneurie de Châteauguay, en 1673, parle de la Rivière du Loup, nom que l'on retrouve dans l'aveu et dénombrement de 1724 ainsi que sur une carte de Franquet, en 1752. Sur la carte de Gale et Duberger (1795), on trouve Chateaugay River, que Bouchette reprendra en 1815 sous la forme Chateauguay. Tout indique que l'usage du toponyme actuel s'est imposé depuis la fin du 18<sup>e</sup> siècle» (CTQ, 2005).

<sup>k</sup> «La Covey Hill constitue le piedmont des Adirondacks; elle surplombe la vallée de la Châteauguay à une altitude de 342 mètres. Son nom fait référence à l'américain Samuel Covey, l'un des premiers à s'y établir. Implanté le long du tracé de la 1<sup>re</sup> concession, de la route 202 et du chemin Covey Hill, des hameaux se dispersent régulièrement» (ex. Herdman, Rockburn, Bridgetown et Franklin) (SCABRIC, 2005a).

bassin (SCABRIC, 2005a). Il faut souligner que la colonisation fut facilitée par le climat de paix qui s'installa suite à la guerre de 1812, dont l'un des principaux engagements opposa une force d'invasion américaine et une petite force canadienne en 1813. À Allans Corners, les Canadiens prirent des positions défensives et repoussèrent l'assaut des Américains, empêchant la capture de Montréal (Suthren, 1986).

**Figure 6.4:** Carte de la frontière culturelle (Covey Hill)



Dès la fin de la Nouvelle-France, entre 1760 et 1830, c'est l'exploitation forestière qui devient la principale activité économique pour alimenter les chantiers navals. Cette activité a notamment profondément transformé le paysage du bassin versant (SCABRIC, 2005a). À la même époque, la force hydraulique de la Châteauguay est mise à profit et des moulins sont érigés. Ceux-ci ont donné naissance aux principales agglomérations rurales du bassin : Athelstan, Kensington, Huntingdon, Dewittville, Ormstown, Howick et Saint-

Chrysostome (SCABRIC, 2005a). Le vingtième siècle permet le développement de l'industrie dans les villages de l'arrière-pays (Huntingdon et Ormstown). La ville de Châteauguay s'incorpore en 1854 et se développe grâce au chemin de fer et à sa proximité de Montréal qui lui permettra un accès rapide aux nouvelles technologies (ex. télégraphe, électricité et automobile) (Ville de Châteauguay, 2005). Cependant, son développement récent est principalement dû à la construction du réseau autoroutier (Pont Honoré-Mercier) et à la création des banlieues (MRC du Roussillon, 2005).

### 6.3 PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

Le bassin versant de la rivière Châteauguay a une population supérieure à 80 000 habitants qui, pour 70 %, se regroupe dans l'agglomération formée des municipalités de Châteauguay, de Mercier et de Saint-Rémi (MEF, 1996). En effet, selon le recensement de 2001 de Statistique Canada, il existe trois réalités distinctes dans ce bassin en ce qui a trait à la répartition de la population entre les MRC du territoire. Premièrement, les MRC des Jardins-de-Napierville et du Haut-Saint-Laurent, qui font partie de l'arrière-pays de la Montérégie, ont respectivement 22 825 et 21 855 habitants. Dans ces MRC rurales, seule la municipalité de Saint-Rémi, qui est localisée immédiatement en périphérie de Châteauguay, a plus de 6 000 résidents. Ensuite, la MRC du Roussillon, qui englobe Châteauguay (42 097 habitants), a une population qui s'établit à 138 175 habitants grâce au développement autoroutier et l'étalement urbain. Finalement, la MRC de Beauharnois-Salaberry compte l'une des sept villes satellites de Montréal, Salaberry-de-Valleyfield, et compte une population de 59 135 habitants (Statcan, 2003-04). C'est la présence de l'industrie qui a permis l'urbanisation de cette MRC qui bénéficie également de la voie maritime du Saint-Laurent (MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000). Cependant, les zones urbaines de la MRC de Beauharnois-Salaberry sont toutes situées à l'extérieur du bassin versant.

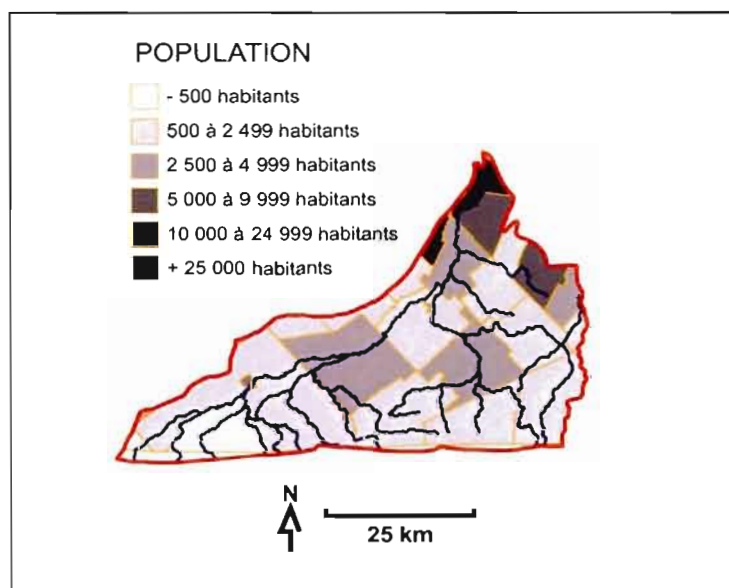
**Tableau 6.1** : Population des municipalités du bassin

Municipalité	MRC	Pop.	Superficie (km <sup>2</sup> )	Densité (hab/km <sup>2</sup> )
Saint-Stanislas-de-Kostka, P	Beauharnois-Salaberry	1607	62	25,9
Beauharnois, V	Beauharnois-Salaberry	11686	73	160
Saint-Étienne-de-Beauharnois, M	Beauharnois-Salaberry	799	42	19,2
Saint-Louis-de-Gonzague, P	Beauharnois-Salaberry	1390	79	17,7
Saint-Urbain-Premier, M	Beauharnois-Salaberry	1164	52	22,3
Sainte-Martine, M	Beauharnois-Salaberry	3786	60	63,3
<b>Sous-totaux (MRC de Beauharnois-Salaberry)</b>		<b>20432</b>	<b>367</b>	<b>55,7</b>
Dundee, CT	Le Haut-Saint-Laurent	382	94	4,1
Elgin, CT	Le Haut-Saint-Laurent	449	69	6,5
Godmanchester, CT	Le Haut-Saint-Laurent	1518	139	10,9
Hinchinbrooke, CT	Le Haut-Saint-Laurent	2462	149	16,5
Huntingdon, V	Le Haut-Saint-Laurent	2605	3	1010
Saint-Anicet, P	Le Haut-Saint-Laurent	2607	136	19,1
Sainte-Barbe, P	Le Haut-Saint-Laurent	1310	40	32,9
Franklin, M	Le Haut-Saint-Laurent	1642	112	14,6
Ormstown, M	Le Haut-Saint-Laurent	3754	142	26,4
Très-Saint-Sacrement, P	Le Haut-Saint-Laurent	1305	97	13,4
Havelock, CT	Le Haut-Saint-Laurent	853	88	9,7
Howick, VL	Le Haut-Saint-Laurent	624	1	701
Saint-Chrysostome, M	Le Haut-Saint-Laurent	2593	100	26,0
<b>Sous-totaux (MRC du Haut-Saint-Laurent)</b>		<b>22104</b>	<b>1170</b>	<b>18,9</b>
Saint-Patrice-de-Sherrington, P	Les Jardins-de-Napierville	2009	91	22,0
Saint-Rémi, V	Les Jardins-de-Napierville	5833	80	73,2
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay, P	Les Jardins-de-Napierville	1539	79	19,5
Saint-Michel, P	Les Jardins-de-Napierville	2645	57	46,1
Hemmingford, CT	Les Jardins-de-Napierville	1697	156	10,9
<b>Sous-totaux (MRC des Jardins-de-Napierville)</b>		<b>13723</b>	<b>463</b>	<b>29,6</b>
Léry, V	Roussillon	2370	11	216
Châteauguay, V	Roussillon	42097	35	1190
Kahnawake, R	Roussillon	0	0	
TNO aquatique, NO	Roussillon	0	0	
Mercier, V	Roussillon	9883	46	215
Saint-Isidore, P	Roussillon	2420	52	46,5
<b>Sous-totaux (MRC du Roussillon)</b>		<b>56770</b>	<b>144</b>	<b>394</b>
<b>TOTAUX</b>		<b>113029</b>	<b>2145</b>	<b>52,7</b>

Source : MAMR, 2005

Conséquemment, la majeure partie du territoire présente une faible densité de population et seuls les secteurs urbanisés à l'embouchure de la rivière Châteauguay sont densément peuplés comme en témoigne la carte ci-dessous. De plus, si l'on examine les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le poids démographique de la MRC du Roussillon va continuer à s'accroître avec une hausse de 16 % de sa population pour la période 2001-2026 comparativement à des hausses de 2,2 à 4,3 % pour les autres MRC (ISQ, 2005). L'étalement urbain restera le principal moteur de croissance démographique dans les prochaines années comme en témoigne la croissance des zones périphériques de la métropole.

**Figure 6.5 :** Carte de la population par municipalité

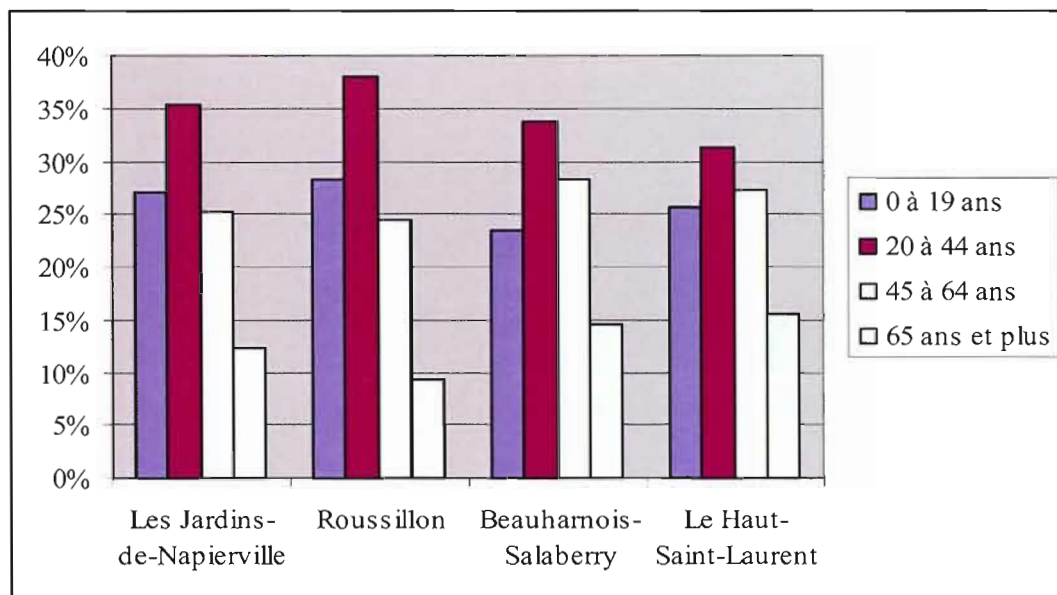


Source : MAMR, 2005

Une dynamique légèrement différente peut être observée dans la distribution des groupes d'âge dans les différentes MRC du bassin versant (voir figure 6.6). En effet, la MRC de Roussillon a une population moins âgée en raison de l'établissement de jeunes familles sur son territoire. Les MRC de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent ont des populations plus âgées en raison de leur développement industriel ancien et d'une certaine

stagnation de l'emploi (ISQ, 2005). Pour l'âge moyen de la population, il s'établit à 37 ans dans le Roussillon contre 41 ans dans la MRC de Beauharnois-Salaberry (Statcan, 2003-04).

**Figure 6.6 :** Répartition des groupes d'âge par MRC (2001)



Source : Statcan, 2003-04

Sur le plan linguistique, la MRC de Beauharnois-Salaberry se distingue par son homogénéité avec une proportion de 95 % de gens ayant le français comme langue maternelle. Pour les MRC du Roussillon et des Jardins-de-Napierville, la population est très majoritairement francophone dans des proportions respectivement de 83 % et de 90 %. Seule la MRC du Haut-Saint-Laurent se distingue avec une très forte minorité anglophone qui se retrouve en bordure des zones frontalières. Les personnes ayant pour langue maternelle l'anglais y représentent 29 % de la population (Statcan, 2003-04). Cette réalité linguistique, se vérifie également au travers de l'appartenance religieuse de la population du bassin versant. En effet, il y a près de 17 % de protestants dans la MRC du Haut-Saint-Laurent contre 6 % dans la MRC du Roussillon qui a la deuxième proportion la plus élevée (Statcan, 2003-04).

## 6.4 PROFIL ÉCONOMIQUE

### 6.4.1 Données de recensement

Dans le bassin versant, la majeure partie du territoire est associée à des activités agroforestières. En effet, selon les schémas d'aménagement et de développement (SAD) des MRC<sup>1</sup>, les activités industrielles se répartissent principalement entre la municipalité de Châteauguay et de petites agglomérations rurales comme Huntingdon ou Ormstown. Conséquemment, la distribution des emplois entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire varie énormément entre les MRC du bassin versant. En effet, le Haut-Saint-Laurent et les Jardins-de-Napierville ont respectivement 26 % et 17 % de leurs emplois associés au secteur primaire contre 4,9 % et 1,1 % dans les MRC de Beauharnois-Salaberry et du Roussillon. De la même manière, la présence de la grande industrie dans les villes de Salaberry-de-Valleyfield et de Beauharnois fait en sorte que le tiers des emplois soient reliés aux activités manufacturières dans la MRC de Beauharnois-Salaberry. Enfin, la MRC du Roussillon avec sa population, qui est dépendante des agglomérations de Longueuil et de Montréal pour l'emploi (71% à l'extérieur de la MRC) est centrée sur le secteur tertiaire qui accapare 91% de sa main-d'œuvre (MRC du Roussillon, 2005).

Cette répartition de l'emploi est également visible au travers des données sur la scolarité (voir figure 6.8). En effet, si l'on examine les 20 ans à 34 ans, les MRC rurales (MRC des Jardins-de-Napierville et du Haut-Saint-Laurent) ont la plus faible proportion d'universitaires et la plus forte proportion de personnes n'ayant pas complété leur scolarité secondaire. La MRC du Roussillon a la plus forte concentration de diplômés collégiaux et universitaires. La MRC de Beauharnois-Salaberry jouit d'une situation intermédiaire. D'ailleurs, la relation entre la scolarité et l'emploi se vérifie pour la MRC du Roussillon qui présentait le taux de chômage le plus bas en 2001 avec un peu plus de 5 % de chômeurs. Les MRC rurales avaient des taux intermédiaires tandis que la MRC de Beauharnois-Salaberry

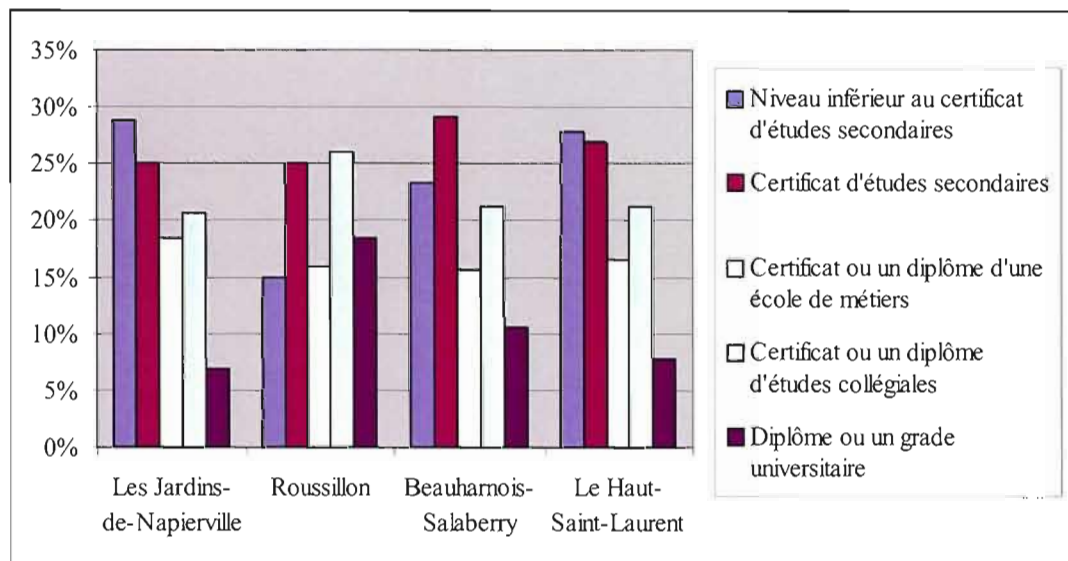
---

<sup>1</sup> Les SAD produit par les MRC du Roussillon (2005), de Beauharnois-Salaberry (2000), des Jardins-de-Napierville (2005) et du Haut-Saint-Laurent (2000) ont été consultés à partir de la banque de données du Système d'information et de gestion en aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales et des régions (SIGAT, 2005).



était affectée par une conjoncture industrielle défavorable avec près de 7 % de chômeurs. Cependant la situation de l'emploi était meilleure dans le bassin versant que celle de l'ensemble du Québec (Statcan, 2003-04).

**Figure 6.7 :** Scolarité des 20 à 34 ans par MRC (2001)



Source : Statcan, 2003-04

Pour le revenu (voir tableau 6.2), les différentes valeurs disponibles (revenus médians, gains moyens) permettent de distinguer la MRC de Roussillon, qui présente les gains et revenus les plus élevés, et la MRC du Haut-Saint-Laurent, qui doit composer avec la situation opposée. Pour les deux autres MRC, elles ont des situations moyennes et similaires. Si la scolarité des résidents du Roussillon et la prépondérance du secteur tertiaire expliquent les revenus observés dans cette MRC, il semble que la MRC du Haut-Saint-Laurent souffre de son cloisonnement entre le Saint-Laurent et la frontière américaine, situation aggravée par l'absence d'infrastructures de transport de niveau national (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). Il faut également mentionner qu'on observe les mêmes écarts entre les MRC avec le revenu moyen des familles et des ménages (Statcan, 2003-04).



Tableau 6.2 : Revenus des personnes par MRC

Caractéristiques	Les Jardins-de-Napierville	Roussillon	Beauharnois-Salaberry	Le Haut-Saint-Laurent
<b>Revenu personnel (2003)</b>	25 976\$	28 343 \$	25 694 \$	20 479 \$
<b>Gains moyens (2001)</b>	26 173 \$	32 508 \$	27 687 \$	24 724 \$
<b>Revenu médian des familles (2001)</b>	50 374 \$	60 315 \$	49 984 \$	43 286 \$
<b>Revenu médian des ménages (2001)</b>	43 033 \$	54 981 \$	38 771 \$	36 125 \$
<b>Taux de familles à faible revenu (2003)</b>	8%	7%	9%	19%

Source : ISQ, 2005 et Statcan 2003-04

#### 6.4.2 Structures économiques

Dans la portion québécoise du bassin, le climat et les sols fertiles ont permis le développement de l'agriculture sur plus de 70 000 ha (maïs, légumes, plantes fourragères) et de l'élevage sur 40 000 ha (bovins) (MEF, 1996). Concrètement, il y avait 1 300 exploitations agricoles dans le bassin en 1991 quoique ce nombre doit avoir légèrement baissé depuis. Les activités agricoles génèrent 666 emplois dans la MRC de Beauharnois-Salaberry et 1 945 emplois dans la MRC des Jardins-de-Napierville (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). D'ailleurs, l'agriculture est étroitement associée au développement du secteur agroalimentaire. Pour les autres industries structurantes, elles se concentrent dans la métallurgie, la foresterie et la chimie. Il y a au total 134 entreprises dans le bassin dont plus de la moitié sont réparties entre les municipalités de Châteauguay (dont le parc industriel génère 3 000 emplois), de Saint-Rémi, de Mercier et d'Huntingdon (MEF, 1996; MRC du Roussillon, 2005). Il faut noter que c'est une valeur très faible soit approximativement le vingtième des entreprises montréalaises (FAPAQ, 2002).

Pour le secteur forestier, dans la MRC du Haut-Saint-Laurent, les coupes de bois se distribuent entre les feuillus (76 %), les essences mélangées (20 %) et les résineux (4 %) sur une superficie de 9 200 ha (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000).

Enfin, les problèmes qui caractérisent l'économie de la MRC du Haut-Saint-Laurent sont dus à la concurrence internationale des pays asiatiques. Des 84 entreprises (1 688 emplois) de la MRC, près de 60% oeuvrent dans les textiles contre seulement 13,5 % dans le secteur agroalimentaire, le deuxième principal secteur d'emploi (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000).

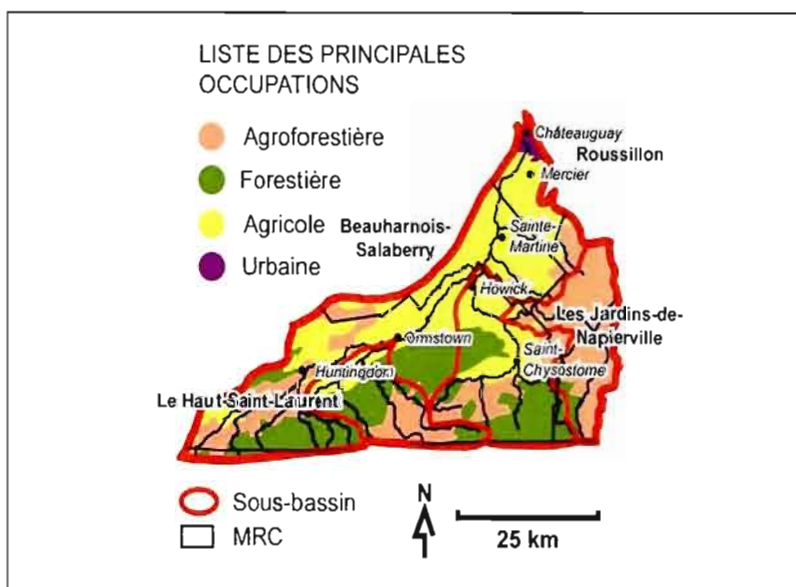
## 6.5 MILIEU BÂTI

Le bassin versant de la rivière Châteauguay se caractérise par une occupation du sol principalement distribuée entre les activités agricoles (70 % du territoire) et la forêt sur les espaces résiduels avec une très faible portion du bassin urbanisée où les activités résidentielles, commerciales et industrielles se regroupent. Aussi, la tenure des terres est privée dans une proportion de 98 % en Montérégie. D'ailleurs, dans les MRC du Haut-Saint-Laurent et des Jardins-de-Napierville, les affectations agricole et agroforestière englobent 97 % du bassin versant (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000; MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). Dans la MRC du Roussillon, l'agriculture occupe 78 % du territoire mais le nombre de fermes est limité avec 270 exploitations (MRC du Roussillon, 2005). Pour la partie américaine, la forêt couvre 88 % de sa superficie contre 12 % pour l'agriculture (production laitière) (MEF, 1996). Plus précisément, dans la MRC de Beauharnois-Salaberry, 80 % des berges sont occupées par l'agriculture (MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000).

Aussi, pour l'occupation du territoire, l'analyse d'une image satellite du bassin versant, interprétée ci-dessus, permet de mieux comprendre sa dynamique. En effet, les zones urbanisées (activités commerciales, industrielles et résidentielles) sont localisées à la tête du bassin à proximité de la ville de Châteauguay. La partie de la vallée entre Huntingdon et Châteauguay se caractérise par l'agriculture intensive et l'absence de couvert forestier. Le bassin du ruisseau Norton, principalement localisé dans la MRC des Jardins-de-Napierville,

présente des zones agricoles entremêlées de forêt. Enfin, le bassin de la rivière aux Outardes et les secteurs méridionaux des bassins des rivières aux Anglais et Châteauguay sont principalement en milieu boisé.

**Figure 6.8** : Carte des occupations dominantes du sol



Source : Brissette et Lecomte

L'organisation territoriale du bassin versant s'articule autour de trois pôles urbains. Premièrement, l'agglomération montréalaise et sa banlieue comprennent la tête du bassin avec la ville de Châteauguay qui est parfaitement intégrée à l'économie métropolitaine. Elle a un parc industriel de 260 ha et elle regroupe le tiers des commerces de la MRC du Roussillon (MRC du Roussillon, 2005). Ensuite, les villes de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Salaberry-de-Valleyfield, à l'extérieur du bassin, sont des agglomérations satellites de Montréal qui desservent respectivement les zones rurales des MRC des Jardins-de-Napierville et du Haut-Saint-Laurent (FAPAQ, 2002). Le pôle de Valleyfield regroupe les principales activités économiques de la MRC de Beauharnois-Salaberry. Cependant, le centre-ville de Salaberry-de-Valleyfield périclité à cause du développement des centres commerciaux et du déplacement des activités commerciales vers Montréal et la MRC de Vaudreuil-Soulanges

(MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000). La ville de Beauharnois est un pôle industriel. Dans la MRC du Haut-Saint-Laurent, les commerces et les services se regroupent dans les centres urbains des municipalités d'Huntingdon, d'Ormstown, de Saint-Jean-Chrysostome et d'Howick (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). Le territoire de la MRC des Jardins-de-Napierville s'articule autour des centres urbains de Saint-Rémi, qui compte 25 % de la population régionale, de Napierville/Saint-Cyprien-de-Napierville et d'Hemmingford qui regroupe les secteurs résidentiel, commercial et industriel (industrie légère). Aussi, la proximité des Etats-Unis et des postes frontaliers favorisent l'économie régionale (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005).

**Tableau 6.3 :** Situation du logement par MRC

<b>MRC / Caractéristiques</b>	<b>Les Jardins-de- Napierville</b>	<b>Roussillon</b>	<b>Beauharnois- Salaberry</b>	<b>Le Haut-Saint- Laurent</b>
<b>Prix des résidences en 2001</b>	100 985 \$	106 344 \$	89 004 \$	94 149 \$
<b>Prix des résidences en 2005</b>	109 532 \$	137 812 \$	98 373 \$	86 156 \$
<b>Variation de prix (2001-2005) en %</b>	8%	30%	11%	-8%
<b>Paielements mensuels des propriétaires (2001)</b>	569 \$	790 \$	639 \$	515 \$
<b>Paielements mensuels des locataires (2001)</b>	488 \$	555 \$	477 \$	442 \$
<b>Résidences de moins de 10 ans en % (2001)</b>	11%	20%	8%	7%

Source : Statcan, 2003-04 et ISQ, 2005

La situation du logement permet également de retrouver les mêmes distinctions entre les MRC du bassin versant que celles liées aux revenus, à la scolarité et l'emploi.

Premièrement, autant les paiements mensuels bruts des propriétaires que le loyer moyen des locataires sont nettement plus élevés dans la MRC du Roussillon tandis qu'ils sont inférieurs dans le Haut-Saint-Laurent. Le prix des résidences illustre clairement la dynamique économique favorable des dernières années avec une forte hausse des prix dans la MRC du Roussillon tandis que les MRC des Jardins-de-Napierville et du Haut-Saint-Laurent présentent des hausses plus modestes et des prix semblables. Seul le Haut-Saint-Laurent, qui connaît une conjoncture économique défavorable, montre une baisse de la valeur des logements. Cette situation se vérifiait également dans la proportion de bâtiments récents dans les MRC quoique les valeurs doivent avoir légèrement évolué depuis 2001.

Enfin, la MRC de Beauharnois-Salaberry présente un potentiel d'espace constructible abondant. De plus, il y a 22 % d'espaces vacants dans les périmètres de la MRC du Haut-Saint-Laurent (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). Pour la MRC des Jardins-de-Napierville, le développement résidentiel devra amener l'agrandissement de certains périmètres d'urbanisation ou leur consolidation. Il y aura également un déficit de terrains commerciaux (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). Pour la MRC du Roussillon, depuis 1961, la taille de la ville de Châteauguay a doublé avec plus de 1 400 mises en chantier résidentielles en 2002 et la croissance devrait se traduire par plus de 3 000 nouvelles résidences d'ici 2016. Cependant, le développement s'est déplacé à l'est de la MRC vers la ville de Longueuil. Pour l'industrie, il y a encore suffisamment de terrains industriels vacants (100 ha) à Châteauguay (MRC du Roussillon, 2005).

## 6.6 PROFIL BIOPHYSIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

### 6.6.1 Potentiels biophysiques

Les inventaires de 1968, 1975 et 1976 réalisés dans le bassin de la Châteauguay révèlent que le territoire compte 90 espèces de poissons. Celles-ci présentent notamment un intérêt pour les pêcheurs sportifs qui recherchent l'omble de fontaine, la truite brune, la truite arc-en-ciel et l'achigan à petite bouche dans la partie amont du bassin et la perchaude, la

barbotte brune, le grand brochet, le doré jaune et l'achigan à petite bouche dans la Plaine du Saint-Laurent.

Le bassin versant de la Châteauguay compte plusieurs sites d'intérêt écologique reconnus. La MRC de Beauharnois-Salaberry en abrite un seul, le Bois de Saint-Urbain-Premier (MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000). De son côté, la MRC du Haut-Saint-Laurent compte deux réserves écologiques, une à Franklin (Pin-Rigide) et une seconde à Hinchinbrooke (Boisé-des-Muir), ainsi que les sites suivants : rivière Trout, boisés d'Elgin, de Hinchinbrooke, de Franklin, de Havelock et de Saint-Jean-Chrysostome, gouffre de Havelock (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). La MRC du Roussillon possède également des sites d'intérêt écologique : Centre écologique Fernand-Séguin, rivières Suzanne et Châteauguay et ruisseau Saint-Jean (MRC du Roussillon, 2005).

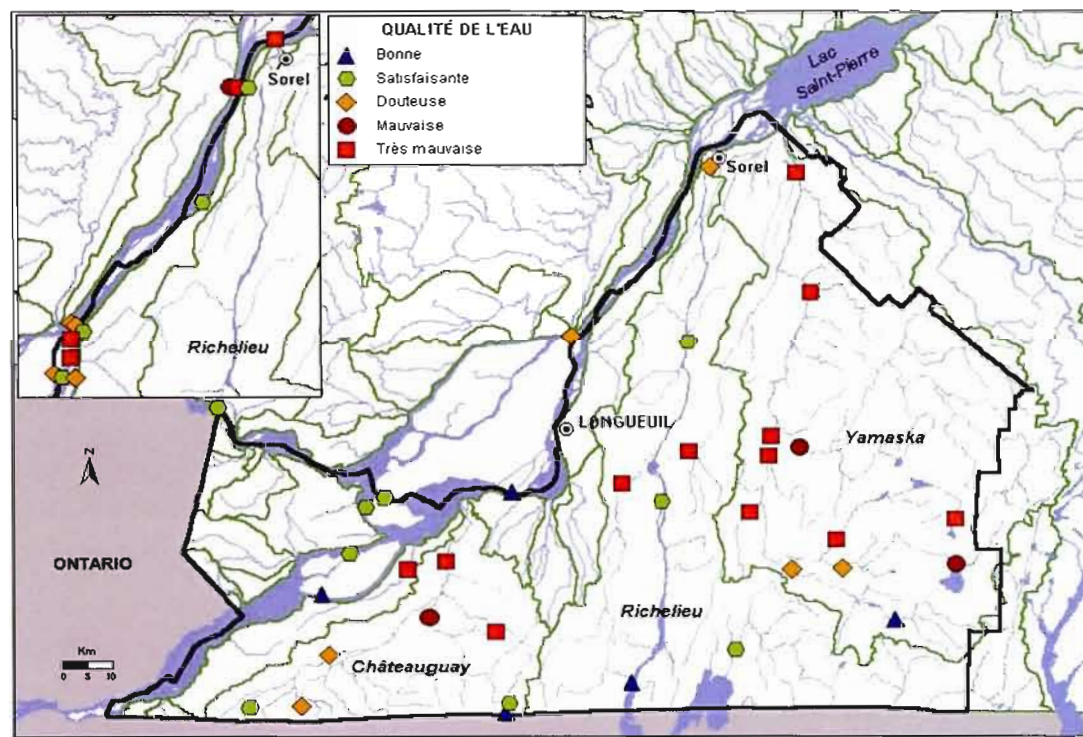
Sur le plan spatial, il faut noter que l'arrière-pays (zone frontalière) détient un meilleur potentiel que les régions urbaines pour les activités récréatives, touristiques et de villégiature. D'ailleurs, la bonne qualité des eaux de surface, le relief légèrement accidenté et les superficies forestières orientent les activités du bassin versant. Par exemple, la Châteauguay présente un intérêt pour le canotage entre la frontière américaine et Huntingdon avec ses rapides près du village de Athelstan (Fontaine, 2003).

#### 6.6.2 Contraintes naturelles et anthropiques

La qualité de l'eau est relativement bonne dans le secteur américain pour se dégrader rapidement en territoire québécois, sauf pour les rivières Trout et aux Outardes. Pour la Châteauguay, la qualité de l'eau est jugée douteuse entre la frontière et Huntingdon pour devenir très mauvaise en aval de cette ville. Dans le cas de la rivière aux Anglais et du ruisseau Norton, l'eau est de mauvaise qualité se dégradant de l'amont vers l'aval.



Figure 6.9 : Carte de la qualité de l'eau en Montérégie



Source : MDDEP

L'utilisation agricole du territoire et les rejets municipaux sont responsables de l'appauvrissement de la biodiversité aquatique, de la détérioration physico-chimique et bactériologique de l'eau (MDDEP; MENV, 1996). Pour l'agriculture, «le relief aplani et le drainage naturel imparfait des sols ont nécessité la mise en place d'importants réseaux de drainage souterrain. Ces aménagements combinés aux superficies importantes de cultures à grande interligne qui supposent l'application de grandes quantités d'engrais et de pesticides par hectare favorisent [...] l'enrichissement presque généralisé des eaux en phosphore à l'échelle du bassin» (MENV, 1996). Pour l'élevage, le bassin compte 0,5 unité animale par hectare ce qui est une valeur relativement élevée (FAPAQ, 2002).

Les pollutions municipale et industrielle amènent des baisses locales de la qualité de l'eau. D'ailleurs, il faut souligner que le bassin dénombrait une vingtaine d'entreprises polluantes en 1996 (MEF, 1996). Les activités humaines ont également engendré une

contamination aux composés organiques volatils des eaux souterraines des municipalités de Léry et de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay. De leur côté, les eaux souterraines de Mercier ont été contaminées par des liquides denses en phases non aqueuses qui ont migré dans la partie inférieure des aquifères. Devant cette situation, les villes de Sainte-Martine et de Mercier ont dû abandonner l'exploitation des puits alimentant leurs réseaux respectifs et se raccorder au réseau de Châteauguay (MDDEP).

Le secteur municipal est aussi responsable de la dégradation de la qualité de l'eau. La moitié de la population du bassin versant ne traite pas ses eaux usées et la desserte des réseaux d'égout municipaux est limitée à 30 % de la population (FAPAQ, 2002). Les zones rurales sont évidemment moins bien desservies.

La problématique des inondations dans les plaines inondables des cours d'eau du bassin est récurrente et affecte particulièrement les secteurs densément urbanisés de Châteauguay. Des opérations de déglacage printanier sont nécessaires dans le bassin (MPO, 2004). Les MRC ont cartographié des zones inondables en bordure des rivières des Anglais, des Outardes, Noire, Hinchinbrooke, des Fèves, à l'Esturgeon, Suzanne et surtout Châteauguay. À elle seule, la MRC du Haut-Saint-Laurent compte 129 km de berges zonées inondables affectant Huntingdon et Ormstown (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). De plus, il y a des zones d'érosion en bordure de la Châteauguay (MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000).

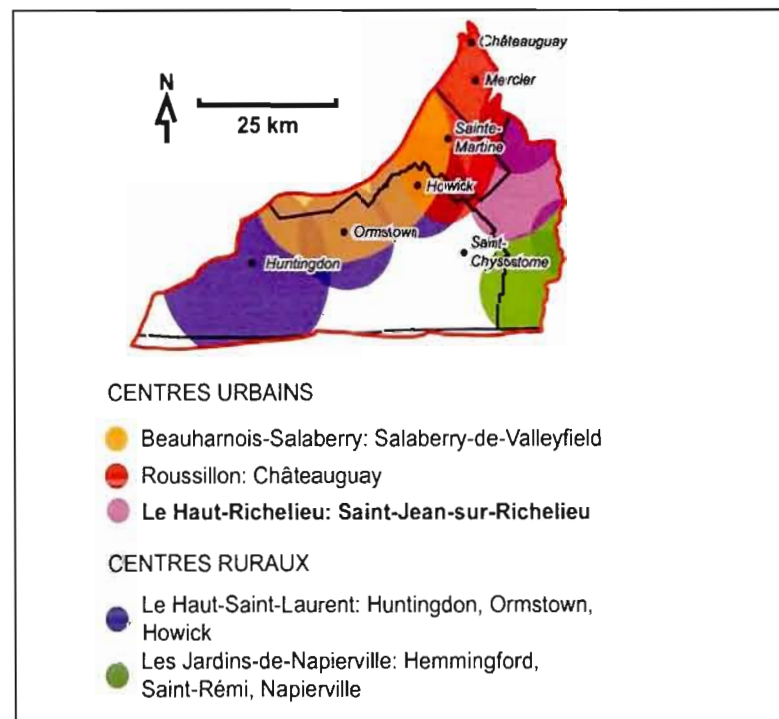
Finalement, il faut souligner la présence de nombreuses contraintes additionnelles dont des cimetières d'automobiles, des dépôts de pneus, des carrières, des dépotoirs (ex. lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Anicet et dépôt de matériaux secs de Godmanchester) en zones rurales (SIGAT, 2005). À celles-ci viennent s'ajouter les nuisances sonores en bordure des principaux axes routiers.



## 6.7 ÉQUIPEMENTS

En bordure du bassin versant, il faut souligner que les municipalités de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Salaberry-de-Valleyfield concentrent les services destinés aux populations rurales des MRC des Jardins-de-Napierville et du Haut-Saint-Laurent avec des établissements collégiaux et hospitaliers. Néanmoins, la MRC du Haut-Saint-Laurent possède ses propres équipements scolaires primaires et secondaires, son centre local de services communautaires (CLSC) situé à Huntingdon et un centre de soins de longue durée (CHSLD) (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). La MRC des Jardins-de-Napierville n'a pas d'équipement d'enseignement supérieur, mais il y a un CLSC et un CHSLD à Saint-Rémi immédiatement à la frange du bassin versant (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). L'ensemble des services de soins de santé est regroupé à l'intérieur de la ville de Châteauguay qui dessert en partie la MRC du Roussillon. La région de Châteauguay n'a aucun établissement d'enseignement supérieur (MRC du Roussillon, 2005).

**Figure 6.10 :** Carte de la dynamique territoriale



La répartition des principaux équipements publics correspond également aux principaux pôles urbains. Conséquemment, les pôles des villes de Châteauguay (Montréal), de Salaberry-de-Valleyfield et de Saint-Jean-sur-Richelieu orientent le développement du pourtour du bassin tandis que l'arrière-pays se développe en autarcie avec des centres de services secondaires comme Huntingdon.

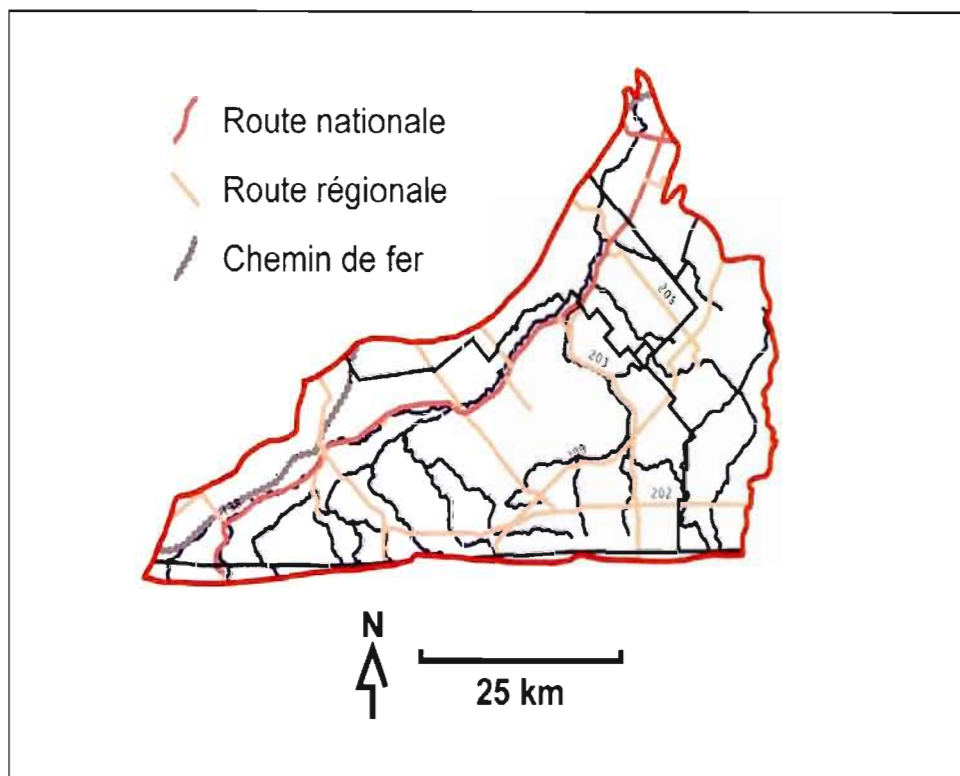
## 6.8 INFRASTRUCTURES

Les MRC du bassin versant de la Châteauguay comptent 37 réseaux d'égouts dont 34 avec une forme de traitement des eaux usées (ex. Huntingdon, Saint-Jean-Chrysostome, Godmanchester, Châteauguay, Mercier, Saint-Isidore). Cependant, leurs municipalités rurales n'ont pas accès à ce type d'infrastructures (égouts et usines de traitement). Pour leur eau potable, la proportion de la population desservie en eau de surface varie beaucoup entre 0 % dans la MRC des Jardins-de-Napierville et de 88 % dans la MRC de Beauharnois-Salaberry (MDDEP). Il faut mentionner que la ville d'Huntingdon a une prise d'eau dans la rivière Châteauguay, que huit municipalités dans la MRC des Jardins-de-Napierville ont des prises d'eau et que les municipalités de Mercier, de Saint-Isidore, Saint-Urbain-Premier et de Sainte-Martine s'alimentent à partir de l'usine de filtration de Châteauguay alimentée par des puits de surface (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000; MRC des Jardins-de-Napierville, 2005; MRC du Roussillon, 2005). Il y a un centre de traitement des boues usées dans la MRC du Haut-Saint-Laurent (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000).

Le réseau routier supérieur se compose premièrement de l'autoroute 30. D'ailleurs, le prolongement de cet axe routier devrait susciter le développement des secteurs avoisinants. Aussi, à proximité du bassin, l'autoroute 15 a favorisé le développement de la MRC des Jardins-de-Napierville avec le camionnage (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). La MRC de Beauharnois-Salaberry compte sur cet axe pour développer les secteurs résidentiel et commercial (MRC de Beauharnois-Salaberry). Au réseau national, il faut ajouter les routes 132 en bordure du Saint-Laurent et la 138 dans la vallée de la Châteauguay. Ces axes permettent de relier les zones rurales aux centres urbains et de services. De son côté, le réseau régional se compose notamment des routes 201, 202, 203, 205, et 209 qui font le lien entre

les différents villages de l'arrière-pays. Évidemment, le réseau collecteur est beaucoup plus dense et étendu.

**Figure 6.11** : Carte des infrastructures routières du bassin



Source : MTQ

À ce réseau routier, il faut mentionner que l'industrie située au sein du bassin versant bénéficie de la présence des réseaux ferroviaires du Canadien National, du Chemin de fer Saint-Laurent et Hudson et du CSX Transportation. Ce réseau bénéficie entre autre aux industries de la ville d'Huntingdon, de Châteauguay et de la MRC des Jardins-de-Napierville (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000; MRC des Jardins-de-Napierville, 2005). Il faut souligner que la voie maritime du Saint-Laurent a permis le développement du pôle industriel de Salaberry-de-Valleyfield avec la création d'infrastructures portuaires (MRC de Beauharnois-Salaberry, 2000). Enfin, l'ensemble des MRC est desservi en transport en commun

principalement vers Montréal (AMT, 2005). Devant cette situation, il apparaît que les secteurs limitrophes du bassin profitent de la proximité des grandes infrastructures de transport tandis que l'arrière-pays est cloisonné.

Qui plus est, la MRC de Beauharnois-Salaberry englobe les infrastructures énergétiques importantes avec le complexe hydroélectrique de Beauharnois-Les Cèdres et des lignes de transport d'énergie d'Hydro-Québec (HQ). D'ailleurs, les lignes et les postes peuvent être également considérées comme des contraintes anthropiques ou d'origine humaine. Enfin, il existe 60 barrages servant à différents usages répartis entre les municipalités du bassin (MRC de Beauharnois-Salaberry : 1; MRC du Haut-Saint-Laurent : 29; MRC des Jardins-de-Napierville : 25; MRC du Roussillon : 5), dont quatre barrages (crêtes déversantes) de forte contenance sur la rivière Châteauguay. Ces quatre ouvrages servent à la régulation de la rivière et appartiennent aux municipalités de Châteauguay, de Sainte-Martine et de Huntingdon et à une personne physique (Barrage de Godmanchester) (CEHQ, 2005).

## 6.9 PROFIL VISUEL-PAYSAGER

Sur le plan architectural, en aval de Châteauguay, le bassin détient un caractère distinctif avec notamment l'utilisation importante de la brique dans les constructions, notamment pour les fermes. Aussi, le style vernaculaire et l'opulence (squares) soulignent la prospérité des villages au 19<sup>e</sup> siècle qui étaient souvent érigés autour d'un moulin. La colonisation britannique a également laissé un riche patrimoine religieux de différentes confessions. Enfin, la Covey Hill se distingue par des constructions utilisant la pierre grise des collines et par un style architectural hérité des États-Unis (SCABRIC, 2005a). Conséquemment, le patrimoine historique et architectural du bassin de la Châteauguay est très riche et se compose de plusieurs sites et monuments d'intérêt.

Dans la MRC du Haut-Saint-Laurent, il y a notamment cinq monuments classés : pont Percy, édifice de comté (Huntingdon), Lieu historique national de la Bataille-de-la-Châteauguay, mairie d'Havelock et site archéologique du village de Godmanchester. Aussi,

certaines municipalités du Haut-Saint-Laurent possèdent des noyaux architecturaux : Saint-Jean-Chrysostome, Ormstown, Huntingdon, Dewittville et Rockburn (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000). Aussi, les axes routiers sillonnant l'arrière-pays (ex. route 138, chemin Beaver, montée Smail) et, particulièrement, les vallées des cours d'eau ont une forte valeur esthétique. L'architecture rurale héritée des colons britanniques est aussi un moteur touristique qui est visible au travers des maisons, des églises des différentes confessions et des fermes (MRC du Haut-Saint-Laurent, 2000).

Dans la MRC des Jardins-de-Napierville, les éléments patrimoniaux sont constitués du calvaire du Cordon à Saint-Rémi, de la chapelle de Saint-Jacques-le-Mineur, le rang des maisons de pierre et du chemin Covey Hill. De plus, la route 219 est un corridor esthétique selon le SAD de la MRC (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005).

Pour la MRC du Roussillon, il y a un monument classé à Châteauguay (Église Saint-Joachim) et un monument historique (Maison Sauvageau-Sweeny). Les noyaux urbains des municipalités de Châteauguay, de Mercier et de Saint-Isidore représentent des intérêts patrimoniaux (MRC du Roussillon, 2005).

Outre les dimensions architecturale et patrimoniale, les différentes périodes d'occupation humaine (amérindienne et euro-qubécoise) ont laissé dix sites archéologiques dans le bassin versant portant les appellations suivantes : Rivière Châteauguay 1 et 2, Cairn Side, Norton Creek (2), Howick, La Ferme Huôt, Indian Point, Lac Saint-Louis et Cazaville.

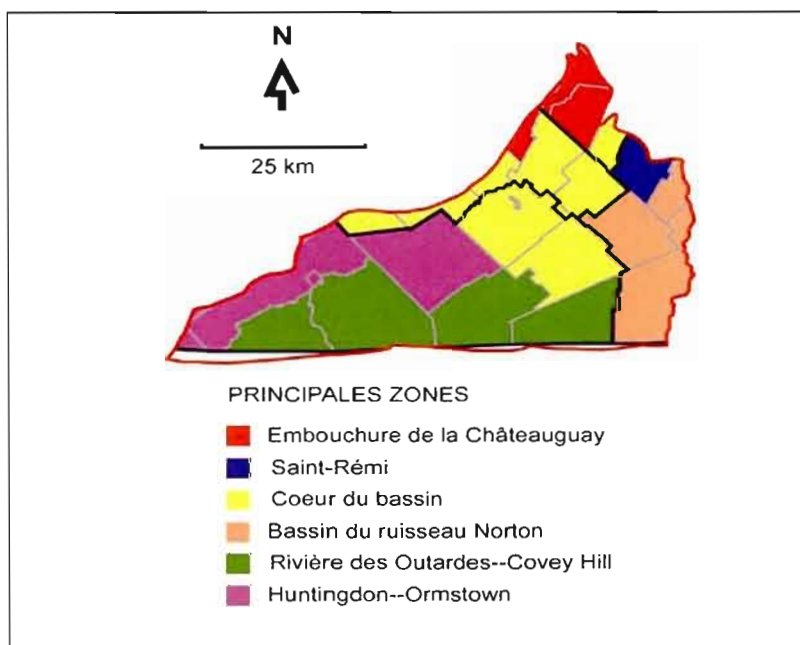
Sur le plan économique, il faut souligner que l'agrotourisme est un moteur de croissance dans les secteurs ruraux du bassin versant. En effet, le territoire compte de nombreux producteurs fruitiers (fraises, framboises, bleuets, pommes), acéricoles et autres. D'ailleurs, l'agrotourisme a amené à la création de circuits, dont celui des Paysans (MRC des Jardins-de-Napierville, 2005).

Finalement, il existe de nombreux sentiers de quad et de motoneige qui parcourent le bassin versant. Pour les sentiers de motoneige, il y en a trois sous la responsabilité de six clubs qui totalisent un peu plus de 240 km.

#### 6.10 REGROUPEMENTS PAR MUNICIPALITÉ

Suite à la présentation des différentes composantes du bassin versant de la Châteauguay, différentes réalités se superposent les unes aux autres permettant de découper le territoire en six zones ou secteurs ayant leur propre cohérence : secteurs Saint-Rémi, bassin du ruisseau Norton, embouchure de la Châteauguay, Rivière des Outardes–Covey Hill, Huntingdon–Ormstown.

**Figure 6.12** : Carte du découpage territorial



Premièrement, le secteur de l'embouchure de la Châteauguay regroupe les villes de Châteauguay, de Léry et de Mercier qui font partie de la ceinture de banlieues entourant

Montréal et constituent également le principal pôle (industries, services et commerces) du bassin versant. Ce secteur inclut également la portion agricole de la ville de Beauharnois et, pour des raisons pratiques (secteurs inclassables), une fraction négligeable de la réserve de Kahnawake et du TNO aquatique de la MRC du Roussillon. Dans le cas de Beauharnois, les activités agricoles sont subordonnées à son caractère urbain et industriel.

Deuxièmement, le bassin du ruisseau Norton épouse les limites de la MRC des Jardins-de-Napierville et son territoire est façonné par l'agriculture et la forêt. De plus, les activités économiques s'orientent autour de petits pôles ruraux.

Troisièmement, le cœur du bassin englobe le cours supérieur des rivières des Anglais et Châteauguay, à l'exception de son embouchure. Ce territoire est composé de villages ruraux et est particulièrement affecté par la pollution agricole. Aussi, il dépend de la ville de Châteauguay pour sa desserte en services et il ne bénéficie pas d'une bonne desserte en infrastructures. Situées en bordure de la route 132, les municipalités de la MRC de Beauharnois-Salaberry font partie de ce secteur car seule leur portion agricole est incluse dans le bassin de la Châteauguay.

Quatrièmement, le secteur Huntingdon–Ormstown englobe une zone de transition entre la plaine agricole et le piedmont des Adirondacks où la forêt et l'agriculture dominent le paysage. De plus, les villes de Huntingdon et de Ormstown sont de petits centres urbains regroupant des services et des industries qui desservent leurs municipalités voisines. Pour la ville de Howick, elle n'a pas été incluse dans ce secteur car elle est entourée par un canton à vocation agricole.

Cinquièmement, le secteur frontalier de la rivière des Outardes–Covey Hill est dominé par la forêt et présente un relief plus accidenté. Sur le plan culturel, il détient la plus forte proportion d'anglophones et se distingue notamment par son architecture. Aussi, la qualité de l'eau est bonne permettant notamment la villégiature dans ce secteur.

Finalement, la ville de Saint-Rémi profite de la proximité de la banlieue montréalaise et de l'agglomération de Saint-Jean-sur-Richelieu et est le principal pôle de la MRC des Jardins-de-Napierville. Aussi, l'agriculture structure son territoire et elle se localise à l'extérieur du bassin du ruisseau Norton. Conséquemment, elle constitue un secteur distinct.

**Tableau 6.4 :** Municipalités par zone

<b>Cœur du bassin</b>	<b>Huntingdon–Ormstown</b>
Howick	Ormstown
Très-Saint-Sacrement	Huntingdon
Saint-Chrysostome	Godmanchester
Saint-Urbain-Premier	Saint-Anicet
Saint-Stanislas-de-Kostka	Dundee
Saint-Louis-de-Gonzague	Sainte-Barbe
Saint-Étienne-de-Beauharnois	<b>Embouchure de la Châteauguay</b>
Sainte-Martine	Beauharnois
Saint-Isidore	Kahnawake
<b>Embouchure de la Châteauguay</b>	<b>Saint-Rémi</b>
Léry	Saint-Rémi
Mercier	<b>Bassin du ruisseau Norton</b>
Châteauguay	Saint-Michel
TNO	Hemmingford
<b>Rivière des Outardes–Covey Hill</b>	Sainte-Clothilde-de-Châteauguay
Havelock	Saint-Patrice-de-Sherrington
Franklin	
Hinchinbrooke	
Elgin	

## 6.11 DISCUSSION SUR LES OBSERVATIONS

Suite à la délimitation du bassin en six zones associées à six territorialités différentes, il s'avère que la GIEBV pourrait prendre des formes sectorielles en fonction des enjeux locaux. Alors, comment l'analyse stratégique et cette division territoriale peuvent-elles influencer les actions des participants? La discussion suivante tentera de lier les acteurs aux problématiques qui les concernent, portera sur les alliances, les conflits et rapports de force possibles au sein du comité et sur les potentiels déséquilibres à l'échelle territoriale. Enfin,



l'adaptation aux changements climatiques sera également discutée dans le cadre de la problématique des inondations.

Premièrement, l'embouchure de la Châteauguay, qui concentre la moitié de la population, est frappée par des problématiques d'érosion et d'inondations. La présence des principales entreprises et d'une population riche et scolarisée devrait favoriser les actions autour de cet enjeu. En effet, ces acteurs présents au comité devraient bénéficier de plus de ressources et pourraient mieux utiliser le processus participatif à leur avantage. C'est particulièrement probable dans le cas de la gestion des débits et des inondations qui reposent sur des modèles complexes. De plus, les villes riveraines en milieu agricole comme Huntingdon, Ormstown et Howick sont également touchées par les inondations et sont des alliés possibles.

En ce qui concerne l'augmentation de la récurrence des inondations, il semble qu'il s'agisse de la principale dimension en relation avec les changements climatiques susceptible d'intéresser le milieu. Cette problématique risque de mobiliser largement les acteurs du milieu et, plus particulièrement, les riverains. Cependant, les moyens retenus pour s'adapter risquent de créer des tensions entre les secteurs urbanisés et ruraux. Par exemple, la construction de barrages et de digues en milieu agricole et l'exclusion de zones à l'urbanisation pourront amener des rivalités entre les participants des secteurs aval et amont. De plus, la protection des aquifères pourra intéresser les municipalités rurales qui en dépendent pour leur eau potable. Aussi, elles pourraient avoir de la difficulté à intéresser les citoyens à cet enjeu.

Deuxièmement, les zones rurales (Huntingdon-Ormstown et Bassin du ruisseau Norton) sont affectées par la pollution agricole et l'absence d'infrastructures publiques. Aussi, le rapport avec l'environnement des producteurs agricoles risque d'être différent de celui des citoyens. En effet, les agriculteurs attribuent souvent une rentabilité d'usage au milieu et non une valeur symbolique (Lamarre et Pagney, 1999). Alors, ils pourraient y avoir une réaction défensive des producteurs qui ne voudront pas faire les frais de la dépollution

tandis que les municipalités feront des pressions pour améliorer leurs infrastructures<sup>m</sup>. Enfin, pour les acteurs du secteur du ruisseau Norton, ils pourraient avoir des intérêts focalisés sur leur sous-bassin.

Troisièmement, la zone frontalière est peu peuplée, présente une eau de bonne qualité et est la plus éloignée du centre du bassin, la ville de Châteauguay. Comme la PNE prévoit la mise en valeur et une meilleure accessibilité à la ressource (Québec, 2002), ce secteur pourrait privilégier cette orientation à celle de la protection de la ressource. Conséquemment, les acteurs de cette zone pourraient être marginalisés au sein du comité. De plus, ils ont à subir la contrainte de se déplacer pour participer aux réunions de la SCABRIC. Enfin, les anglophones pourraient avoir un rapport différent à l'environnement et la langue pourrait également être une contrainte, un apport culturel particulier. Par exemple, la conception britannique pourrait tendre à idéaliser la nature. Aussi, les acteurs municipaux de ce secteur vont également être désireux d'améliorer leurs infrastructures.

En faveur des zones rurales, les utilisateurs du territoire (ex. chasseur, pêcheur, randonneurs) et les agriculteurs sont généralement à l'origine des comités de bassin. Les gens sont plus facilement enclins à s'investir dans la réalisation de projets qui affectent leur quotidien ou leurs intérêts (Smith Korfmacher, 2001; Cline et Collins, 2003). Conséquemment, il est possible que cette mobilisation compense un déficit démographique.

De plus, si la représentativité des acteurs est évaluée sur un plan démographique et territorial, il apparaît que le processus participatif risque de favoriser l'embouchure urbanisée de la rivière. Si la représentativité est évaluée selon les usages et la qualité de l'eau, comme le prévoit la PNE, c'est le milieu rural – producteurs et municipalités – qui devrait occuper un rôle prépondérant dans le processus participatif. Alors, les ressources des groupes devront aussi être prises en compte. Enfin, la composition du comité permettra-t-elle l'expression des différents groupes de la société? Comme les expériences passées de GIEBV au Québec l'ont

---

<sup>m</sup> «Les ajustements proposés sur le plan environnemental demeurent souvent liés au droit de produire et à l'incitation aux bonnes pratiques. Le degré de capitalisation des fermes s'est accru, les exportations se sont multipliées, ce qui rend difficile l'assujettissement des conditions de production aux réalités locales, la réalité mondiale l'emportant le plus souvent. De par son autonomie, la régulation agricole rend très difficile la gestion intégrée de l'eau» (Bibeault, 2003, p. 403).

démontré, la mise en place d'une structure représentative est difficile et peut conduire à des PDE fragmentés (Bibeault, 2003).

Il se pourrait que la représentativité dans le comité de bassin prenne une forme élitiste. En effet, si les citoyens et les groupes peu organisés se trouvent exclus du processus à l'avantage des groupes mieux organisés et des acteurs gouvernementaux, le comité risque de regrouper principalement des experts (Van den Hove, 2001). Cependant, la PNE prévoit un processus participatif démocratique (Québec, 2002).

Finalement, il sera intéressant de voir l'impact de la nature transfrontalière du bassin dans la poursuite de la gestion intégrée. Est-ce que les Américains seront impliqués dans le processus?

## CHAPITRE VII

### CADRE FORMEL

Ce présent chapitre présente une description détaillée et complète de la SCABRIC depuis son incorporation. Il a été réalisé grâce à divers documents émanant du comité de bassin, à des discussions avec son personnel et à la participation à une rencontre du conseil d'administration (CA) de l'organisme.

Le chapitre dresse d'abord le portrait formel de l'association qui comprend notamment ses règles internes de gestion. Ensuite, l'emphasis est mise sur la gestion courante du comité, sur ses réalisations et sur ses projets. Cette description permet alors d'obtenir un portrait complet de la SCABRIC. Cette compréhension est nécessaire pour déterminer les zones d'incertitude ou sources de pouvoir qui peuvent exister dans l'organisme et pour identifier un certain nombre d'enjeux ou pistes d'analyse. D'ailleurs, la dernière partie du chapitre présente une analyse de l'information recueillie.

#### 7.1 LETTRES PATENTES ET RÈGLEMENTS

##### 7.1.1 Lettres patentes

La SCABRIC est une organisation sans but lucratif (OSBL) vouée à l'amélioration de la qualité des eaux et des sols du bassin de la rivière Châteauguay. Elle a été créée en février 1993, en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, suite à l'initiative de quatre résidents du bassin issus de professions différentes : Léon Myre, Serge Bourdon, Serge Gervais et Yves Page (IGIF, 1993). Depuis son incorporation, elle a réussi à réunir des intervenants provenant de différents horizons autour de la protection du bassin de la Châteauguay. Aussi, selon les lettres patentes (voir Appendice D) de l'organisme, sa mission est la suivante :

- «Regrouper tous les intervenants du bassin de la rivière Châteauguay;
- Préserver et améliorer la qualité des eaux et des sols;

- Identifier et acquérir les infrastructures nécessaires à la protection et à la mise en valeur des ressources du bassin;
- Favoriser l'éducation, les loisirs et le développement touristique reliés à la nature des plans d'eau» (IGIF, 1993).

La corporation de bassin a notamment la possibilité d'acquérir des biens meubles et immeubles. Celle-ci peut exercer pleinement ses droits de propriété (*usus, fructus, abusus*) en conformité avec ses objectifs. Aussi, l'organisme peut recevoir du financement (prêts, dons, subventions, souscriptions, legs, etc.) pour atteindre ses objectifs. Les profits doivent être réinvestis dans le comité de bassin (IGIF, 1993).

#### 7.1.2 Effectifs et assemblées générales<sup>n</sup>

Outre les lettres patentes, la SCABRIC s'est dotée de règlements généraux qui viennent préciser son fonctionnement. Selon, Mme Geneviève Audet à l'emploi de l'organisme, ces règlements n'ont pas été modifiés depuis au moins cinq ans.

Le siège social et la principale place d'affaires de la corporation doivent se situer dans le district judiciaire de Beauharnois à une adresse déterminée par son CA. Le conseil peut également adopter un sceau pour l'organisme. Le règlement mentionne aussi que le territoire d'action du comité est délimité au bassin de la Châteauguay et que le nom anglais de l'organisme est la *Chateauguay Watershed Management Agency*.

Pour le *membership* ou les effectifs du comité, la SCABRIC peut fixer des cotisations annuelles, émettre des cartes de membre et expulser un membre ne respectant pas les règlements du comité. Les groupes et les personnes intéressés à devenir membre doivent acquitter une cotisation et remplir un formulaire d'adhésion. En effet, le comité compte dans ses rangs à la fois des membres corporatifs et individuels. Enfin, le CA de la SCABRIC peut également décerner le statut de membre honoraire à vie à des groupes ou des individus pour

---

<sup>n</sup> Les sous-sections B, C et D constituent des résumés des *Règlements généraux* de la SCABRIC.

souligner leur dévouement envers la protection et la mise en valeur de la Châteauguay. Les membres peuvent évidemment démissionner du comité.

Les membres du comité sont notamment appelés à s'impliquer dans la gestion du comité en se présentant lors de l'assemblée générale annuelle du comité qui est la principale instance décisionnelle de la corporation. L'assemblée générale est convoquée par le CA de la SCABRIC dans le trimestre suivant la fin de l'année financière, généralement en juin. L'ordre du jour comporte, notamment, le bilan des activités, le rapport du vérificateur, les prévisions budgétaires, la nomination du vérificateur, l'élection des membres du conseil d'administration et un point varia est produit. Cet ordre du jour, le lieu et la date de l'assemblée doivent également faire partie d'une convocation envoyée aux membres quinze jours avant l'assemblée. Le quorum est établi à quinze membres en règle ou à 10 % des effectifs de l'organisation. Enfin, les votes se font à main levée, sauf si un participant demande le vote secret.

Les membres de l'organisme ou le CA peuvent demander la tenue d'une assemblée générale spéciale ou extraordinaire pour discuter d'une question précise.

### 7.1.3 Conseil d'administration

Lors de sa création, les fondateurs de la SCABRIC ont souhaité la création d'un CA représentatif de l'ensemble du bassin. Celui-ci est formé de façon statutaire de dix-sept représentants des différents secteurs d'activités de la région (usagers): quatre pour les municipalités, trois pour les syndicats de l'Union des Producteurs Agricoles (UPA), deux pour les groupes environnementaux, deux pour le secteur industriel, deux citoyens résidants, un pour le milieu scolaire, un pour le socioculturel, un pour les services sociaux et de santé et un membre coopté élu par le CA.

Comme il est d'usage, les membres du CA doivent tous soumettre leur candidature lors de l'assemblée générale. Si plus d'un membre brigue un poste, il y a élection et, si un poste demeure vacant, il pourra être comblé par le CA. Pour les représentants des membres

corporatifs, ils doivent avoir une résolution autorisant leur candidature et ils n'ont qu'une voix au conseil, si élu. La durée d'un mandat est de deux ans au CA et la participation aux réunions du conseil est bénévole. Dans le cas où un administrateur décède ou est expulsé du CA, le conseil peut le remplacer par un membre jusqu'au terme du mandat interrompu.

Le conseil d'administration a le mandat d'adopter tout règlement ou résolution nécessaire au fonctionnement de la corporation. Ces règlements permettent notamment la nomination d'un directeur général, la détermination de deux signataires pour les chèques de l'organisme, la mise en place d'un contrôle interne, l'élaboration de la politique générale de la corporation, le choix des conditions concernant les droits et les devoirs et privilèges des membres, l'expulsion d'un administrateur et l'application des résolutions et décisions de l'assemblée générale.

Les rencontres sont fixées par le conseil en tout temps et à tout endroit qu'il désigne. Cependant, le conseil doit se réunir minimalement à quatre reprises au cours de l'année. De plus, trois membres ou le président peuvent demander la tenue d'une rencontre spéciale. Pour le quorum, il est fixé à huit membres. Aussi, s'il y a absence non motivée d'un membre à plus de trois réunions consécutives, il est exclu sur résolution du CA.

#### 7.1.4 Autres dispositions

La SCABRIC a également un comité exécutif formé du président, du vice-président, du secrétaire et du trésorier. Le président est l'administrateur principal et le porte-parole officiel de l'organisation. C'est lui qui préside les réunions du conseil d'administration et l'assemblée générale. Le vice-président remplace le président en cas d'incapacité de ce dernier à accomplir ses tâches. Le secrétaire enregistre tous les votes et collige le procès-verbal des délibérations. C'est aussi lui qui donne les avis de réunion du conseil d'administration et des assemblées générales et qui signe, avec le président, tous les règlements et résolutions adoptés. Enfin, le trésorier est garant des fonds de la corporation, tient les livres et produit les états financiers.

L'exécutif est formé des membres du CA. D'ailleurs, selon Mme Geneviève Audet, ce sont les membres du conseil qui choisissent dans leur rang les officiers de l'organisme. De plus, un membre qui renonce à son poste sur le comité exécutif peut conserver son siège au CA.

Pour appuyer le CA, ce dernier peut, en tout temps, former des comités temporaires ou permanents à des fins spécifiques. Ces comités doivent compter au moins un membre du conseil d'administration auxquels peuvent s'ajouter des personnes ressources. Évidemment, les comités doivent se rapporter au conseil d'administration.

Pour chaque exercice financier, un vérificateur nommé lors de l'assemblée annuelle doit examiner les livres de la corporation. Si le vérificateur ne peut accomplir son mandat, le conseil d'administration peut le remplacer.

Le président ou le vice-président avec le trésorier ou le secrétaire peuvent signer les documents officiels pour la corporation. Aussi, le conseil d'administration peut, par résolution, autoriser d'autres personnes à signer au nom de la corporation.

Enfin, les règlements peuvent être modifiés seulement lors d'une assemblée générale des membres. Puis, en absence de règle spéciale, la procédure du code Morin s'applique pour les assemblées générales et les rencontres du CA.

## 7.2 GESTION COURANTE<sup>o</sup>

### 7.2.1 Processus décisionnel

Comme la plupart des comités de bassin au Québec, la SCABRIC mise sur un esprit de raisonnement et de consensus dans sa gestion de l'eau. D'ailleurs, l'organisme reconnaît l'importance de l'implication de son président actuel, M. Serge Bourdon, dans le succès de la

---

<sup>o</sup> Cette section a été réalisée grâce au *Plan général d'intervention 2005-2015* et au *Rapport annuel 2004-2005* produit par la SCABRIC en 2005.



concertation. En effet, M. Bourdon est impliqué dans l'organisme depuis sa création et, selon son directeur, M. Félix Blackburn, il est la mémoire du comité. En effet, l'organisation connaît un taux de roulement ou de remplacement élevé de ses administrateurs. Cette situation est particulièrement sévère pour les élus municipaux. Il y a notamment quatre administrateurs qui ont été élus qu'en 2005 et la plupart ont une implication récente.

Pour la répartition des membres du CA, il faut souligner que la moitié des sièges reviennent aux secteurs agricoles (UPA) et aux élus municipaux issus des quatre MRC du bassin. Aussi, les quatre membres du comité exécutif proviennent de groupes environnementaux ou représentent les citoyens (SCABRIC, 2005e).

Il y a également des participants qui ont le statut d'observateur au sein du comité. Il s'agit des répondants de cinq ministères québécois intéressés par la gestion de Châteauguay: M. Sylvain Primeau (MDDEP), M. Robert Beaulieu (MAPAQ), Mme Isabelle Hébert (MAMR), Mme Jeanne Thériault (MRNF – Secteur sud du territoire) et M. Michel Letendre (MRNF – Secteur Faune) (SCABRIC, 2005c). Selon M. Blackburn, ces répondants ne participent généralement pas à l'ensemble des réunions du comité, mais ils reçoivent les procès-verbaux des rencontres.

Pour les employés, leur nombre est variable et ils sont payés grâce à la subvention de fonctionnement accordée par le ministère de l'Environnement, du Développement durable et des Parcs (MDDEP) (65 000 \$/an) et à celles d'autres organismes. Actuellement, le comité emploie deux employés qui occupent les postes de directeur et d'agente de l'environnement. Ceux-ci sont présents lors des réunions du CA de la SCABRIC. Sept autres personnes ont travaillé momentanément pour l'organisme sur des enjeux différents au cours de la période 2004-05 (SCABRIC, 2005c).

Tableau 7.1 : Administrateurs et employés de la SCABRIC

MUNICIPAL	ENVIRONNEMENT
<b>Gilles Bigras</b> MRC Le Haut-Saint-Laurent Maire de St-Chrysostome Mandat: 2004-2006	<b>Serge Bourdon (président)</b> CRRC Mandat: 2004-2006
<b>Claire Labelle</b> MRC Roussillon Ville de Châteauguay Mandat: 2005-2007	<b>Phil Norton (vice-président)</b> Tree Watch Canada Mandat: 2004-2006
<b>Diane Lavigne</b> MRC Jardins-de-Napierville Mairesse de Sainte-Clotilde Mandat: 2004-2006	<b>ÉDUCATION</b>
<b>Gaétan Montpetit</b> MRC Beauharnois-Salaberry Municipalité de Sainte-Martine Mandat: 2005-2007	<b>Ronald Critchley</b> Université McGill Mandat: 2004-2006
<b>AGRICULTURE (UPA)</b>	<b>SANTÉ</b>
<b>Jean-Paul Roulin</b> UPA de Sainte-Martine Mandat: 2005-2007	<b>Lisette Villemaire</b> Centre hospitalier du Suroît Mandat: 2004-2006
<b>Jacques Madison Hekimian</b> UPA Sainte-Anicet Mandat: 2004-2006	<b>CITOYENS</b>
<b>Bernard Vincent</b> UPA Ormstown Mandat: 2004-2006	<b>Zorach Zdzislaw Maizel (Trésorier)</b> Mandat: 2004-2006
<b>SOCIOCULTUREL</b>	<b>Mireille Léger (Secrétaire)</b> Mandat: 2004-2006
<b>Denyse B. Touchette</b> Les Amis du pont Turcot Mandat: 2005-2007	<b>MEMBRE COOPTÉ</b>
	<b>Louise Lorange-Dubuc</b> Nommée en septembre 2004
	<b>INDUSTRIE</b>
	<b>Ginette Amyot</b> Commission de tourisme de Mercier Mandat: 2004-2006
	<b>EMPLOYÉS</b>
	<b>Félix Blackburn</b> <i>Directeur</i> Actif
	<b>Geneviève Audet</b> <i>Agente de l'environnement</i> Actif

Concernant le déroulement des rencontres du CA, il faut préciser que les employés tiennent un rôle important en rédigeant notamment le procès-verbal de la rencontre. L'animation est conjointement réalisée par le président et le directeur du groupe qui sont informés des derniers développements, notamment au Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ). La participation des membres du conseil varie en fonction de leur expérience au sein du comité de bassin. Évidemment, les membres de l'exécutif ont un rôle prépondérant lors des réunions. Pour les représentants des municipalités et de l'UPA, ils semblent faire preuve d'une certaine réserve<sup>p</sup>.

Comme on l'a mentionné précédemment, le CA peut créer des comités pour l'assister et il y en avait quatre en 2005:

- Groupe de l'eau de la Covey Hill;
- Comité du tour guidé du bassin versant en autocar;
- Comité de la bourse éducationnelle Madeleine Henri;
- Comité de mise en valeur du bassin de la rivière Châteauguay.

Selon Mme Geneviève Audet, le Comité pour une meilleure connaissance de l'eau souterraine, qui est couramment appelé le Groupe de l'eau de la Covey Hill, existe depuis 2002 et se compose de six personnes : Céline Raby, Lise Dolbec, Mario Faille, Bernard Vincent, Serge Bourdon, Félix Blackburn. Pour le Comité du tour guidé du bassin versant en autocar, il s'est réuni au cours de l'année 2003-2004 et a cessé ses activités depuis. Il se composait de six personnes : Ginette Amyot, Zorach Maizel, Claire Labelle, Serge Bourdon, Denyse Touchette et Yolande Baril-Cécylre. Le Comité de mise en valeur du bassin de la rivière Châteauguay s'est réuni trois fois depuis l'an 2000. Il regroupe tous les intervenants intéressés par le développement «récréotouristique» du bassin de la rivière Châteauguay. Enfin, pour le Comité de la bourse éducationnelle Madeleine Henri, ses membres n'ont toujours pas été choisis.

---

<sup>p</sup> Les observations sur le déroulement des rencontres de l'exécutif ont été récoltées lors de la réunion du 30 novembre 2005, tenue à l'édifice de la Légion royale canadienne d'Huntingdon.

Pour ses locaux, l'organisme est actuellement hébergé par l'hôtel de ville de Mercier situé au 869, rue Saint-Jean-Baptiste. La SCABRIC a également un siège social, utilisé sur une base saisonnière, situé à Sainte-Martine au 58, rue Saint-Joseph (SCABRIC, 2005c). La correspondance est envoyée au siège social et les activités quotidiennes ont lieu à Mercier. Pour les rencontres du CA, elles n'ont pas de lieu fixe, en l'absence de locaux, mais se déroulent dans le bassin versant. Le conseil se réunit à huit reprises annuellement. Il faut souligner que l'exécutif se réunit informellement à huis clos. Enfin, le choix de nouveaux locaux étaient une préoccupation importante pour l'organisme, notamment lors de la réunion du CA du 30 novembre 2005, qui a déménagé près d'une dizaine de fois au cours des dernières années et, outre le loyer, l'emplacement central au cœur du bassin est un critère important pour favoriser l'implication et la participation.

Aussi, il importe de souligner que la SCABRIC possède un vaste réseau de partenaires agissant comme participants au sein du ROBVQ, de «J'adopte un cours d'eau», de la Table de concertation sur les Teafields de Saint-Anicet, du Réseau d'Or, du Conseil régional de l'environnement de la Montérégie et de la ZIP du Haut-Saint-Laurent. La société est également membre de l'Union québécoise pour la conservation de la faune (UQCN), de la Chambre de commerce et de l'industrie de Châteauguay (CCIC), de l'Office de tourisme du Suroît (OTS), du Groupe Crivert, de la Revue Sentiers ruraux et de la Revue Vecteur Environnement. La SCABRIC a aussi offert un appui financier notamment au Comité de réhabilitation de la rivière Châteauguay (CRRC), à la Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne (CAPSA), au Comité du bassin versant de la rivière aux Outardes Est et à l'Institut de recherche en biologie végétale pour la mise en place d'un Observatoire Hydrologique et Écologique à la tourbière de Covey Hill (SCABRIC, 2005c).

Finalement, la SCABRIC compte plusieurs membres et bénévoles qui peuvent la supporter dans ses initiatives.

### 7.2.2 Financement

Suite à l'adoption de la PNE qui attribuait le statut «prioritaire» au bassin de la Châteauguay, le MDDEP assure un financement annuel de base à la SCABRIC. Les autres sources de financement proviennent des municipalités et des Centres locaux d'emplois du territoire. Aussi, la SCABRIC a su développer des partenariats avec des groupes de recherches universitaires (HYMAP et Ouranos<sup>4</sup>) dans le développement des connaissances sur le territoire de la Châteauguay. Il importe de souligner que le financement public assure une certaine autonomie au comité de bassin (SCABRIC, 2005b).

Pour tenter de pallier à l'insuffisance des subventions gouvernementales, la SCABRIC fonctionne par projet. En effet, ses états financiers comptent onze annexes correspondant à sept initiatives. Celles-ci ont permis un financement de 172 000 \$ mais la plupart des initiatives ont été déficitaires entraînant des charges supérieures aux revenus de 8 000 \$. Outre, le 65 000 \$ de financement de base pour la réalisation du portrait du bassin, il y a une subvention de 50 000 \$ du MDDEP pour réaliser l'inventaire des puits du bassin, 15 000 \$ de fonds publics pour un colloque, 9 922 \$ du CLE pour le Canot d'Août et 12 677 \$ de la Fondation de la faune du Québec. Conséquemment, le comité a une situation économique difficile pour un avoir net de 35 500 \$ (SCABRIC, 2005c).

Cette situation financière se traduit par une préoccupation constante qui frappe tous les aspects de la gestion de comité de bassin et monopolise les discussions du CA, notamment lors de la rencontre du 30 novembre 2005.

Aussi, la SCABRIC s'est dotée d'une politique de financement des activités et projets conforme à son éthique. Elle ajoute à ses contrats que :

- «Le financement ne doit pas empêcher la SCABRIC de prendre position dans les dossiers régionaux;

---

<sup>4</sup> Ouranos est le consortium universitaire avec lequel la SCABRIC coopère dans l'étude des changements climatiques. D'ailleurs, l'adaptabilité aux changements climatiques est une problématique majeure pour le comité de bassin (SCABRIC, 2005b).

- Le financement ne doit pas rendre la SCABRIC redevable envers une ou plusieurs entreprises» (SCABRIC, 2005c).

Enfin, la SCABRIC compte 43 membres en règle, surtout des membres corporatifs qui paient annuellement 25 \$ et plusieurs membres individuels qui paient annuellement 10\$. Lorsque la SCABRIC organise une activité (ex. Canot d'Août ou forum), elle envoie entre 600 et 700 invitations.

### 7.2.3 Réalisations et projets

Pour réaliser son mandat, la SCABRIC mise d'abord sur la sensibilisation, l'information et l'éducation du public, des décideurs et des usagers de la ressource de la Châteauguay. Aussi, le comité de bassin est un lieu de conciliation entre les différents usagers de la ressource hydrique pour assurer une bonne cohabitation dans le bassin. Ensuite, l'action du comité vise la restauration, la conservation, la mise en valeur et la protection des berges des cours d'eau du bassin. Enfin, les enjeux nationaux et internationaux, notamment à cause de la nature transfrontalière du bassin, doivent évidemment faire partie des préoccupations du comité (SCABRIC, 2005b).

Depuis 1993, le comité a réalisé une multitude d'initiatives majeures présentées à l'Appendice E. Outre ces réalisations, la SCABRIC poursuit également plusieurs projets en cours qui englobent notamment:

- le projet «Outardes Est» qui consiste en la production de cahiers du propriétaire pour encadrer les contrats de bassin;
- l'étude de l'aquifère des Adirondacks (étude des salamandres);
- la deuxième phase du projet de mise en valeur du patrimoine écologique de la rivière Châteauguay;
- la deuxième phase du réseau d'accès à la rivière;
- la deuxième série de panneaux d'interprétation;
- l'implantation d'une signalisation uniforme sur le territoire pour le réseau d'accès;

- la création d'une trousse éducative pour les écoles;
- la participation, depuis quelques années, avec le centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-Laurent, au festival de la rivière qui comprend l'évènement du Canot d'Août;
- la protection de trois espèces menacées de salamandres en collaboration avec Conservation de la Nature (SCABRIC, 2005a, 2005b et 2005c).

Cependant, la majeure partie du financement et des efforts du comité vise à la production du portrait du bassin versant, dont la réalisation a été entamée en 2003. Ce portrait, dont les grandes lignes ont été tirées, notamment suite à des consultations publiques, permettra de produire le PDE de la Châteauguay d'ici les prochaines années comme en témoignent le *Plan général d'intervention 2005-2015*.

Enfin, la SCABRIC participe à plusieurs suivis qui visent des problématiques régionales. Elle surveille le projet de golf à Ormstown, les effluents industriels toxiques pour le poisson des Aliments Carrière à Sainte-Martine, le remblaiement de la rivière, les dépôts sauvages, la qualité de l'eau souterraine et les émissions atmosphériques de l'incinérateur de Mercier. Il faut souligner que le MDDEP se trouve également impliqué dans la plupart de ces suivis (SCABRIC, 2005c).

### 7.3 ANALYSE DES OBSERVATIONS

Il importe d'insister sur la transparence entourant le comité. En effet, la présence de règles écrites formelles assure un processus équitable entre les intervenants impliqués dans la gestion de l'eau (Coenen, 2002). Le financement public est essentiel pour garantir l'intégrité des décisions du comité. D'ailleurs, la politique de financement de la SCABRIC témoigne que le comité est conscient du processus.

Cependant, le financement demeure très limité et est soumis principalement aux subventions du MDDEP. Le manque de moyens financiers peut avoir un impact majeur sur le fonctionnement de l'organisme. Sans financement adéquat, la GIEBV amène peu ou pas de

résultat concret sur le terrain. En effet, l'absence de personnel qualifié nécessaire au soutien des initiatives du comité, la difficulté d'entreprendre des recherches et les autres complications logistiques peuvent avoir un impact démobilisateur sur le comité (Habron, 2003; Brun et Lasserre, 2004). Concrètement, les actions sur le terrain sont limitées par l'insuffisance des ressources financières, mais, en contrepartie, la SCABRIC a favorisé la réalisation de partenariats et a pris part à de nombreux débats publics. Comme elle mise sur la sensibilisation et l'information des utilisateurs du territoire et du grand public, elle a produit de nombreux mémoires et participé à plusieurs forums.

Le CA est au cœur de l'animation de ce type de comité. Comme la plupart des membres sont impliqués depuis peu, leur compréhension des enjeux et problématiques du bassin versant risque d'être limitée. Le temps est un facteur important pour que les participants puissent développer un langage commun, d'autant plus que l'information est à la base du processus participatif (Girardot, 2004). N'étant pas des experts, les élus et les citoyens ont une connaissance limitée de la gestion de l'eau (Theys, 2003). Au contraire, les membres de l'exécutif sont impliqués depuis longtemps au sein du comité et ont eu le temps nécessaire pour maîtriser les enjeux et ériger un large réseau de contacts. Cette situation se vérifie également auprès du personnel du comité. Aussi, les élus et représentants d'institutions et d'organismes n'ont pas le même degré d'implication au sein de la SCABRIC que les membres de l'exécutif qui participe à la préparation des réunions et aux différents comités.

Dans la gestion de l'eau, il existe généralement plusieurs types d'acteurs. Selon Lahaye (1999), il existe trois catégories d'acteurs : les représentants institutionnels, les usagers et les opérateurs. Pour Calvo-Mendieta (2004), ils se répartissent plutôt par usages domestique, industriel et agricole. À l'intérieur de la SCABRIC, ces types d'acteurs se superposent au travers de trois regroupements naturels composés, premièrement, des élus (représentants institutionnels et opérateurs : gestionnaires des aqueducs, égouts et barrages), deuxièmement, des représentants de l'UPA et de l'industrie (usagers) et, troisièmement, des représentants des citoyens et environnementaux. Une fracture se dessine clairement entre les citoyens ou membres issus d'organismes environnementaux et les usagers et les élus locaux.



Selon Koontz et Moore Johnson (2004), on peut s'attendre à ce que les premiers adoptent une attitude revendicatrice et les seconds une démarche basée sur la recherche. Comme les deux groupes ne sont pas homogènes et comme aucun n'est majoritaire, il pourrait y avoir des rapports de force, des blocages entre eux et la création d'alliances. Il faut souligner que les représentants de l'exécutif sont issus des milieux citoyens et environnementaux et pourraient avoir un poids prépondérant dans la prise de décision du comité. Ce poids est d'ailleurs accentué car ils sont élus par l'ensemble du CA. Les représentants de l'UPA et les élus locaux ont des ressources importantes à leur disposition, car la gouvernance passe par la maîtrise des réseaux (Koontz et Moore Johnson, 2004; Orange et Vatteville, 2003). Entre autre, ils peuvent également mieux anticiper les réactions du milieu face aux décisions du comité de bassin.

Il faut souligner qu'un comité regroupant des intérêts variés doit compter sur un leadership fort pour piloter son action (Koontz et Moore Johnson, 2004). «Le responsable local de l'association est l'interlocuteur représentatif des bénévoles. Il a un double enjeu à tenir car il doit créer de la cohérence entre les différents environnements de l'association et s'assurer une moindre susceptibilité des bénévoles car leur départ remet en cause l'association elle-même car ils en sont le fondement» (Renault-Tesson, 2004, p. 14).

Sur le plan territorial, la provenance des acteurs sera discutée ultérieurement, mais, pour les usagers, ils ne représentent pas l'ensemble des activités présentes sur le territoire. En effet, les industriels, les commerçants, les propriétaires fonciers, les exploitants forestiers, les chasseurs et autres n'ont pas de siège au sein du CA du comité de bassin. Il en est de même pour le profil sociologique des acteurs de la gestion du bassin de la Châteauguay.

Sur le plan de la légitimité, la SCABRIC a une base très limitée qui vraisemblablement ne permet pas réellement une démocratie à l'échelle du bassin. Il est anormal qu'une dizaine de membres puissent élire l'ensemble des administrateurs du comité. L'importance de recourir à la participation du grand public en est d'autant grande pour créer le consensus.

Il est probable que l'adaptabilité aux changements climatiques, sujet hautement présent dans l'actualité, constituera l'une des préoccupations du comité si les acteurs environnementaux dominent les discussions. Aussi, les actions entourant cette problématique peuvent être davantage orientées vers l'agriculture en raison de la forte représentation de ce secteur d'activité dans le comité. Il pourrait y avoir une polarisation des participants du comité autour des enjeux liés au climat. Concrètement, il s'agit de s'inspirer vaguement du modèle de l'empreinte territoriale pour déterminer quels usages ou portions du territoire sont représentés par les différents acteurs, qui ont tous une compréhension différente du temps et de l'espace, et leur poids à l'intérieur du processus décisionnel (Sébastien et Brodhag, 2004).

Enfin, il sera intéressant d'évaluer le rôle des employés et autres parties prenantes du bassin absentes dans le processus décisionnel.

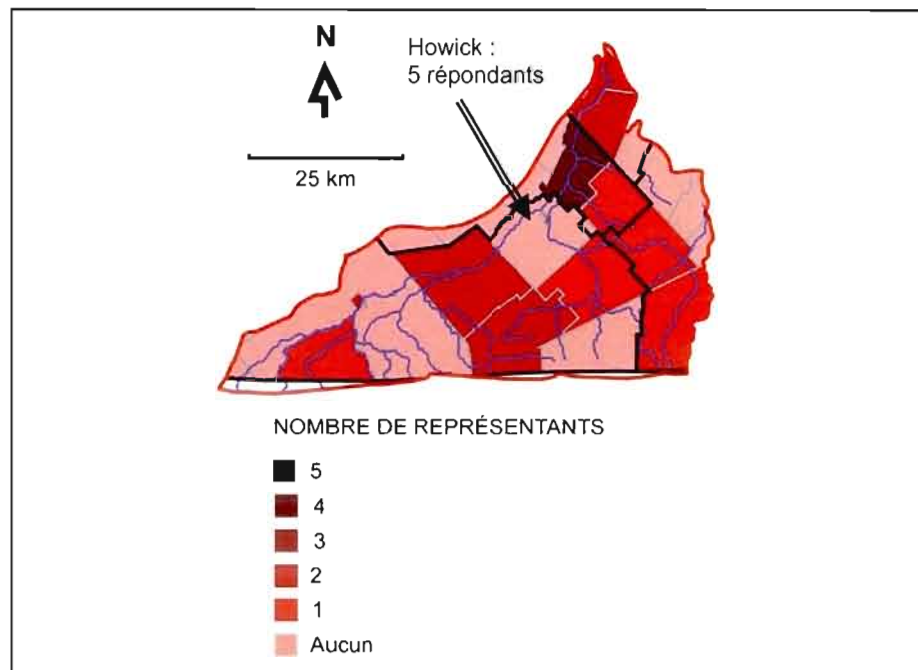
## CHAPITRE VIII

### RÉSULTATS D'ENTREVUES

#### 8.1 ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

D'emblée, il convient de rappeler des éléments méthodologiques importants. La présente recherche a nécessité la réalisation de 29 entrevues qui ont totalisé 35 heures d'entretien pour une durée moyenne de 72 minutes. L'ensemble des interviews a été réalisé entre le 14 décembre 2005 et le 8 février 2006 avec une pause de deux semaines durant la période des fêtes. Les rencontres semi-dirigées se sont déroulées sur le terrain, sauf pour un entretien téléphonique. Elles se sont toutes déroulées à l'intérieur de la zone d'étude, le bassin de la Châteauguay, à l'exception de trois entrevues menées auprès de fonctionnaires du gouvernement du Québec. De plus, treize répondants sont des femmes.

**Figure 8.1 :** Carte de la répartition des répondants



Pour la répartition géographique des participants à l'étude, tous habitent le bassin à l'exception de quatre personnes, dont trois fonctionnaires. Les résidents du bassin versant se répartissent entre l'ensemble des MRC du bassin versant et treize municipalités : Châteauguay (2), Elgin, Franklin (2), Hemmingford, Howick (5), Huntingdon (2), Mercier (2), Ormstown (2), Saint-Antoine-Abbé, Saint-Chysostome, Saint-Urbain-Premier, Sainte-Barbe, Sainte-Clotilde-de-la-Châteauguay, Sainte-Martine (4).

Il importe également de préciser que les entrevues ont été réalisées suite à une prise de contact avec le CA de la SCABRIC visant à présenter le projet de recherche. De plus, lors de cette première rencontre, les personnes présentes ont accepté de collaborer à l'étude et, dans les semaines suivantes, elles ont été individuellement approchées puis rencontrées. En effet, dans un premier temps, la priorité est allée aux rencontres avec les employés, les personnes invitées (observateurs) et les membres du CA. Pour la suite des entrevues auprès de membres, de bénévoles ou de personnes intéressées par le bassin de la Châteauguay, le choix des répondants s'est basé sur une liste de noms fournis par les membres du CA et les employés de la SCABRIC. De plus, les répondants ont été choisis sur une base aléatoire.

Suite à la collecte des données sur le terrain, le point de saturation a rapidement été atteint mais les entrevues se sont poursuivies pour atteindre 29 rencontres. L'analyse du corpus de données constitué de 230 pages de transcription d'entrevues n'a pas nécessité de codage mais la réalisation d'une matrice. Celle-ci, pour l'ensemble des paramètres, associe des mots-clés à chacun des participants. Cette matrice sert à créer une typologie pour classer les répondants et à la réalisation du sociogramme de la SCABRIC. La présentation des résultats tient compte de la structure du questionnaire de recherche. Chaque bloc ou thème est traité séparément dans le présent chapitre.

Enfin, il importe de préciser que dans la présentation des résultats et les discussions en découlant, les citations des répondants sont rédigées de façon à garantir l'anonymat des personnes rencontrées. Ensuite, un code est associé à chaque répondant. Il se compose d'une lettre – A, B, C, D, E, F – associée à l'un des types d'acteurs présentés dans le chapitre suivant et d'un numéro attribué aléatoirement.

## 8.2 RÔLE DES PARTICIPANTS

### 8.2.1 Fonction des participants

Le premier bloc développé dans le questionnaire de recherche soumis aux répondants aborde leur rôle à l'intérieur de la SCABRIC. Il vise à mettre en relief l'implication réelle des participants avec les aspects abordés précédemment dans le cadre formel.

D'abord, pour la fonction occupée par les répondants au sein de la SCABRIC, il y a trois employés, dont deux toujours en poste, quatre bénévoles (projet Outardes-Est et Canot d'Août) ou membres de l'organisation, deux représentants de groupes intéressés par le bassin versant oeuvrant à l'extérieur du comité de bassin, treize membres du CA, quatre représentants du monde municipal (MRC) et six personnes invitées sur le CA provenant principalement des ministères impliqués dans la GIEBV par bassin versant. Sauf exceptions, les personnes actives sur le comité exécutif de la SCABRIC ont été rencontrées.

De plus, treize répondants sont présents non seulement au sein de la SCABRIC, mais oeuvrent également en moyenne à l'intérieur de deux autres groupes environnementaux ou communautaires. Au total, les personnes interrogées permettent de tisser une toile englobant dix-sept groupes (ex. Comité ZIP du Haut-Saint-Laurent, Les Amis de la réserve nationale de faune du lac Saint-François, Groupe de l'eau de la Covey Hill, *River Watch*, Comité pour la protection de l'environnement d'Hemmingford, Comité de Réhabilitation de la Rivière Châteauguay, Comité de recyclage de Ormstown, Regroupement des citoyens pour la gestion de l'eau, Coalition Eau Secours, Scouts, Les amis du pont Turcot, Centre d'Intendance Écologique Latreille, *Tree Watch Canada* et Héritage Saint-Bernard) en excluant l'UPA et la SCABRIC.

Parmi les répondants, il y en a six qui étaient ou sont actuellement des élus municipaux. Ils viennent s'ajouter aux quatre représentants des MRC. Il y a également plusieurs répondants qui oeuvrent ou sont des retraités du secteur agricole, dont trois producteurs.

### 8.2.2 Aspects de l'implication

Les différents participants qui avaient à décrire les principaux aspects de leur rôle à l'intérieur de la SCABRIC n'ont pas décrit leurs tâches à l'exception des employés de l'organisation et de certains membres du CA. Les bénévoles ont davantage identifié des projets dans lesquels ils participent dont le Canot d'Août et le projet Outardes-Est. Pour la plupart des répondants, leur implication se limite aux rencontres du CA ou à la lecture des procès-verbaux et elle représente moins d'une heure par semaine. L'un des participants expliquait à ce sujet : «Je n'ai pas beaucoup de temps à consacrer à la SCABRIC car je suis trop sollicité. Je vais au CA et j'ai participé à deux réunions d'un sous-comité. Au total, je consacre trois heures par mois à la SCABRIC en incluant le transport» (E-5).

Il importe de souligner que les membres du CA ne se sentent pas ou peu liés à leur rôle, à l'exception de six répondants dont quatre du secteur municipal. En effet, les représentants sont présents par intérêts personnels – responsabilité sociale ou volonté d'aider – et n'ont pas été mandatés par un collège électoral ou leurs organismes (certains organismes, dont le CRRC, présents sur la CA sont inactifs depuis plusieurs années). Ils agissent sans aucune contrainte organisationnelle et sont libres de prendre les positions qu'ils désirent. D'ailleurs, un répondant résume bien la pensée générale : «Mon titre de représentant [...] n'oriente pas mon action sur le comité de bassin. Il s'agit strictement de considérations électorales. Le plus important est que l'OBV regroupe les personnes qui dénotent un intérêt dans la gestion de l'eau» (D-6).

Conséquemment, les répondants ont pour la plupart parlé des objectifs qu'ils visent par leur rôle dans l'organisation de bassin versant. Ceux-ci ont identifiés la mise en valeur, la protection ou l'amélioration des éléments suivants : qualité de l'eau (7), eau souterraine (6), environnement (6), sensibilisation / éducation (5), faune (5), tourisme (4), arbres (3), concertation / participation (3), récupération d'usages (3), santé publique (3), planification / intégration (2) et plusieurs autres éléments variés (ex. gestion interne, géographie, histoire, recyclage).

Il apparaît que la protection, l'amélioration et la mise en valeur de l'environnement sont au cœur de l'action des participants. Plusieurs s'inquiètent également de la dégradation de la qualité de l'eau étant contre la marchandisation de la ressource hydrique (captage d'eau) contre l'arrivée d'intégrateurs industriels, dont des éleveurs porcins. «Les développeurs qui englobent les intégrateurs porcins et les promoteurs immobiliers [...] veulent s'accaparer des milieux, notamment humides, et se mettent en opposition avec les intérêts de l'environnement» (F-5). Enfin, il faut souligner que le tiers des répondants s'intéresse aux activités touristiques et à la sensibilisation pour permettre à la SCABRIC de réaliser son mandat. Par exemple, au sujet de l'activité le Canot d'Août, selon un répondant, «il est important que les gens prennent conscience de la rivière par le loisir et s'impliquent par la suite» (A-1).

### 8.2.3 Évolution de l'implication

Les répondants de l'étude sont impliqués en moyenne dans des causes environnementales depuis près de treize ans. Aussi, il y a des personnes impliquées depuis moins d'un an et d'autres sont actives depuis plus de cinquante ans.

En moyenne, l'implication des répondants au sein de la SCABRIC est ancienne remontant à un peu plus de six ans. Près du tiers des répondants sont actifs depuis plus de dix ans. Aussi, en raison des échéances électorales et de considérations syndicales, les représentants municipaux et de l'UPA ont généralement une implication plus récente. Certains participants abordent le roulement causé par le remplacement de ces représentants qui obligent à recréer un langage commun entre les membres du CA. Un nouveau participant a mentionné : «J'ai eu de la difficulté à comprendre tout ce qui s'est dit à la dernière réunion» (E-4).

Avec l'adoption de la PNE en 2002, la question de l'évolution du rôle des participants a été posée aux répondants. Seul le quart des répondants a noté une évolution

dans leur travail au sein de la SCABRIC. Ces cinq répondants regroupent les employés de l'organisation et deux personnes actives sur le CA.

#### 8.2.4 Formation des participants

Il importe de souligner que les répondants occupent principalement des emplois professionnels et spécialisés nécessitant des études universitaires de premier et deuxième cycle. Les trois quarts des répondants sont très scolarisés.

#### 8.2.5 Implication des participants

Lorsque les répondants ont été invités à se prononcer sur les raisons à la base de leur implication dans la SCABRIC, une multitude de réponses ont été fournies.

Évidemment, les employés de l'organisation n'agissent pas uniquement par souci environnemental : «Premièrement, la SCABRIC, c'est un gagne-pain et, deuxièmement, c'est un emploi dans mon domaine» (A-1). Les fonctionnaires évoquent des raisons liées à leur mandat au sein de leur ministère respectif, dont servir de conseiller ou d'expert (2), répondre aux demandes de la population, faire du maillage entre les intervenants du bassin ou encore tenter d'arrimer les échelles de planification. Les représentants municipaux ou de l'UPA cherchent surtout à faire contrepoids (3) à une approche environnementale militante en présentant un point de vue différent. D'ailleurs, un représentant a affirmé : «Je suis là pour remettre les pendules à l'heure. J'interviens dès que l'agriculture est à l'ordre du jour et je participe à toutes les réunions possibles en fonction de mon horaire» (E-3). Ils privilégient la concertation.

Les répondants issus du CA, des bénévoles et des groupes intéressés à l'eau ont également mentionné les éléments suivants : lutte aux porcheries (5), action locale (3), eau souterraine (3), responsabilité individuelle (3), gestion / direction (2), éducation (2), qualité de l'eau (ex. Lagunes de Mercier) (2) et plusieurs autres (ex. faune, français, tourisme,



complexité, publicité). Les groupes externes et les bénévoles mettent de l'avant l'action locale en réponse à des projets et sont plus militants que les membres du CA.

#### 8.2.6 Gestion intégrée de l'eau par bassin versant

Les répondants ont été amenés à s'interroger sur les aspects négatifs ou difficiles et les aspects positifs ou motivants de la GIEBV.

D'emblée, l'ensemble des participants semblent trouver que la GIEBV souffre du manque d'appui gouvernemental. Unaniment, les participants ont répondu :

- «À cause du sous financement, ils doivent trouver des fonds pour réaliser des travaux. Pour survivre, ils font des projets ponctuels qui n'ont pas une portée intégrée. La recherche de projets mine la moitié de leur temps et de leurs ressources. D'ailleurs, pour la gouvernance et les tables de concertation, il ne reste pas beaucoup de temps» (A-2);
- «Depuis que la SCABRIC reçoit 65 000 \$ par année, c'est impossible d'aller chercher davantage. Tout est bloqué, on ne va pas loin avec ça!» (E-1);
- «Le postulat de base était d'offrir 65 000\$ au comité et que le milieu pourvoirait au reste. La balance n'est jamais venue car le milieu n'est pas riche. Il y a une réticence à financer un nouveau palier de décisions. La SCABRIC est devant une sorte de cul-de-sac» (F-5);
- «La SCABRIC flotte dans un vide éthéré. La structure actuelle qui englobe les municipalités, MRC et le gouvernement n'a pas été montée pour tenir compte des bassins versants. Où est la place de la SCABRIC là-dedans? Le comité de bassin ne se représente que lui-même d'où le besoin de prouver constamment sa légitimité» (F-3).

De plus, neuf répondants considèrent que l'absence de moyens financiers et de pouvoirs engendrent une grande précarité qui nuit à la mobilisation dans le milieu, au maintien de l'expertise et à l'arrivée de nouveaux bénévoles. À ce sujet, ils ont expliqué :

- «Jusqu'à maintenant ça n'a rien donné. Le gouvernement n'écoute pas l'organisme et il ne lui donne pas de pouvoir. C'est bien beau étudier, mais on n'avance pas. La SCABRIC est appelée à disparaître» (B-4).
- «Le financement de 65 000 \$ est largement insuffisant. Ils (la SCABRIC) doivent manger le vieil argent pour payer les dépenses courantes de l'organisme. De plus, le manque d'argent amène le manque de personnel et la perte d'expertise. Cette année, l'organisme a eu neuf employés et stagiaires et il n'en reste que deux» (A-3).

Selon les répondants, l'absence de pouvoirs empêche d'impliquer réellement les principaux utilisateurs et le monde municipal. L'incohérence et l'inertie gouvernementales ont aussi été mentionnées avec, par exemple, ce commentaire : «Les agriculteurs ne sont pas réellement responsables des pratiques actuelles. À cause du programme gouvernemental de stabilisation des revenus, les agriculteurs sont amenés à planter davantage de maïs aggravant les impacts de l'agriculture sur l'environnement. Il faut de bons leviers économiques pour assainir les pratiques» (F-4).

Dans le même ordre, les deux répondants qui ne participent pas au CA craignent la bureaucratisation et la politisation de l'OBV. Selon eux, «La SCABRIC est une succursale du MDDEP en raison de son financement. Le gouvernement a mis les membres du CA dans sa poche. Ils sont entrain de se faire avoir» (B-1). Cette préoccupation est présente aussi chez d'autres répondants dans une moindre mesure.

Plusieurs (5) soulignent que le contexte régional et politique nuit à GIEBV. Par exemple, un répondant a expliqué : «Les fonctionnaires aident les fonctionnaires et la population ne dénonce pas les mauvaises pratiques en raison d'un sentiment d'impuissance et pour préserver la paix entre voisins. Il y a une loi du silence» (B-2). Aussi, des allégations de conflits d'intérêt, de népotisme et de patronage ont été soulevées. Ce sont les personnes intéressées par le captage de l'eau à Franklin et Saint-Antoine-Abbé qui véhiculent ces préoccupations. En contrepartie, six participants, dont ceux issus du monde municipal, soulignent qu'ils ont de la difficulté, soit à s'exprimer ou à composer avec les préjugés ou

l'ignorance de certains. Par exemple, un représentant a fait la remarque suivante à propos d'un problème de pollution industrielle: «J'aimerais une approche moins agressive car l'usine emploie 300 personnes et donne un débouché aux agriculteurs. Il ne faut pas être plus catholique que le pape. Il ne faut pas faire fermer l'usine» (E-1). Ces commentaires visent principalement les participants ayant une approche militante.

Pour quatre répondants, la cohabitation entre les usagers vient compliquer la GIEBV. Les intérêts particuliers défendus par certains membres du CA et l'attitude des utilisateurs de l'eau sont des irritants pour plusieurs répondants. Enfin, plusieurs autres éléments nuisant à la mise en œuvre de la gestion par bassin ont été mentionnés dont la pollution, le tourisme et l'appartenance linguistique.

En plus des faiblesses ou entraves à l'implantation de la GIEBV, les répondants ont été questionnés sur ses aspects positifs. D'abord, l'intégration des différentes dimensions liées à l'eau et à l'environnement à long terme est l'aspect le plus mentionné (7). Les répondants soulignent également la concertation (5) entre les usagers de l'eau et la coopération (3) entre les différents intervenants intéressés à l'eau. Les acteurs à l'œuvre dans les secteurs municipal et agricole sont très sensibles à ces deux aspects.

Ensuite, les aspects mentionnés sont successivement la qualité de l'eau (3), la sensibilisation (3), le tourisme (2), la récupération d'usages (2) comme la baignade, l'implication citoyenne (1), les actions concrètes (1), l'accès à l'eau (1), l'adaptabilité aux changements climatiques (1), la réalisation d'apprentissage (1), la complexité (1) et le maillage entre groupes du milieu. Il apparaît que les participants ont des appréciations variées des aspects tant positifs que négatifs entourant la GIEBV.

#### 8.2.7 Bilan des activités de la SCABRIC

Lorsque les répondants ont été invités à se prononcer sur le bilan de la SCABRIC, neuf personnes ont mentionné les efforts consacrés à la sensibilisation de la population, des élus et des usagers de l'eau ainsi que les progrès dans l'évolution des mentalités. Ensuite, les

participants (8) expliquent que les principales réalisations sont les activités touristiques ou récréatives. La plupart retiennent le Canot d'Août comme exemple. Conséquemment, six acteurs relèvent que la notoriété, la visibilité et la reconnaissance de la SCABRIC se sont accrues dans le milieu en raison des efforts consentis aux activités récréatives et à la sensibilisation. Un répondant a mentionné : «Au début, ils ont eu à établir une permanence, un réseau de contacts et un suivi des dossiers. Maintenant, ils sont reconnus et c'est mieux rôdé» (A-2). Une personne mentionne aussi que le financement gouvernemental de 65 000 \$ a permis d'accroître la stabilité du comité de bassin.

Par la suite, six interviewés soulignent que la production de recherches et l'acquisition de connaissances font partie des principales réalisations de l'OBV. Plusieurs personnes soulignent les contributions des groupes de recherche comme Ouranos ou Hymap et d'institutions d'enseignement universitaires, dont McGill.

Pour les éléments positifs du bilan, deux personnes soulignent les efforts vers la réalisation d'un PDE pour la Châteauguay et pour la mise en place d'une concertation efficace basée sur le consensus. Enfin, un acteur rencontré évoque une progression dans la qualité de l'eau et un dernier se contente de dire que le travail de la SCABRIC est bon.

En contrepartie, il y a quatre acteurs qui croient que la SCABRIC n'a pas réussi à réaliser quoique ce soit ou sont incapables de se prononcer sur les réalisations de l'organisme, dont une personne impliquée depuis moins d'un an. Ensuite, les acteurs impliqués dans des groupes intéressés à l'eau soulignent le manque d'actions concrètes (3), dont l'absence de prise de position sur les enjeux environnementaux. À ce sujet, une répondante faisant du bénévolat a mentionné : «Je suis désolée de ne pas voir la SCABRIC s'impliquer dans les dossiers des porcheries. J'aimerais une prise de position claire» (C-1).

De plus, la politisation de l'OBV suite au financement gouvernemental, le manque d'implication municipale, l'absence de délégation de responsabilités, dont l'organisation d'événements touristiques et la trop grande emphase mise sur les activités ludiques visant à accroître la visibilité de la SCABRIC sont respectivement mentionnés par une des personnes

rencontrées. Au sujet des activités récréatives, un participant a affirmé : «Il y a trop d'importance mise sur la visibilité. Le Canot d'Août prend trop d'efforts et d'argent. Il y a plus urgent à faire. Il est aberrant qu'on en soit encore-là. Pour ces raisons, je ne participerai pas à la prochaine édition du Canot d'Août. La visibilité devrait être confiée à un autre organisme. La SCABRIC ne devrait pas s'isoler dans l'espace public» (C-3).

#### 8.2.8 Perspectives d'avenir des participants

Les répondants ont des visions très diversifiées en ce qui concerne les perspectives d'avenir de la SCABRIC. Trois répondants s'inquiètent de la politisation et bureaucratisation de l'organisme advenant une hausse du financement gouvernemental. Trois autres pensent que la reconnaissance juridique des OBV va être accrue et deux participants croient que le territoire du bassin et le financement seront augmentés. Au sujet de la précarité, deux interviewés mentionnent qu'elle va diminuer et autant s'attendent à la voir augmenter.

Ensuite, deux personnes refusent de se prononcer sur le futur du comité, deux autres s'attendent à la poursuite des études en l'absence de gestes concrets de la part de l'OBV et une autre croit à la disparition de la SCABRIC. Aussi, deux acteurs s'attendent à la poursuite de la caractérisation du bassin et du PDE. L'absence de changement est soulignée par un seul des répondants.

Finalement, les réponses suivantes ont été mentionnées à une seule reprise par les participants : développement ou augmentation de l'implication citoyenne, de la coordination entre les intervenants du bassin, des loisirs, de la notoriété de la SCABRIC, de la directivité du CA, de la collaboration entre les intervenants, de la surveillance environnementale, du contrôle des niveaux et débits d'eau, de l'opposition à la marchandisation et de l'agriculture éthique.

### 8.3 OBJECTIFS DES PARTICIPANTS

#### 8.3.1 Objectifs à atteindre

Cette section vise à établir les objectifs que peuvent poursuivre les acteurs impliqués dans la SCABRIC. Ces objectifs seraient à la base des stratégies des participants dans leurs relations avec les autres répondants impliqués dans la GIEBV de la Châteauguay. De plus, les interviewés ont été appelés à dissocier leurs objectifs personnels de ceux de la SCABRIC et des organismes auxquels ils sont rattachés ou qu'ils représentent au CA.

Les participants justifient leur implication dans la SCABRIC par des objectifs personnels diversifiés. Parmi les éléments mentionnés à plus d'une reprise par les répondants, on retrouve des intérêts envers la protection de l'environnement (8), la sensibilisation et l'éducation (6), l'opposition à la marchandisation de l'eau, la récupération d'usages de l'eau (ex. baignade) (3), l'implantation de bons aménagements riverains (2) et la réalisation d'apprentissages (2). D'autre part, les dix autres éléments évoqués par les répondants reprennent des objectifs allant de la protection des boisés au développement du tourisme.

Pareillement, les répondants attribuent une multitude d'objectifs à la SCABRIC parfois en contradiction. C'est la sensibilisation (7), la protection et l'amélioration de la qualité de l'eau (6) et la concertation (6) qui sont les éléments retenus par la majorité des répondants. Certains ont évoqué que le manque de moyens financiers et l'absence de pouvoirs légaux empêchent de réaliser des actions concrètes et que l'organisme doit se limiter à la sensibilisation et la concertation. Lors des entrevues, les autres éléments ayant ressorti englobent la protection de l'environnement, la coordination des intervenants du bassin, la cohabitation entre usagers, l'intégration, l'acquisition de connaissances, la lutte aux pollueurs, etc.

Enfin, il est très intéressant d'interroger les participants sur leur appartenance à des groupes et sur les objectifs défendus par eux. Plus du tiers des répondants n'appartiennent pas

un organisme ou sont incapables de nommer les objectifs de leur groupe d'attache. Souvent, les participants agissant comme représentants, près de la moitié, ne se sentent pas liés aux objectifs de leurs groupes, car ils sont présents sur une base individuelle et n'ont pas à se rapporter. Ils ne se sentent pas liés par un mandat précis et se trouvent à occuper un poste sur le CA de la SCABRIC qui n'est pas convoité par d'autres. D'ailleurs, lorsqu'un élu municipal a été interrogé sur le sujet, il a expliqué : «Les gens de la MRC ne sont pas intéressés par l'eau et j'étais la seule personne à vouloir aller sur le CA de la SCABRIC» (B-2). Ou encore, il est opportun de rapporter certains propos additionnels : «il n'y a pas d'arrimage entre mon organisme et la SCABRIC (D-5)»; «il n'y a pas de lien avec mon organisme, mon implication est à 100 % personnelle (D-6)»; «je ne me vois pas de mission particulière (D-2)». Alors, les objectifs exprimés par les répondants englobent une grande variété de sujets allant de la sécurité publique, à lutte aux porcherics et à la sauvegarde du patrimoine, etc.

### 8.3.2 Efficacité d'action et fonctionnement de la SCABRIC

Par la suite, pour évaluer les ressources à la disposition des acteurs et de la SCABRIC, les répondants ont été invités à se prononcer sur les ressources qui leur font défaut et qui pourraient accroître l'efficacité de leur action. Une question identique a également été adressée pour les actions posées par la SCABRIC pour mieux comprendre leurs attentes.

Sur le plan personnel, c'est la précarité de l'organisme qui est la plus régulièrement pointée du doigt par les répondants (8) suivie par le manque de connaissances (6) et de temps (5). Les participants sont des bénévoles et ont de la difficulté à combiner leurs activités personnelles et leur présence aux réunions et activités de la SCABRIC. Un participant va jusqu'à proposer : «Je pense qu'il faut payer les participants comme le sont les conseillers municipaux. Minimale, la SCABRIC pourrait payer pour les frais de déplacement» (D-5). Aussi, ils ne sont pas des experts en environnement et ont de la difficulté à aborder certains enjeux; c'est le cas des nouveaux participants au CA. La précarité est une source de découragement et de démobilité pour les répondants. Ensuite, il faut mentionner que les

fonctionnaires gouvernementaux se distinguent en raison de contraintes hiérarchiques et budgétaires qui les amènent à agir en catimini, de façon informelle. Un répondant a mentionné : «Pour accroître mon efficacité, j'agis sans le dire. Il faut jouer à la cachette pour s'impliquer auprès des comités de bassin» (F-1). Aussi, les employés et les bénévoles souffrent du manque de support lié à la précarité.

Pour augmenter l'efficacité des actions de la SCABRIC, treize répondants identifient la situation précaire de l'OBV qui amène aussi deux répondants à regretter le manque d'expertise. Les répondants soulignent aussi plusieurs autres éléments comme la faible participation publique, l'importance d'aller davantage sensibiliser les écoliers, une meilleure utilisation du financement, etc. Enfin, sauf deux répondants incapables d'identifier des contraintes nuisant à l'efficacité d'action de la SCABRIC, tous s'entendent pour dire que des changements sont souhaitables, surtout en relation avec le financement.

Finalement, lorsque les participants ont eu à réfléchir sur les changements à apporter au fonctionnement de la SCABRIC pour accroître son efficacité, quinze répondants ont refusé ou n'ont pu répondre et six étaient satisfaits du fonctionnement actuel. Seules quatre personnes interrogées ont abordé la précarité et respectivement une seule le vieillissement des participants ou le manque de relève, la rémunération des membres du CA, la faiblesse de la mobilisation et les efforts trop importants mis sur le tourisme au dépend de l'environnement.

### 8.3.3 Perspectives d'avenir

Afin de déterminer l'attitude des participants par rapport à leur implication et à leurs objectifs, ils ont été amenés à se prononcer sur leurs regrets ou leur insatisfaction par rapport à leur implication passée. Aussi, ils ont été également questionnés sur leur participation future en rapport avec le bassin versant de la rivière Châteauguay.

Les trois quarts des répondants (22) n'ont pas exprimé de regret face à leur implication passée ou ont une implication trop récente ou trop limitée pour en ressentir. Sept



autres répondants ont surtout évoqué les problèmes de financement et changement de locaux répétés de la SCABRIC.

À moyen ou à long terme, la majorité des répondants (19) vont continuer leur implication sans aucun changement. Seules quatre personnes interrogées pensent arrêter de travailler ou de s'impliquer dans la GIEBV de la Châteauguay pour des raisons variées comme un retour aux études ou un déménagement. Pareillement, trois participants à l'étude soulignent l'importance d'aller chercher de la relève notamment en raison du vieillissement des membres de la SCABRIC. Enfin, deux personnes pensent revenir s'impliquer activement dans l'OBV et une dernière à augmenter le temps qu'elle consacre à la gestion par bassin.

## 8.4 RELATIONS ENTRE ACTEURS

### 8.4.1 Relations entre les acteurs

Ce bloc du questionnaire de recherche vise à tracer les contours du système d'action concret présent à la SCABRIC en mettant les acteurs en relation. Ensuite, les personnes interrogées ont été invitées à se prononcer sur les relations individuelles qu'ils entretiennent avec des individus et des groupes dans le cadre de leur implication dans la GIEBV de la rivière Châteauguay.

Lorsqu'il a été question des relations positives qu'entretiennent les participants entre eux, c'est-à-dire, les relations qu'ils jugent les plus utiles ou qu'ils apprécient le plus, ceux-ci ont été incapables ou ont eu de la difficulté à identifier des personnes ou des groupes. La plupart n'entretiennent pas de rapport avec les intervenants impliqués dans le bassin versant et les autres membres de la SCABRIC. Un répondant résume la situation ainsi : «Je collabore avec l'ensemble des membres du CA, mais je travaille avec personne en particulier. On n'est pas là pour se nuire. Aussi, il ne se passe pas grand-chose à l'extérieur de la SCABRIC. Pour les jeux d'alliances, il n'y a rien de tout ça» (E-3). En effet, des participants soulignent l'absence de contacts entre les membres du CA en dehors des réunions. Malgré une bonne entente entre les participants, seuls trois répondants mentionnent des relations d'amitié.

Conséquemment, les répondants ont été appelés à se prononcer sur les personnes avec lesquelles ils avaient des relations occasionnelles dans le cadre de leur implication avec la SCABRIC (ex. pour obtenir de l'information). Près de la moitié des répondants (13) ont des contacts avec les employés de l'OBV, dont les employés entre eux. Ensuite, les répondants évoquent des collaborations avec le CA (7) ou l'ensemble des parties prenantes de la Châteauguay (2). Ensuite, les participants ont des relations avec le président de la SCABRIC (4), différents groupes environnementaux ou communautaires (4), des organismes gouvernementaux (4), le monde agricole (4), les municipalités et MRC (3), les entreprises (2) et autres. Il faut souligner que les citoyens, les bénévoles ont été respectivement mentionnés à une seule reprise. Enfin, la relation avec les employés et le président est importante pour les bénévoles et les membres de la SCABRIC qui ne sont pas présents sur le CA. Un acteur interrogé a même affirmé : «La SCABRIC, c'est M. Bourdon. Point à la ligne!» (E-1).

D'autre part, les participants ont dû identifier les acteurs avec lesquels ils entretenaient des rapports difficiles ou conflictuels. Les deux tiers des répondants n'ont pas pu ou ont été incapables de mentionner de telles relations. Les dix autres interviewés n'ont pas répondu à la question préférant indiquer les groupes avec lesquels la SCABRIC entretient des relations tendues. Ils ont premièrement identifié la MRC des Jardins-de-Napierville, la ville de Mercier et certains utilisateurs de la ressource hydrique : secteurs agricoles (4), industriels (4) et municipal (3). Deux répondants ont respectivement identifié le groupe Règleau en raison de son attitude et le gouvernement pour son manque d'appui ou de cohérence dans ses politiques sectorielles.

Dans chaque cas, pour un répondant, les relations sont difficiles avec les employés de la SCABRIC, les individus, les élus et l'OBV en lui-même. Au sujet des employés, un des répondants a souligné : «Les employés ont plus de pouvoirs que nous. Ils font ce qu'ils veulent. Il y a une sous-utilisation des compétences du CA» (D-5).

Finalement, comme l'a mentionné un répondant, «il y a plusieurs citoyens, surtout des villégiateurs qui ont l'épiderme sensible, sont contre les agriculteurs. En effet, les

propriétaires de chalet veulent pouvoir bénéficier d'une bonne qualité de l'eau et jouir de la paix. Les résidents n'ont pas la même relation avec le territoire» (F-4).

#### 8.4.2 Partenaires de la SCABRIC et réalisation des PDE

Ensuite, les participants ont été appelés à se prononcer sur les partenariats importants pour la SCABRIC. D'abord, pour la majorité (16), ce sont les organismes communautaires et environnementaux (ex. Règleau, scoutisme, Héritage Saint-Bernard) qui sont les principaux partenaires suivis par les MRC et municipalités (9) et les gouvernements (8). Les répondants mentionnent les citoyens (4), les agriculteurs (4), les groupes de recherche (2) et l'ensemble des OBV du Québec (2). Parmi les partenaires de la SCABRIC, les bénévoles, les employés et les entreprises ne sont mentionnés qu'à une seule reprise par les répondants. Enfin, six personnes étaient incapables ou ne voyaient pas de partenariat possible pour la SCABRIC.

De plus, les personnes rencontrées ont eu à identifier les relations utiles et difficiles dans la réalisation des PDE et leur implantation. Premièrement, la majorité des répondants ignorent ou n'ont pas une bonne compréhension des plans à réaliser. Neuf personnes n'ont pu identifier de partenaires et seize n'ont pu identifier de relations conflictuelles. Il faut souligner que les bénévoles, les groupes externes et les nouveaux participants du CA ne connaissent pas le concept de PDE.

Toujours en relation avec les plans directeurs, les répondants identifient les partenaires suivants : monde municipal (7), secteur agricole (6), population du bassin versant (5), les organismes communautaires et environnementaux (3), les élus (3), les entreprises (2), les autres organismes de bassin versant (2) et autres. En contrepartie, les participants ont identifié les relations difficiles suivantes : municipalités (5), secteur agricole (5), industries (5), pollueurs (ex. intégrateurs porcins) (3), le gouvernement (2) et les villégiateurs (1).

## 8.5 REPRÉSENTATIVITÉ

### 8.5.1 Usages de l'eau

Dans l'objectif de mieux comprendre les jeux d'alliances et les relations de pouvoir et pour connaître les sentiments des personnes impliquées dans la GIEBV de la Châteauguay, les répondants ont été interrogés sur la représentativité du CA pour refléter les principaux usages de l'eau et l'ensemble du territoire.

Dans un premier temps, cinq répondants n'ont pas été capables d'identifier des catégories d'usagers ou des groupes qui soient trop ou très peu représentés au sein de la SCABRIC.

La majorité des participants ont surtout identifié des groupes et des usages sous représentés. Les secteurs économiques, qui englobent le commerce et l'industrie, sont les plus souvent mentionnés par les participants (13) suivi par le monde agricole (4), le secteur touristique (4), le monde municipal (4), les citoyens (3), le gouvernement (3), etc. L'absence des Américains est aussi mentionnée par plusieurs des répondants. À ce sujet, un participant a fourni l'explication suivante: «Au début, la SCABRIC avait des relations avec les gens de l'État de New York. [...] Ils avaient des contacts avec les groupes activistes et les autorités locales. Avec le temps, cette relation a perdu de son importance et il ne reste qu'un petit lien. Comme ils reçoivent de l'argent du Québec, l'intérêt est avant tout québécois. De plus, la qualité de l'eau est bonne au sud» (D-5).

En contrepartie, sept répondants ont expliqué que les mondes agricole (5) et municipal (2) sont adéquatement représentés.

Enfin, la plupart des participants insistent pour souligner que la représentation est tout de même bonne au sein du CA qui fonctionne facilement de façon consensuelle.

### 8.5.2 Répartition géographique des représentants

Lorsque les participants ont été interrogés sur la représentation des différents secteurs du bassin de la Châteauguay, les perceptions des participants étaient très diversifiées et parfois en opposition.

Les participants pour la plupart trouvent que la MRC du Haut-Saint-Laurent est très bien représentée et cinq participants insistent davantage sur la forte représentation sur le CA de cette région particulièrement en bordure des rivières aux Anglais et Châteauguay. Il faut souligner que certains participants évoquent la proximité de la rivière comme un facteur favorisant l'implication des gens au sein de la SCABRIC. En effet, des répondants ont mentionné :

- «Les acteurs de la MRC de Beauharnois-Salaberry et des gens d'Hemmingford ne sont pas assez présents. Ils sont trop loin de la rivière» (D-1);
- «Le cœur du bassin est-là mais pas le reste. Ils n'en ressentent pas le besoin et il y a la distance. Les déplacements sont trop longs» (E-3);
- «Pour les différents secteurs, ils ne sont pas tous représentés. Les acteurs sont collés aux berges des cours d'eau. L'animation suit le circuit principal de la rivière et bifurque dans certains bras de rivière. Ça se limite à la vallée riveraine» (D-2).

Aussi, plusieurs soulignent que la SCABRIC a été fondée par des militants environnementaux du Haut-Saint-Laurent et qu'ils sont toujours actifs. À ce sujet, un participant a émis le commentaire suivant : «La SCABRIC est la clique de M. Bourdon qui ne veut pas laisser aller son bébé. Ce sont les mêmes personnes depuis le début. [...] Ils ont de la difficulté à aller chercher des gens qui ne pensent pas comme eux» (D-3).

Ensuite, quatre personnes sont satisfaites de la présence des représentants issus de la MRC du Roussillon en milieu urbain et trois personnes sont satisfaites de l'implication de la MRC de Beauharnois-Salaberry par la présence de la municipalité de Sainte-Martine au CA. Pour trois des répondants, le secteur de Franklin est également très actif dans le bassin.

En opposition, plusieurs représentants trouvent que des secteurs du bassin sont sous représentés au sein de la SCABRIC. D'abord, la MRC des Jardins-de-Napierville est évoquée par douze répondants. Ceux-ci expliquent cette situation par un manque d'intérêt de cette région en raison de la place prépondérante de la production maraîchère, d'une dynamique locale orientée vers Napierville et par la présence d'un sous-bassin, le ruisseau Norton, qui reprend le contour de la MRC.

Par la suite, huit répondants mentionnent que la MRC du Roussillon est peu présente en raison de préoccupations différentes et de sa nature urbaine. Les autres secteurs sous représentés englobent : la réserve indienne de Kahnawake (4), la zone frontière (3), la partie américaine du bassin (3), les franges du bassin (2) et la MRC de Beauharnois-Salaberry (1). Au sujet de la ville de Châteauguay, un représentant a amené les éléments suivants :

- «À Châteauguay, il y a de l'intérêt pour la rivière. Cependant, l'organisme est plus actif en amont du bassin. L'angle écotouristique de la SCABRIC les éloigne car ils n'ont pas de potentiel à mettre en valeur à Châteauguay» (E-4);
- «À Châteauguay, ils préfèrent que les gens à la source réagissent. Ils vont agir par eux-mêmes avec leurs études. Ils n'ont pas de volonté de bouger à la place du reste du bassin. [...] La SCABRIC n'a pas de notoriété à Châteauguay. Ils ne sont pas là» (E-4).

D'un autre côté, le comité est évidemment à prédominance francophone et les réunions et les activités se déroulent en français. Les participants anglophones ont été interrogées sur la représentation de leur communauté linguistique et sont tous satisfaits du rôle joué et de la participation des anglophones. Un des participants associés à la communauté anglophone explique à ce sujet : «La communauté anglophone est bien représentée. Évidemment, les *meetings* sont français, mais la participation est bonne, sauf à l'assemblée générale».

Enfin, huit personnes n'ont pas d'opinion sur la représentation spatiale du CA dont les fonctionnaires gouvernementaux agissant comme invités sur le CA.

### 8.5.3 Évaluation de la représentativité

Suite à leur expérience au sein de la SCABRIC, les participants ont eu à se prononcer en évaluant la représentativité et le processus participatif présent au sein de l'OBV. Parmi les répondants, treize puis quatre autres personnes trouvent respectivement le processus satisfaisant ou n'ont pas voulu émettre leur opinion.

Les autres répondants soulignent que le processus participatif et la représentation au sein de la SCABRIC souffrent d'un manque de mobilisation dans le milieu (4), de notoriété (2), de support (2), de transparence (1) et d'actions (1) et du mauvais choix de représentants (2). Un représentant se contente de mentionner que le processus participatif est simplement mauvais. Il faut souligner que plusieurs participants ont évoqué que les membres du CA sont sélectionnés par l'organisme dans le but d'obtenir des consensus et que la SCABRIC s'oppose par exemple à la présence de représentants de l'industrie. Certains trouvent que l'organisme travaille en cercle fermé. Les explications suivantes ont été avancées à différents moments lors des rencontres:

- «La SCABRIC ne veut pas de pollueurs sur son CA. Le CA ne veut rien savoir d'eux. Aussi, est-ce que les industriels ont vraiment la volonté de s'impliquer dans la gestion par bassin» (E-5);
- «Il faut aller à la rencontre des gens qui ne sont pas encore montés à bord. Cependant, il ne faut pas faire embarquer trop de nouvelles personnes, car il y a une balance assez fine à maintenir entre l'environnement et les autres participants» (A-1);
- «Les nouveaux venus devraient être là pour représenter leur industrie ou population. Je suis contre les gens qui viennent défendre leurs intérêts personnels» (E-3).

Enfin, les acteurs ont eu à évaluer leur capacité à s'exprimer et faire valoir leur point de vue au sein de la SCABRIC. D'abord, sept personnes n'ont pas eu à faire valoir leur

opinion et ne veulent pas se prononcer. Ensuite, la majorité des participants (20) sont satisfaits de leur possibilité de s'exprimer librement et seuls deux répondants sont mécontents. En effet, ils soulignent qu'ils ont l'impression de participer à un dialogue de sourds quand ils défendent des positions qui divergent de celles de la majorité.

## 8.6 ADAPTABILITÉ AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### 8.6.1 Impacts des changements climatiques

Pour déterminer les vulnérabilités aux changements climatiques présentes dans le bassin versant de la Châteauguay, les répondants ont été successivement invités à se prononcer sur les impacts, leur portée et leurs conséquences et sur le rôle de la SCABRIC. En se prononçant sur les impacts du réchauffement du climat sur le bassin, les participants expriment leurs préoccupations face à cette problématique complexe.

D'emblée, les participants issus du monde municipal n'avaient pas entamé une réflexion sur les changements climatiques et ont eu de la difficulté à identifier des impacts possibles. Les groupes intéressés par la gestion de la Châteauguay ont également une vision sectorielle et se préoccupent d'un seul aspect (ex. eaux souterraines). Les participants ayant une expertise scientifique ou des connaissances en environnement arrivent à identifier davantage d'impacts potentiels du réchauffement climatique.

La majorité des personnes interviewées (17) évoquent des impacts liés aux niveaux d'eau avec une hausse de la sévérité des inondations et des étiages. L'accroissement de la récurrence des sécheresses et de la pollution des eaux souterraines et de surface a été mentionné par neuf répondants. Sept personnes évoquent aussi la préservation des stocks d'eau souterraine en raison d'une diminution de la recharge et affirment que l'approvisionnement en eau potable est menacé. Ensuite, cinq répondants mentionnent respectivement des impacts liés entre eux soit des pluies fortes plus fréquentes et une érosion accrue du sol. Aussi, les autres impacts mentionnés sont les suivants : stress accru sur la faune aquatique (3), verglas (2), températures extrêmes (2), prolifération d'espèces



envahissantes (1) et dégel (1). Finalement, cinq personnes ne peuvent mentionner d'impacts pour ne pas véhiculer d'information erronée ou bien ils n'ont pas réfléchi à la question.

Quand on interroge les participants sur les usagers de l'eau qui seront affectés, les interviewés répondent à 75% (22) que les agriculteurs seront les plus touchés, avec les pomiculteurs et les maraîchers en tête. Les pomiculteurs sont plus sensibles car «ils ont beaucoup investi pour se doter de pommiers nains qui en contrepartie ont besoin d'être arrosés» (B-1).

Les gens évoquent aussi le secteur industriel (6), dont les embouteilleurs et les transformateurs agroalimentaires, les municipalités (5) qui gèrent des infrastructures et le développement du territoire, le secteur touristique (4), les riverains (3) et la population en général (3). Seulement quatre personnes n'ont pas mentionné d'usages affectés par les changements climatiques. Il faut souligner que des participants voient également des impacts positifs pour l'agriculture ou le tourisme dû à des températures plus chaudes. Par exemple, un participant a souligné que «il pourrait y avoir des impacts positifs pour le maïs [et] que des automnes plus longs pourraient favoriser l'agrotourisme» (C-3).

Finalement, les répondants furent interrogés sur les secteurs ou portions du bassin versant qui étaient les plus sensibles aux impacts identifiés précédemment. D'abord, dix-huit ont été incapables d'identifier une zone particulière. Ensuite, douze personnes rencontrées ont indiqué que la vallée de la Châteauguay est vulnérable aux inondations dans la MRC du Haut-Saint-Laurent, plus précisément dans les municipalités de Châteauguay, d'Huntingdon, d'Ormstown et d'Elgin. Pour les eaux souterraines, le secteur de la Covey Hill (4) est le plus sensible en raison du captage de l'eau par les agriculteurs et l'industrie. Selon quatre répondants, la MRC des Jardins-de-Napierville et le ruisseau Norton sont vulnérables en raison de la présence de terres noires et de producteurs maraîchers. Enfin, le secteur amont en raison de la présence de salmonidés et les secteurs déboisés sont identifiés par deux répondants.

### 8.6.2 Rôles de la SCABRIC et autres considérations

L'attitude à l'égard de la SCABRIC et l'importance accordée à l'adaptabilité aux changements climatiques permettent de caractériser les enjeux liés au climat. D'abord, il y a dix répondants qui ne voient aucun rôle à la SCABRIC, évoquant son impuissance à enrayer les changements climatiques qui ont une portée globale ou en mentionnant son manque de ressources financière, technique et humaine.

De plus, les participants ne voient pas de rôle actif à l'organisme qui doit surtout se concentrer sur la sensibilisation (6), le développement des connaissances (7) notamment en diffusant l'information et en supportant la recherche et la collaboration avec les autres groupes intéressés par les changements climatiques. Un répondant a émis le commentaire suivant : «Pour les changements climatiques, le rôle de la SCABRIC est de faire de la sensibilisation. Il souligne le travail fait avec Ouranos et d'autres groupes. La SCABRIC a aussi le rôle général de coordonner et concerter le travail des divers intervenants» (B-1). La surveillance des impacts des changements climatiques et la réalisation d'actions concrètes (ex. plantation d'arbres) sont amenées par respectivement trois participants. Enfin, un acteur insiste sur l'importance de la planification du territoire pour prévenir les impacts des changements climatiques.

Quoique les répondants n'aient pas été questionnés directement sur les causes augmentant la vulnérabilité du bassin aux changements climatiques et les solutions à apporter, certains ont tout de même abordé ces deux dimensions.

Parmi les causes accentuant les impacts du réchauffement climatique et la vulnérabilité du bassin, trois acteurs expliquent que les pressions de l'urbanisation et de l'agriculture entraînent la disparition des boisés et des milieux humides affectant par le fait même la qualité de l'eau et l'occurrence des inondations. Ensuite, selon un répondant, l'agriculture affecte l'environnement notamment en favorisant l'érosion et en menaçant la qualité de l'eau. Enfin, un dernier participant s'inquiète des activités des entreprises qui captent les eaux souterraines et menacent les stocks d'eau.

Si l'on considère les solutions à apporter afin de réduire la vulnérabilité du milieu, quatre personnes soulignent l'importance de protéger et/ou de recréer des milieux forestiers et humides. Ensuite, la gestion des niveaux et des débits, la création de zone de rétention ou tampon, un meilleur découpage des zones inondables sont respectivement amenés par une des personnes interrogées. Il y a aussi deux participants qui misent sur la sensibilisation de la population.

Finalement, huit répondants soulignent que la SCABRIC doit s'associer aux groupes ou instituts de recherche et aux universités pour mieux comprendre les changements climatiques. Aucun autre partenaire n'est identifié.

## CHAPITRE IX

### CATÉGORISATION DES ACTEURS ET REPRÉSENTATION DU SYSTÈME D'ACTION CONCRET

#### 9.1 CATÉGORISATION DES ACTEURS

##### 9.1.1 Catégories basées sur la fonction, le rôle et les objectifs des participants

Suite à la présentation des réponses fournies par les participants de la recherche, il importe d'essayer de créer une typologie d'acteurs pour permettre de généraliser les résultats et de faire des comparaisons entre les groupes (tableau 9.1, 121-122). Celles-ci permettront d'analyser plus en détail les résultats dans le chapitre suivant.

Les résultats sont analysés en fonction des thématiques ou blocs développés dans le questionnaire de recherche. D'abord, l'analyse porte sur les trois premiers blocs abordant la fonction, la philosophie du rôle et les objectifs des différents répondants. L'utilisation de ces thèmes permet d'élaborer à des fins de comparaison plusieurs catégories ou types d'acteurs qui viennent compléter la compréhension du cadre formel de l'organisme.

D'emblée, il existe plusieurs formes de participation dans un organisme – sympathisant, base, militant, bénévole, noyau dur et permanent (Fortin, 1991) – qui additionnées au cadre formel, établi à partir de la charte de la SCABRIC, suggèrent la création de quatre à cinq regroupements d'acteurs. Ces catégories basées sur les rôles des participants se répartissent entre les membres de l'organisme (base, bénévoles et militants), les membres du CA (noyau dur), les employés (permanents) et les autres groupes ou personnes intéressées par le bassin de la Châteauguay (sympathisants). Le cadre permet également de scinder à des fins de comparaison les membres du CA pour créer un regroupement correspondant au comité exécutif de l'organisme. Évidemment, la répartition

entre les différents collèges électoraux pourrait aussi servir de base à la comparaison mais elle entraînerait une multiplication inutile du nombre possible de types d'acteurs.

Alors, suite à la lecture des résultats, il apparaît que les répondants n'ont pas dissocié dans leurs réponses leurs objectifs, qu'ils soient liés à la représentation d'un groupe, d'une municipalité ou d'un ministère ou personnels, de leur implication concrète dans la SCABRIC. D'ailleurs, la plupart des répondants accordent peu ou pas d'importance à leur fonction formelle et expliquent, lorsque questionnés sur ces deux thèmes, la nature de leur implication et le mandat qu'ils s'attribuent en fonction de leurs objectifs ou du mandat qu'ils se sont eux-mêmes donnés. Ce sont les différences entre les objectifs poursuivis par chacun des répondants et, conséquemment, entre les rôles des participants qui viennent bonifier le regroupement des acteurs à l'intérieur de plusieurs catégories.

Un groupe se distingue de tous les autres en raison de la nature de sa fonction et de son implication dans l'organisme. Les employés de la SCABRIC sont rémunérés et consacrent considérablement plus de temps que les autres participants à l'organisation. La nature diversifiée de leurs tâches les amène à entrer en relation avec la majorité des intervenants du milieu et à œuvrer dans l'ensemble des dimensions liées à l'activité de l'OBV. D'ailleurs, ceux-ci ont des objectifs variés qui recourent malgré des préférences personnelles l'ensemble des mandats de l'organisme auxquels ils adhèrent. Leur expérience et leur expertise dictent la nature de leurs tâches au sein de l'association.

À ce type d'acteurs, il est aussi possible de rattacher le président de l'organisme qui, malgré l'absence d'une rémunération, est impliqué dans la gestion courante de l'OBV et joue le rôle de porte-parole. D'ailleurs, aux yeux de la majorité des participants, le président agit comme responsable local<sup>1</sup> de l'organisation. Comme les employés, il détient une expérience importante et un réseau de contact important. Aussi, lorsque questionnés sur leurs relations,

---

<sup>1</sup> «Le responsable local de l'association est l'interlocuteur représentatif des bénévoles. Il a un double enjeu à tenir car il doit créer de la cohérence entre les différents environnements de l'association et s'assurer une moindre susceptibilité des bénévoles car leur départ remet en cause l'association elle-même [...]» (Renault-Tesson, 2000, p. 14).

les répondants soulignent le rôle prépondérant des employés et du président dans la transmission de l'information et la réalisation des travaux de l'organisme.

Ce faisant, il est suggéré d'employer l'expression «acteurs pivots» pour désigner cette première catégorie qui se distingue nettement de toutes les autres en raison du dévouement ou de l'implication soutenue des acteurs qui la composent.

Ensuite, les membres du CA peuvent sembler constituer une seule catégorie mais il convient de les partager en deux groupes : participants représentatifs et participants citoyens. Avant de poursuivre, il faut souligner que l'appartenance de certains membres du CA au comité exécutif n'affecte pas leurs objectifs, leur rôle ou leur implication. De plus, à des fins de catégorisation, les fonctionnaires agissant comme personnes invitées ne sont pas considérés comme des membres du CA.

La différenciation entre les deux types d'acteurs provient de la perception qu'ont les répondants de leur rôle et qui interfère également sur leurs objectifs. En effet, l'ensemble des membres du CA sont élus par des collèges électoraux et, selon le cadre formel, représentent les usagers et les groupes intéressés par l'eau, en incluant le secteur municipal. Cependant, les résultats ont démontré que la majorité des répondants se représentent eux-mêmes (simples citoyens) et ne sont aucunement imputables (ex. certains collèges électoraux ne comptent que très peu de membres).

Cette différence entraîne la création d'une catégorie réunissant les membres du CA ayant un rôle de représentant (participants représentatifs). Ces acteurs intègrent en partie ou en totalité les objectifs de leurs groupes et cherchent à agir comme contrepoids sur le CA. Ils déplorent les approches militantes et préfèrent la sensibilisation, l'éducation et la concertation. Ils sont généralement favorables aux initiatives liées au secteur touristique et contre les prises de position globale préférant évaluer les situations au cas par cas. Aussi, lorsque questionnés sur la représentativité du CA, ils aimeraient impliquer davantage de personnes représentants des activités économiques ou des usagers de l'eau. Ce type d'acteurs

regroupe principalement des membres de l'UPA et des représentants des MRC du bassin de la Châteauguay.

L'autre catégorie regroupe des membres du CA associables à la démocratie participative (participants citoyens). Il s'agit de personnes intéressées par le bassin de la Châteauguay et qui agissent par souci environnemental, pour le bien public et par convictions personnelles. L'implication de ce groupe est souvent ancienne et leurs tâches se limitent principalement à assister aux rencontres et aux activités. Leur participation est plus assidue que celle des participants représentatifs et ils agissent comme bénévoles. Pareillement, tous n'ont pas une bonne connaissance en environnement mais ils se distinguent par des prises de position plus fortes pour protéger le milieu et dénoncent certaines activités et pratiques qui dégradent le bassin. Ils ont une attitude davantage axée sur l'environnement et sont moins sensibles aux autres considérations. Ils craignent aussi la politisation de la SCABRIC et se méfient des groupes défendant des intérêts corporatifs.

Ensuite, il est possible de regrouper les fonctionnaires en un seul groupe. Ceux-ci attachent évidemment une importance à leur fonction et ont un intérêt sectoriel lié à leur champ d'intérêt professionnel; selon Brun et Lasserre (2004), les ministères québécois n'ont toujours pas rompu avec la gestion par silo de l'eau. Ils souhaitent tous collaborer davantage avec la SCABRIC mais ils s'occupent de plusieurs dossiers et bassins versants et n'ont que peu de ressources à diriger vers la Châteauguay. Aussi, pour différentes raisons (ex. manque de qualification ou de préparation), plusieurs se sentent inutiles et ne collaborent que très peu avec l'OBV. Par exemple, ils n'assistent pas aux réunions du CA, sauf exception.

Les deux dernières catégories sont constituées des membres (simples adhérents), des bénévoles de la SCABRIC et des personnes intéressées par la Châteauguay mais qui ne s'impliquent pas directement dans l'OBV. Avant de les partager en deux groupes, il faut mentionner que ces citoyens et acteurs sont à la recherche d'une démocratie de terrain et d'action selon l'expression de Renault-Tesson (2000).

Alors, l'avant-dernière catégorie (groupes externes) se compose d'acteurs ayant une attitude militante. Ces personnes principalement actives à l'extérieur de la SCABRIC privilégient les actions concrètes et l'action locale. D'ailleurs, la plupart n'ont pas besoin de la SCABRIC dans leur action et s'attribuent le rôle de surveiller l'organisme pour éviter son détournement par le politique. Leur implication est principalement en réaction à des projets ou situations vues comme problématiques (ex. porcheries et captage d'eau). Ces acteurs s'opposent à des projets donnés et ont une approche militante qui souvent les éloigne des objectifs poursuivis par les autres groupes d'acteurs.

Enfin, la dernière catégorie englobe les bénévoles de la SCABRIC qui sont principalement actifs en relation avec des projets (ex. Outardes-Est). Ils se distinguent de la catégorie précédente par un intérêt et un désir de s'impliquer. D'ailleurs, ils aimeraient être davantage sollicités et appuyés par la SCABRIC et ses employés. Comme précédemment, ces personnes sont aussi actives à l'intérieur de différents groupes et apprécient les gestes concrets et l'action locale. S'ils ont généralement une connaissance limitée de l'organisme, ils souhaiteraient que la SCABRIC devienne plus visible et joue un plus grand rôle dans le bassin.

Finalement, il importe de mentionner que les catégories ne sont pas complètement étanches et que des acteurs malgré leur rôle formel dans la SCABRIC peuvent se retrouver dans une catégorie qui diffère de leur fonction en raison de leurs objectifs.

#### 9.1.2 Relations entre les acteurs

La lecture des résultats ne permet pas de regrouper intuitivement les acteurs à l'intérieur de catégories. L'absence de relations antagonistes ou de jeux d'alliances entre les participants complique une catégorisation basée sur les relations entre les acteurs. Cependant, comme mentionné brièvement ci-dessus, il existe tout de même des nuances à apporter dans le choix des catégories qui sont dues aux relations entre les répondants et les diverses parties prenantes de la gestion du bassin versant de la Châteauguay.



D'abord, le groupe des acteurs pivots se distingue de tous les autres. Pour des raisons inhérentes à leurs tâches, les employés et le président de la SCABRIC sont appelés à travailler entre eux pour s'échanger de l'information. De plus, les bénévoles, les autres membres du CA et les acteurs externes se fient principalement aux acteurs pivots pour obtenir des renseignements ou entrer en relation avec la SCABRIC. D'ailleurs, l'ensemble des acteurs attribue aux pivots de l'organisation un réseau de contacts développés. D'ailleurs, à ce sujet, ils sont perçus également comme en relation avec les acteurs absents : «c'est M. Bourdon le représentant des acteurs absents» (D-3). Ce groupe est analysé plus en détail ultérieurement dans ce mémoire. Ce type d'acteur se distingue par une réelle collaboration des personnes qui la constituent.

Les membres du CA ont peu ou pas de contact entre eux, sauf lors des rencontres et activités de l'OBV. Il existe quelques relations d'amitié mais elles ne visent qu'un noyau restreint et ancien de participants. Les participants citoyens et représentatifs ne se distinguent pas à ce sujet estimant que le consensus est facile à trouver en raison d'une absence de considération financière autour de la table<sup>s</sup>. Cette réalité est attribuée au manque de ressources et de pouvoir de la SCABRIC.

Par ailleurs, les participants citoyens, les bénévoles et les groupes externes se rejoignent à plusieurs égards car les acteurs qui composent ces types sont impliqués dans plusieurs causes. Ils peuvent entrer en relation à l'occasion d'activités ou d'événements ponctuels. Ces relations sont particulières car les acteurs impliqués dans des causes environnementales agissent localement. Ces personnes se côtoient en fonction de leur lieu de résidence. Par exemple, à Franklin et Saint-Antoine-Abbé, les participants se connaissent et ont milité ensemble. Cependant, dans la majorité des cas, il ne s'agit pas de lien d'amitié ou de travail sur une base régulière.

---

<sup>s</sup> Le consensus doit être acceptable pour tous, mais il ne rejoint pas forcément les objectifs de tous les participants. Le besoin de collaborer des participants peut augmenter en absence de risque ou en présence d'une situation urgente, risquée ou incertaine (Smutko et al.).

Ensuite, les fonctionnaires travaillent peu ou pas entre eux en raison de frontières organisationnelles et sectorielles. Leurs relations avec la SCABRIC passent par les employés et le président de l'organisation.

Finalement, les participants soulignent que les groupes communautaires et environnementaux, les organismes gouvernementaux et les municipalités locales et régionales de comté sont les principaux partenaires de la SCABRIC. Cependant, il y a que très peu d'acteurs qui entrent en contact sur une base régulière avec ces collaborateurs. En effet, parmi les répondants, ni les fonctionnaires, ni les élus et ni les employés n'ont mentionné de relations privilégiées avec ces partenaires de l'OBV. Seuls les acteurs siégeant sur les CA de diverses associations communautaires doivent avoir de tels liens, mais ils n'ont pas abordé ouvertement le sujet.

## 9.2 REPRÉSENTATIVITÉ ET ADAPTABILITÉ AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### 9.2.1 Représentativité des acteurs

Lorsqu'on interroge les répondants sur la représentativité du processus participatif en place à l'intérieur de la SCABRIC, la plupart soulignent que le comité fonctionne efficacement et que la répartition formelle des fonctions entre les usagers, les groupes communautaires et environnementaux et le secteur municipal est adéquate et proportionnée. Seuls certains acteurs craignant une prise de contrôle politique de l'organisme sont préoccupés par la représentation sur le CA de la SCABRIC mais il ne s'agit pas d'un enjeu. Les points de vue des participants sont similaires.

Aussi, si l'on ne tient pas compte de la division entre la démocratie participative et représentative sur le CA de la SCABRIC, la représentation des différents groupes présents dans le bassin versant pourrait servir à la réalisation des catégories. *A priori*, la composition linguistique ou l'opposition entre la ville et la campagne semblent des avenues intéressantes pour la catégorisation. Cependant, lorsque questionnés à ce sujet, autant les anglophones que les urbains n'ont pas considéré la participation comme une dimension importante.

Pareillement, les hommes et les femmes ne se distinguent pas et ni la scolarité ni l'âge des acteurs ne semblent pouvoir servir à la catégorisation.

La provenance géographique des acteurs ne permet pas non plus de créer différents types d'acteurs. Cependant, la provenance des participants permet de raffiner la compréhension des catégories évoquées précédemment. Les acteurs qui proviennent des groupes environnementaux et qui ne sont pas représentés sur le CA se concentrent dans le sud du bassin, à Franklin et à Saint-Antoine-Abbé. Ensuite, on observe que les répondants actifs sur le CA de la SCABRIC se concentrent dans la vallée agricole ou, plus précisément, dans les municipalités de Howick, Ormstown, Sainte-Martine et Mercier. En effet, l'implication dans cette zone est plus ancienne et a été animée par plusieurs groupes dont le Comité de Réhabilitation de la Rivière Châteauguay. Cette répartition reprend d'une certaine manière le regroupement des participants citoyens. Les secteurs sous-représentés sont difficilement associables à une catégorie ou aux acteurs absents.

#### 9.2.2 Adaptabilité aux changements climatiques

Les répondants ne se distinguent que très peu les uns des autres lorsque questionnés sur l'adaptabilité aux changements climatiques. Cette dimension n'a pas fait l'objet d'une réflexion chez la plupart des répondants qui préfèrent s'en remettre à des groupes d'experts et de recherche. Plusieurs ne voient pas non plus le rôle que la SCABRIC peut être appelée à jouer pour amenuiser les impacts du réchauffement climatique. Il ne s'agit pas d'un enjeu ou même d'une réelle préoccupation chez les répondants.

Cependant, les résultats permettent de constater que les répondants détenant une expertise scientifique ont davantage intégré la préoccupation des changements climatiques et parviennent davantage à définir le rôle de la SCABRIC en relation avec les impacts anticipés du réchauffement du climat.

### 9.3 ÉLARGISSEMENT DE LA PERSPECTIVE

#### 9.3.1 Enjeux des participants

L'analyse des résultats repose également sur une grille telle que présentée à l'Appendice B. Celle-ci, pour chacun des acteurs, propose d'identifier les enjeux auxquels ils sont sensibles et, ensuite en relation avec eux, d'identifier les ressources/contraintes et les stratégies des participants.

D'emblée, les enjeux évoqués par les participants peuvent se répartir entre deux catégories. La première englobe les enjeux liés à des situations particulières et spécifiques à des groupes ou des zones du bassin versant. Ces enjeux sont principalement des réactions à des projets ou des situations présentes dans le milieu. Alors, plusieurs enjeux passés ou actuels pourraient être identifiés (ex. dépotoirs de pneus de Franklin, traitement des effluents municipaux, lagunes de Mercier), mais trois d'entre eux se distinguent par les passions qu'ils soulèvent chez les répondants : opposition au développement de nouvelles porcheries dans le bassin, à l'embouteillage de l'eau souterraine et à la pollution industrielle. Il existe également un enjeu majeur lié à l'irrigation des cultures maraîchères dans la MRC des Jardins-de-Napierville où les nappes d'eau souterraines subissent des stress importants. Cependant, en l'absence de répondant de cette région, il est difficile d'évaluer la portée de cet enjeu.

Ensuite, il y a les enjeux propres au rôle et au fonctionnement de la SCABRIC. En effet, les participants ne partagent pas les mêmes attentes vis-à-vis l'organisme et parfois se trouvent en opposition ou en contradiction. Principalement, les enjeux portent sur les aspects suivants :

- Développement touristique du bassin versant;
- Action locale et implication citoyenne;
- Nécessité de prises de position sur les enjeux régionaux et actions concrètes sur le terrain;
- Implication des usagers et développement de la concertation;

- Développement des connaissances;
- Leadership régional et coordination;
- Sensibilisation et l'éducation;
- Protection de l'environnement et de la ressource hydrique;
- Politisation de la SCABRIC.

Évidemment, si les positions défendues par certains s'opposent sur ces enjeux, il demeure que la majorité des participants véhiculent des attentes réconciliables acceptant de faire une place aux différentes tendances représentées sur le CA. Cependant, parmi ces enjeux, certains peuvent amener des conflits entre les individus qui peuvent transparaître lors des réunions de l'organisme.

D'abord, la question de la sensibilisation et de l'éducation est opposée à l'action concrète pour certains répondants qui regrettent l'absence d'actions véritables liés aux enjeux spécifiques qui les intéressent. Cependant, la fracture est plus importante au sujet de la place du tourisme à la SCABRIC. Certains répondants s'impliquent principalement pour développer cette dimension évoquant des considérations économiques et liées à la sensibilisation tandis que d'autres y voient un détournement de la mission de l'organisme et un gaspillage de temps et d'argent. D'ailleurs, les acteurs qui réclament une action décentralisée et des actions concrètes sont également ceux qui s'inquiètent le plus de l'ingérence gouvernementale au sein de l'OBV. Les autres enjeux sont en réalité des préoccupations et n'amènent pas d'opposition entre les participants.

Alors, si l'on examine les enjeux pour des fins de comparaison, ils permettent de retrouver la typologie développée précédemment. En effet, les personnes invitées sur le CA de la SCABRIC, les acteurs pivots et les membres du CA se rejoignent par les enjeux qui les intéressent. Ils ont une vision très large du rôle de la SCABRIC qui couvre plusieurs aspects. Les bénévoles et les groupes externes à l'OBV présentent de nombreuses similitudes et défendent les préoccupations liés à des enjeux spécifiques en relation avec des situations ou des projets locaux et réclament des actions concrètes et une implication locale et citoyenne. Les différences entre les participants représentatifs et citoyens sur le CA sont ténues et

attribuables à des divergences d'attitudes. Les représentants du monde agricole et municipal préfèrent que la SCABRIC se concentre sur la sensibilisation et la concertation tandis que les membres citoyens sont davantage militants intégrant par exemple des préoccupations face aux intérêts corporatifs.

### 9.3.2 Zones d'incertitude et stratégies

Comme mentionné précédemment, les acteurs ont très peu de relations entre eux et leur implication est très limitée ne serait-ce qu'en termes de temps consacré à la SCABRIC. Le principal défi des OBV est d'impliquer des groupes et des personnes prêts à s'investir en ressources et en temps (Smutko et al.).

De plus, comme les enjeux liés aux problématiques environnementales du bassin versant ne permettent pas d'observer de relations de pouvoir entre les participants, il en découle également l'impossibilité d'attribuer des stratégies bien définies aux participants. Cette situation permet d'affirmer que les acteurs ne détiennent pas de zones d'incertitude<sup>1</sup> pertinentes en relation avec les enjeux du milieu. Plusieurs facteurs, tels que discutés dans le chapitre suivant, peuvent expliquer cette situation. Par exemple, la précarité de l'organisation ne lui permet pas d'agir sur les problématiques du bassin et, ce faisant, n'incite pas la mise en place de relations de pouvoir.

Néanmoins, indépendamment des stratégies et des relations entre acteurs, l'examen des contraintes et des ressources permet aux acteurs pivots de se distinguer par leur connaissance poussée du milieu, leur réseau de contacts et leur expertise technique, scientifique et autre. Ils informent également les membres du CA sur les activités quotidiennes de la SCABRIC. Selon un répondant, «les employés sont nécessaires pour avoir un lien avec le milieu, développer une expertise et conseiller l'organisme» (D-6). Les fonctionnaires gouvernementaux ressemblent à ce premier regroupement – «L'expertise des ministères est importante dans la gestion de l'eau et du territoire. Ils maîtrisent des aspects et

---

<sup>1</sup> Les zones d'incertitude sont liées à l'expertise, à la connaissance des relations avec l'environnement, à la connaissance des règles de l'organisation et au contrôle des communications et de l'information (Bernoux, 1985; Crozier et Friedberg, 1977).

des leviers. Ils auront beaucoup à faire dans la mise en œuvre des PDE» (A-2) – mais leur connaissance du bassin et de la GIEBV est variable et souvent sectorielle. Dans ces deux cas, les répondants contrôlent des zones d'incertitude utiles aux travaux de la SCABRIC.

Les membres du CA ne voient pas réellement de différence entre les participants représentatifs et citoyens qui tous deux ont des connaissances variables et orientées sur leurs intérêts personnels. Cependant, les participants attribuent une zone d'incertitude aux participants représentatifs car ils leur associent les ressources de leur groupe (ex. UPA). Aussi, comme le souligne Gagnon et al. (2005), les nouveaux participants ont besoin d'une période d'adaptation pour développer leur compétence et interviennent peu; au sein de la SCABRIC, les participants représentatifs sont fréquemment remplacés pour diverses raisons (ex. défaite électorale, promotion, surcharge de travail).

Ensuite, les bénévoles manquent de support de la part de la SCABRIC ou d'encadrement. Cependant, ils détiennent une zone d'incertitude inhérente à la nature de leur implication. Ils peuvent sans préavis cesser de donner leur temps (Renault-Tesson). Cette incertitude est également partagée par les membres du CA.

De leur côté, les groupes externes se battent contre des lobbies et des promoteurs et se sentent lésés par le contexte politique régional et les ressources supérieures de leurs opposants. Cependant, ils ont une grande liberté d'action et peuvent mobiliser le milieu et se servir des médias.

Enfin, sur le plan individuel, certains acteurs possèdent ou se font attribuer par les répondants des zones d'incertitude. Par exemple, le vice-président de la SCABRIC est perçu comme le représentant des Américains.

Au sujet des stratégies des différents acteurs, encore une fois, elles sont peu apparentes en l'absence de relations conséquentes entre les acteurs. Elles s'apparentent pour la plupart à des démarches pour atteindre les objectifs que les acteurs se donnent. Par exemple, les acteurs pivots veulent satisfaire les demandes des citoyens pour accroître la

crédibilité de la SCABRIC. À propos des interrelations entre acteurs, la stratégie la plus souvent évoquée par les participants est le développement des connaissances personnelles pour accroître leurs aptitudes à se prononcer sur des questions complexes et scientifiques. Sinon, les répondants préfèrent se fier à ceux qui détiennent l'expertise. Seuls les bénévoles et les groupes externes se distinguent réellement car les premiers recherchent l'aide des employés de la SCABRIC et les seconds se passent de l'organisme préférant l'action et l'implication locales.

#### 9.4 PRÉSENTATION DE LA TYPOLOGIE D'ACTEURS

Suite à l'analyse des résultats, il est possible de catégoriser formellement les acteurs à l'intérieur de six types. Ceux-ci, comme mentionné précédemment, vont se baser à la fois sur le cadre formel de la SCABRIC (fonction) et sur le rôle et les objectifs des répondants. Les autres dimensions ne contredisent pas ce découpage et ne permettent pas une catégorisation alternative en l'absence d'enjeux porteurs et de relations de pouvoir significatives au sein de l'OBV. Alors, le tableau ci-dessous illustre les regroupements d'acteurs et permet aussi de les associer à des enjeux, à des ressources et contraintes et à des stratégies.

**Tableau 9.1 :** Présentation de la typologie d'acteurs

Types d'acteurs	Enjeux	Ressources et contraintes	Stratégies
<b>Groupe A - Acteurs pivots (4)</b>	Protection de l'environnement; Conscientisation et éducation relative à l'environnement; Concertation et recherche du consensus; Développement et centralisation des connaissances; Aide à la décision; Développement de l'implication citoyenne; Gestion et représentation de l'organisme.	Expertise scientifique et administrative; Manque de ressources et de temps; Connaissance du milieu.	Développement des connaissances; Recherche de financement par projet; Satisfaction des demandes des citoyens; Collaboration et/ou concertation avec les partenaires du milieu et au sein de la SCABRIC.



(Suite)

Types d'acteurs	Enjeux	Ressources et contraintes	Stratégies
<b>Groupe B - Groupes externes (5)</b>	Protection et conservation de la ressource en eau; Développement des connaissances; Sensibilisation de la population; Défense d'une cause – contre la marchandisation de l'eau et son utilisation abusive; Concertation et implication citoyenne; Action locale.	Contexte sociopolitique défavorable; Ressources importantes des opposants – déséquilibre; Maillage et compétences acquises (ex. utilisation des médias).	Acquisition de connaissances; Action citoyenne locale (sans la SCABRIC); Utiliser les médias; Sensibilisation et éducation; Utilisation optimale des ressources; Collaboration avec les groupes du milieu.
<b>Groupe C - Bénévoles (3)</b>	Sensibilisation (écotourisme) et éducation; Protection de l'environnement; Acquisition et diffusion de la connaissance; Développement de la concertation; Implication personnelle pour une cause; Action locale.	Manque de support et de reconnaissance; Compétences personnelles.	Action individuelle et demande d'aide.
<b>Groupe D - Membres du CA / citoyens (7)</b>	Protection de l'environnement; Défense d'une cause – contre la commercialisation et l'usage abusif de l'eau; Intérêts personnels variés; Développement des connaissances; Sensibilisation et éducation; Attitude variable sur le développement du tourisme; Collaboration et concertation du milieu.	Compétences particulières des participants et contacts personnels.	Collaboration entre eux ou prise de position sur les dossiers connus des participants.
<b>Groupe E - Membres du CA / représentants (5)</b>	Sensibilisation et éducation; Recouvrer des usages et développement récréotouristique; Protection de l'environnement; Développement des connaissances; Coordination et concertation entre usagers; Intérêts personnels variés.	Compétences et réalisations personnelles; Légitimité (décideurs publics); Appartenance à un groupe (ex. UPA, Municipalités).	Représentation d'intérêts variés; Action locale et collaboration avec les gens capables; Observation et surveillance.
<b>Groupe F - Personnes invitées (5)</b>	Protection de l'environnement; Intérêts sectoriels variés; Prévention, sensibilisation et éducation; Développement et mise en commun des connaissances; Concertation et coordination.	Manque de ressources et de temps; Connaissances variables sur le bassin versant; Préoccupations non liées à la Châteauguay; Expertise pointue et contacts; Légitimité.	Support scientifique, technique ou autre sur demande; Maillage entre les groupes du bassin versant; Implication sur des enjeux les interpellant directement.

## 9.5 REPRÉSENTATION DU SYSTÈME D'ACTION CONCRET

### 9.5.1 Relations entre les différents types d'acteurs

Comme mentionné précédemment, il existe très peu de relations de pouvoir entre les individus à l'intérieur de la SCABRIC, car ils n'ont pas développé de liens d'amitié ou de collaboration. Les relations de pouvoir entre les catégories sont également limitées et décrites dans les paragraphes ci-dessous.

D'abord, les acteurs pivots ont des relations avec l'ensemble des types mais celles-ci sont principalement dirigées vers les membres du CA et les fonctionnaires gouvernementaux. Dans une moindre mesure, ils sont également en lien avec les bénévoles et les groupes externes. Les relations avec les bénévoles et les administrateurs de l'organisme sont réciproques car les uns ont besoin de support et d'information et les autres de l'approbation, des yeux et des bras. Enfin, les acteurs pivots recherchent l'appui des fonctionnaires gouvernementaux pour bénéficier de leur expertise. Cependant, les employés de l'État ont des mandats dépassant le cadre de la GIEBV et interviennent lorsque impliqués ou questionnés directement sur une problématique.

Qu'ils soient issus des milieux participatifs ou représentatifs, les membres du CA ont des relations variables entre eux et avec les bénévoles, les groupes externes et les employés. Dans le cas des employés, certains répondants mentionnent qu'ils n'ont pas d'emprise sur eux et qu'ils doivent se fier à leur jugement et à leur parole. Les relations avec les bénévoles et les groupes externes sont constituées surtout de collaborations individuelles sur des projets donnés et elles sont réciproques.

Enfin, les groupes externes, les fonctionnaires et les bénévoles n'ont pas développé de relations avec les autres catégories à l'exception de celles mentionnées précédemment avec les acteurs pivots et les membres du CA.

### 9.5.2 Relations interpersonnelles a l'intérieur des catégories

À l'intérieur de chacune des catégories, il existe des relations entre les différents participants mais il ne s'agit pas de liens de pouvoir ou d'influence. Un seul regroupement comporte de telles relations car il se distingue des autres. Les acteurs pivots travaillent étroitement entre eux et s'attribuent un rôle formel qui obéit à un ordre hiérarchique. Aussi, ils ont des formations et connaissances complémentaires qui leur attribuent une crédibilité, une zone d'incertitude, selon les enjeux.

Au sujet de la concertation, les membres du CA se distinguent par rapport au choix des participants. Comme mentionné précédemment, les représentants des usagers de l'eau préfèrent travailler avec les intervenants influençant directement le milieu tandis que les représentants citoyens prônent une représentation inclusive de l'ensemble des parties prenantes intéressées par le bassin. Cette situation a déjà été observée dans une étude similaire sur la ZIP du lac Saint-Louis (Milot et Lepage, 2004). Les groupes externes sont peu intéressés à la concertation.

### 9.5.3 Description du système d'action concret

Suite à la présentation de la typologie et des relations entre acteurs, il est difficile de produire le sociogramme de la SCABRIC. En effet, cette représentation ne sert pas à illustrer d'éventuels accords ou désaccords entre types d'acteurs, mais des relations de pouvoir existantes. De la même manière, l'absence de rapports de force clairs ne signifie pas que les acteurs des différentes catégories sont isolés et coupés les uns des autres. Aussi, le sociogramme ne s'intéresse pas aux rapports individuels mais à ceux des différents types d'acteurs pour éviter d'illustrer des conflits de personnalité ou des amitiés.

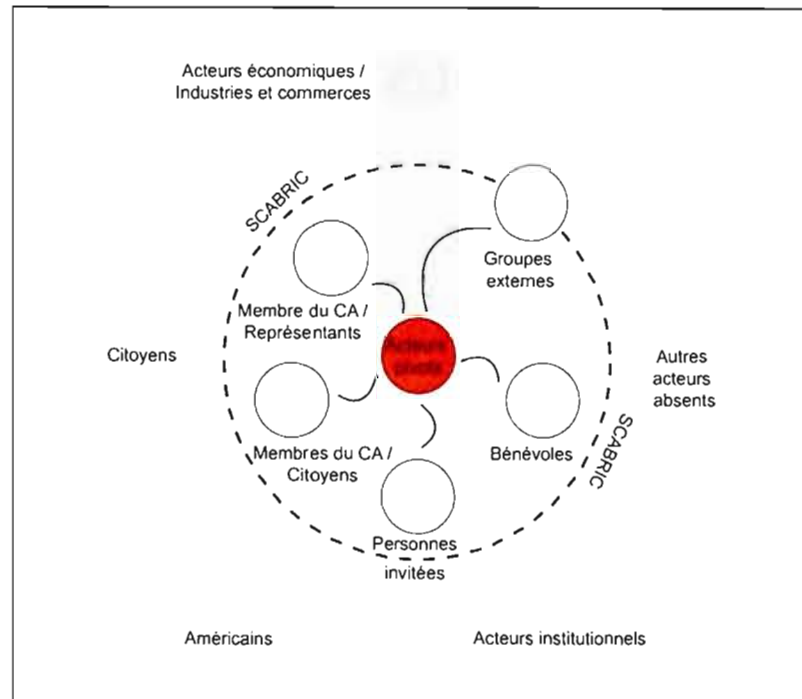
Le sociogramme représente les différents types développés avec les acteurs pivots au centre. Un cercle pointillé délimite l'OBV et les acteurs absents sont disposés en retrait. Les groupes externes chevauchent la frontière pointillée car ils ne sont pas directement impliqués dans l'organisme. Les traits interrompus indiquent seulement la présence d'un rapport de

force. Les catégories sont représentées par des cercles. Aussi, en raison des interrelations entre acteurs qu'il abrite, le cercle représentant les acteurs pivots est en rouge.

Puis, le sociogramme identifie des acteurs absents qui sont représentés en gris : Américains, citoyens, acteurs économiques (industries et commerces) et institutionnels (ex. universités, organismes publics, ministères). Ceux-ci, mêmes s'ils sont à l'extérieur du bassin, affectent la SCABRIC sans y être représentés. Par exemple, ils interviennent dans le développement des connaissances, dans des projets, comme subventionnaires ou partenaires, ou sur les enjeux environnementaux (ex. les effluents industriels affectent la qualité de l'eau de la Châteauguay). Aussi, ces types d'acteurs absents ont été développés à partir des partenaires et des opposants de la SCABRIC, tels qu'identifiés par les répondants. D'autre part, les autres acteurs rappellent qu'il existe également des «acteurs faibles ou sans droit de parole (ou qui ne parviennent pas, pour des raisons qui sont les leurs, à exercer leur droit de parole)» (Villeneuve et Huybens, 2003, p. 16) qui n'ont pas été identifiés par les répondants (ex. générations futures).

Finalement, la SCABRIC et les catégories d'acteurs développées peuvent entretenir des liens avec ces regroupements absents (ex. les acteurs pivots sollicitent des subventions des acteurs institutionnels), mais l'étude n'a pas permis de documenter cet aspect. Malgré tout, cette dimension ne peut être ignorée dans le sociogramme.

**Figure 9.1 :** Sociogramme de la SCABRIC



## CHAPITRE X

### DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS

#### 10.1 FAIBLESSE DU SYSTÈME D'ACTION CONCRET

Suite à la production du sociogramme de la SCABRIC dans le chapitre précédent, il apparaît que les relations de pouvoir, qui sont ténues et peu conséquentes, ne permettent pas réellement de systématiser les interrelations entre acteurs. La présence d'un système d'action concret limité ou restreint amène plusieurs questionnements qui découlent de la sociologie des organisations et de la méthodologie propre à l'analyse stratégique.

D'abord, la SCABRIC est une OBV dont la gestion est prise principalement en charge par ses acteurs pivots qui contrôlent les différentes zones d'incertitude. En présence d'un système d'action où les rapports de force sont limités, il apparaît que les acteurs pivot fonctionnent jusqu'à un certain point en autarcie. Cette situation est particulière dans un organisme participatif qui compte un CA composé de membres issus d'horizons multiples. Il existe deux explications à cet état de fait soit des faiblesses organisationnelles soit une incapacité des acteurs à prendre en compte les enjeux du bassin versant. Même des rapports consensuels exigent des compromis des participants en présence d'enjeux; «si l'interaction entre intérêts opposés est faible, le risque existe que l'approche participative ne soit pas créatrice de solutions nouvelles ou originales et, en ce sens, que le processus soit peu constructif» (Van den Hove, p. 31).

## 10.2 DÉFICIENCES ET RÉSISTANCES ORGANISATIONNELLES

### 10.2.1 Évaluation des faiblesses organisationnelles

Sur le plan organisationnel, la SCABRIC a de faibles ressources qui se limitent à du financement *ad hoc* et à la subvention de 65 000 \$ du MDDEP. L'absence de moyens financiers complique l'atteinte de ses objectifs. En absence d'argent, elle ne peut intervenir directement sur le territoire, diffuser son image sans publicité, organiser des événements mobilisateurs, etc. L'organisme n'arrive pas non plus à recruter des membres car les répondants estiment qu'ils n'ont rien à offrir en échange de la cotisation pour devenir membre en règle. Aussi, le financement insuffisant engendre des déménagements de locaux réguliers et une perte d'expertise compromettant la capacité d'action de l'OBV.

Aussi, en l'absence de pouvoirs, la SCABRIC n'a aucune légitimité légale et elle doit compter sur l'implication volontaire du milieu. La PNE n'a pas encore conduit à l'adoption d'une loi cadre sur l'eau et à la création de redevances<sup>u</sup> sur l'eau pour financer les mandats des organismes de bassin. Ce faisant, selon Brun et Lasserre (2004), sans un appui clair du gouvernement, les usagers de la ressource et le monde municipal n'ont pas l'obligation de s'engager dans la GIEBV et d'intégrer dans leurs outils d'aménagement ou leurs activités courantes les orientations de la SCABRIC. Ils peuvent se cantonner dans une position attentiste en l'absence de répercussion négative (ex. poursuite, mobilisation populaire).

Sans un *membership* étendu<sup>v</sup> et représentatif de l'ensemble du bassin versant et sans véritable rôle de coordinateur des différents groupes communautaires et environnementaux en relation avec la Châteauguay, l'OBV peut difficilement exercer une influence sur les enjeux locaux et sur les différents acteurs. D'ailleurs, les groupes externes ou les personnes intéressées à l'eau préfèrent une action locale et ne sollicitent pas l'appui de la SCABRIC. Le secteur municipal a également une attitude similaire; la ville de Châteauguay n'implique pas

---

<sup>u</sup> Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a annoncé le 1<sup>er</sup> mai 2006 l'attribution future de redevances sur le captage de l'eau aux OBV (MDDEP, 2006). Ces redevances sont toujours attendues en novembre 2006.

<sup>v</sup> Pour les décideurs publics, la principale force d'une association comme la SCABRIC est l'effectif qu'elle rassemble, sachant que les adhérents peuvent être des électeurs (Thomas, 2003).

la SCABRIC dans ses travaux pour gérer la problématique liée aux inondations printanières. Aussi, la difficulté d'impliquer les différents usagers est également liée à la nature des organismes de bassin versant, car l'engagement à long terme, le manque de clarté et l'incertitude sont des facteurs de démobilisation (Smutko et al.).

Bref, la SCABRIC performe mal sur le plan organisationnel malgré un bilan opérationnel satisfaisant. Sa situation ne semble pas différente de ce qui prévaut pour la gestion intégrée de l'environnement en général (voir tableau). Il apparaît que les pré-requis nécessaires à la GIEBV – la présence de moyens financiers, de ressources techniques et humaines et de support dans le milieu (MDDEP, UMQ et ROBVQ, 2004) – font défaut à la SCABRIC et cette situation est généralisée à la majorité des bassins prioritaires (Brun et Lasserre, 2004). D'ailleurs, un répondant résume clairement cette situation : «Il n'y a pas d'obstacle à la SCABRIC qui a une approche consensuelle. L'atmosphère est détendue dans l'organisme. Il n'y a personne qui risque sa vie là-dedans! Il n'y a pas d'argent en jeu pour créer des tensions irréconciliables» (E-5).

**Tableau 10.1** : Évaluation des conditions de réussite de la gestion intégrée de l'environnement

<b>1. Cadres institutionnel et organisationnel</b>		
<b>Un cadre légal réglementaire appuyé par une approche intégrée</b>	Il faut un cadre de contraintes formelles pour construire les règles du jeu.	1
<b>L'engagement et l'implication des principaux acteurs</b>	La volonté de s'investir des acteurs est essentielle.	1
<b>La disponibilité des ressources humaines et financière pour appuyer le processus participatif</b>	Un minimum de ressources stratégiques est requis.	1
<b>La diversité et la représentativité de toutes les parties prenantes affectées par les problématiques</b>	L'ouverture à toutes les parties prenantes favorise la légitimité.	1
<b>La disponibilité d'acteurs compétents pour diriger les efforts du comité</b>	Le coordinateur doit avoir des aptitudes variées et s'entourer de personnel de soutien.	3



(Suite)

<b>2. Gestion effective et opérationnelle</b>		
<b>La nécessité de développer des outils de communication clairs et efficaces</b>	Il faut des règles de procédures claires.	3
<b>Des procédures claires pour prendre des décisions</b>	Le consensus permet de créer des liens de confiance et la solidarité des acteurs.	3
<b>La capacité à identifier et gérer les conflits</b>	Il s'agit d'une condition essentielle au succès.	NA
<b>L'obligation de consulter les populations concernées</b>	Il faut valoriser l'information venant du public.	1
<b>Un processus de décision basé sur une compréhension écosystémique</b>	Le diagnostic et la réflexion ont besoin d'information permettant une vision écosystémique.	2
<b>Le développement d'un climat de bonne entente, d'objectifs communs et de compréhension mutuelle</b>	Une complicité minimale doit exister entre les acteurs.	2
<b>3. Mise en œuvre – PDE (évaluation prospective<sup>w</sup>)</b>		
<b>Le développement d'une vision stratégique, flexible et adaptative pour guider la mise en oeuvre</b>	La planification doit se faire par l'identification et la «priorisation» des objectifs poursuivis.	3
<b>Le développement d'une approche intégrant les facteurs environnementaux, sociaux et économiques</b>	Une approche intégrée permet une meilleure vision du problème et du fonctionnement organisationnel.	2
<b>Un suivi de la mise en oeuvre</b>	Les acteurs doivent être présents tout au long du processus.	1
<b>Les acteurs doivent revendiquer leur place dans la gestion du problème</b>	Les acteurs doivent bénéficier d'une reconnaissance régionale.	1
<b>La création de structures et de mécanismes assurant une participation au processus décisionnel</b>	Les membres doivent avoir le sentiment d'influencer le processus.	1
<b>L'appui de la mise en œuvre par des programmes d'information et de sensibilisation</b>	La sensibilisation et l'information sont acceptables par tous et permettent des actions à court terme.	3
<b>Nécessité de ressources pour appuyer la mise en œuvre</b>	Le financement est impératif à la mise en œuvre.	1
<b>L'implantation d'actions rapides pour maintenir l'intérêt des participants</b>	Les premières réussites assurent le succès à long terme.	NA

[Source : R. D. Magerum dans Milot (2004)]

Évaluation :

- |                                     |                                  |
|-------------------------------------|----------------------------------|
| 1. Condition non atteinte (échec)   | 3. Condition atteinte (réussite) |
| 2. Condition partiellement atteinte | N/A. Non applicable              |

<sup>w</sup> À partir de la situation actuelle et passée de la SCABRIC, sa capacité future à mettre en œuvre un PDE est évaluée.

### 10.2.2 Résistances organisationnelles

Contrairement à la majorité des OBV, la SCABRIC a été fondée en 1993 avant l'adoption de la PNE et, en moyenne, les membres du CA sont actifs depuis six ans. Alors, les résultats observés peuvent être en partie liés à une résistance de la part de l'organisme aux changements. La SCABRIC a vu son mandat et ses habitudes évoluer et, en l'absence de support du gouvernement (sentiment d'abandon), il y a des risques accrus de blocage (De Coninck, 1998). Aussi, la prise en compte de la logique et du langage gouvernemental dans la structuration des projets entraîne une professionnalisation de l'organisation qui fragilise le tissu associatif (De Maillard, 2002).

Cette résistance à la nouvelle vocation de la SCABRIC se traduit également par certains gestes. Par exemple, dans son Plan général d'intervention 2005-2015, la SCABRIC dévie de son cadre de référence et s'oppose au projet de centrale électrique de cogénération au gaz naturel du Suroît qui n'affecte pas la ressource hydrique et se trouve à l'extérieur du bassin. De plus, certains changements liés à l'application de la PNE ont dérangé les participants, comme le remplacement sur le CA de la SCABRIC des représentants des municipalités locales par ceux des MRC. Pareillement, l'OBV n'a pas permis l'implication d'un représentant de l'industrie sur son CA. Plusieurs participants citoyens, bénévoles et issus de groupes externes, perçoivent d'abord la SCABRIC comme un groupe environnemental «conventionnel» centré sur l'eau et, ensuite, comme une table de concertation.

De plus, comme la SCABRIC existe depuis longtemps, le comité compte des participants de longue date dans ses rangs. Il s'avère donc difficile d'impliquer de nouveaux membres provenant de l'ensemble du bassin et représentant des intérêts variés. Cette réalité propre à quelques OBV anciens peut expliquer une concentration géographique des participants qui, au départ, travaillaient sur des problématiques locales bien délimitées à l'intérieur du bassin versant.

Néanmoins, les résultats d'entrevue montrent que la PNE a été accueillie favorablement par les participants malgré qu'ils conservent certaines réserves liées à la perte d'autonomie de l'organisme et à l'engagement gouvernemental envers la GIEBV. Concrètement, le financement statutaire a permis de créer une permanence et a déchargé les participants bénévoles. Si la résistance organisationnelle ne permet pas d'expliquer la faiblesse du système d'action concret au sein de la SCABRIC<sup>x</sup>, elle peut nuire à la représentativité de la SCABRIC.

### 10.3 ÉLARGISSEMENT VERS LA TERRITORIALITÉ

Ensuite, il y a une autre possibilité qui peut expliquer la présence d'un système d'action concret aussi ténu au sein de la SCABRIC. Si l'organisme ne permet pas de prendre en compte les enjeux du bassin versant qui sont nombreux et importants (ex. approvisionnement en eau potable, captage de l'eau, traitement des effluents industriels et municipaux, déboisement, étalement urbain), il faut en déduire que la SCABRIC ne permet pas de transposer pleinement le système d'action du bassin versant ou que les acteurs sont insensibles à ces enjeux ou incapables. Si l'on exclut un manque de sensibilité de la part des participants, il en demeure que le postulat implicite à la recherche, l'existence d'un réel système d'action, est remis en question.

Si l'on admet qu'il existe un système d'action propre au bassin de la Châteauguay, il doit forcément s'exprimer d'une manière donnée. Cependant, l'ensemble des participants n'a pas mentionné l'existence d'un lieu commun où les intervenants pourraient discuter des problématiques régionales. De plus, le cloisonnement territorial ou la superposition scalaire des dimensions administratives (ex. circonscriptions électorales, MRC, municipalités, communauté métropolitaine de Montréal, commissions scolaires, syndicales et autres), la distribution inégale de la population, la variabilité de la représentation des usagers et les approches sectorielles compliquent la création d'un lieu commun au sein d'un OBV comme la SCABRIC (Prévil, St-Onge et Waaub, 2004; Antoine et Roux, 2004).

---

<sup>x</sup> Les personnes qui résistent aux changements d'organisation le font par des raisons rationnelles car, en sociologie, les changements amènent des conflits d'intérêts (De Coninck, 1998). Alors, en l'absence de système d'action concret, les blocages sont vraisemblablement limités.

Conséquemment, il apparaît que le postulat doit être revu car le bassin pourrait inclure plusieurs systèmes d'action plus limités tenant compte des frontières municipales, régionales, sociales et environnementales. Par exemple, le secteur de Franklin et de Saint-Antoine-Abbé peut héberger un système orienté sur l'exploitation des eaux souterraines par l'entreprise les Vergers Leahy. Il est alors possible de s'interroger sur l'échelle territoriale correspondant à la gestion effective de l'eau.

En effet, le territoire de gestion de l'eau varie en fonction de l'évolution des structures administratives. Cependant, l'identification à un lieu se situe dans l'imaginaire des citoyens et renvoie à un ensemble de valeurs symboliques ou croyances partagées par les citoyens, par lesquelles ils s'identifient à un environnement<sup>y</sup> (Delorme, 2002). Le territoire est basé sur les usages (pratiques) et les représentations des habitants du milieu, des acteurs locaux (De l'Harpe, 1999). Alors, le processus de territorialisation<sup>z</sup> qui doit amener progressivement la population à développer une appartenance envers le bassin versant ne fait que s'amorcer; la modification des représentations étant un processus lent (De l'Harpe, 1999). Dans l'état actuel des choses, les habitants ont une conception de l'espace qui réfère à leur milieu de vie (espace vécu : travail, maison, loisir). Le territoire du bassin versant entre en conflit avec la vision du territoire d'appartenance créant des conflits d'autorité qui viennent limiter l'implantation de la GIEBV (Prévil, St-Onge et Waaub, 2004). D'ailleurs, les participants expliquent l'absence de mobilisation des secteurs éloignés de la rivière en raison de la distance.

Aussi, la valeur profane de la rivière n'est pas ressentie par l'ensemble de la population. Il n'existe pas un territoire unique pour la ressource hydrique. De plus, des conflits de représentation peuvent aussi survenir dans le milieu. Par exemple, comme en témoignent plusieurs études (Chang et Daniels, 2005), les villégiateurs et les anciens

---

<sup>y</sup> Tout comme le territoire, le paysage est un construit social. «[Il] est l'expression de notre engagement esthétique, sensible et affectif envers l'environnement [et] résulte d'un phénomène d'appropriation de l'espace en vertu duquel se construit un sens d'appartenance entre les individus, ou les groupes, et l'espace» (Poullaouec-Goidec et al., 1999, p. 72).

<sup>z</sup> Selon Ghiotti (2004), la territorialisation est un processus progressif par lequel la dimension territoriale se construit.

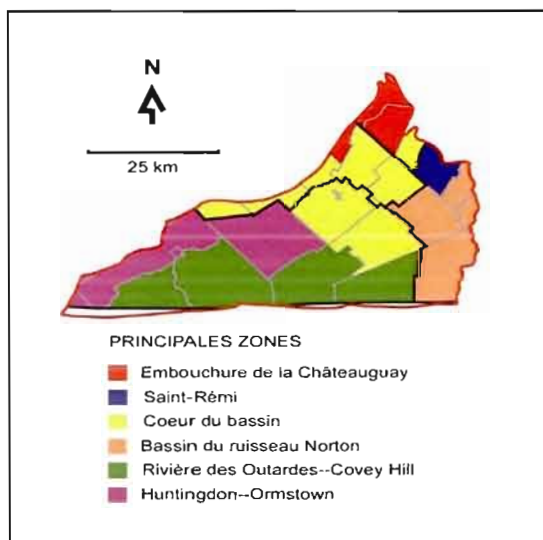
résidents n'ont pas la même relation avec l'espace que la population d'origine qui a une relation d'usage avec l'environnement comme les répondants l'ont mentionné à quelques reprises.

Alors, tant et aussi longtemps que la population et les usagers n'ont pas intégré le bassin versant comme étant un véritable territoire, qui combine les échelles liées aux représentations, aux mesures et analyses (sous-systèmes biophysiques et socioculturels) et à la prise de décision (Prévil, St-Onge et Waaub, 2004), la SCABRIC ne pourra pas être l'expression d'un système d'action territorial. De plus, la précarité de l'OBV contribue à la difficulté d'un système d'action à se mettre complètement en place. Le contexte ne favorise pas la présence de rapports antagonistes pour le contrôle de l'organisme.

#### 10.4 DYNAMIQUE TERRITORIALE

Sur le plan méthodologique, il faut souligner qu'un des buts de la recherche est de combiner les outils de l'aménagement à ceux de l'analyse stratégique afin de comprendre la représentativité du processus participatif au sein de la SCABRIC et son système d'action concret. Ce découpage du territoire en zones présentant une dynamique propre a permis d'anticiper les différents résultats.

**Figure 10.1** : Carte du découpage territorial



En effet, le découpage proposé dans le chapitre 2 a permis d'identifier six zones représentées sur la carte ci-dessous. Ce découpage permet de retrouver l'ensemble des enjeux évoqués par les participants et/ou de regrouper les différentes catégories.

D'abord, les acteurs appartenant à la catégorie des acteurs citoyens se concentrent dans le cœur du bassin où l'eau est principalement affectée par la pollution agricole et la rivière favorise les activités comme le canotage. Cette portion du bassin n'est pas directement frappée par des enjeux sensibles mais le déboisement et l'étalement urbain sont présents. Le secteur correspondant à la Covey-Hill est affecté par la question du pompage de l'eau qui préoccupe tous les répondants issus de cette zone. D'ailleurs, ceux-ci ont une approche locale et ne collaborent pas facilement avec la SCABRIC. La portion urbanisée a une préoccupation qui n'est pas orientée vers le bassin versant et gère par elle-même ses problématiques environnementales. Aussi, les urbains sont plus difficiles à intéresser à la vie associative que les ruraux (Prouteau et Wolff, 2002). Enfin, les secteurs de Saint-Rémi, de Huntingdon et du ruisseau Norton ne sont que faiblement représentés et les préoccupations de ces secteurs ne transparaissent pas dans le discours des répondants.

La poursuite des rencontres avec les participants permet de revoir néanmoins ce découpage ou à tout le moins d'en expliquer les limites. Les municipalités d'Ormstown et de Mercier pourraient être intégrées au cœur du bassin versant. Ensuite, Hinchinbrooke et Elgin pourraient être rattachés au secteur d'Huntingdon. Aussi, selon un répondant, la municipalité d'Hemmingford pourrait être séparée de la MRC des Jardins-de-Napierville et, pareillement, la municipalité de Saint-Isidore pourrait rejoindre la zone de Saint-Rémi. Aussi, Saint-Chrysostome pourrait être combinée à la zone de la Covey Hill. Ce redécoupage présenté ci-dessous correspond davantage aux résultats de la recherche et épouse le contour des différentes territorialités<sup>aa</sup> se profilant.

Alors, la combinaison des outils de l'urbanisme et de l'analyse stratégique permet de prendre en compte la complexité du bassin et d'introduire une plus grande cohérence. La

---

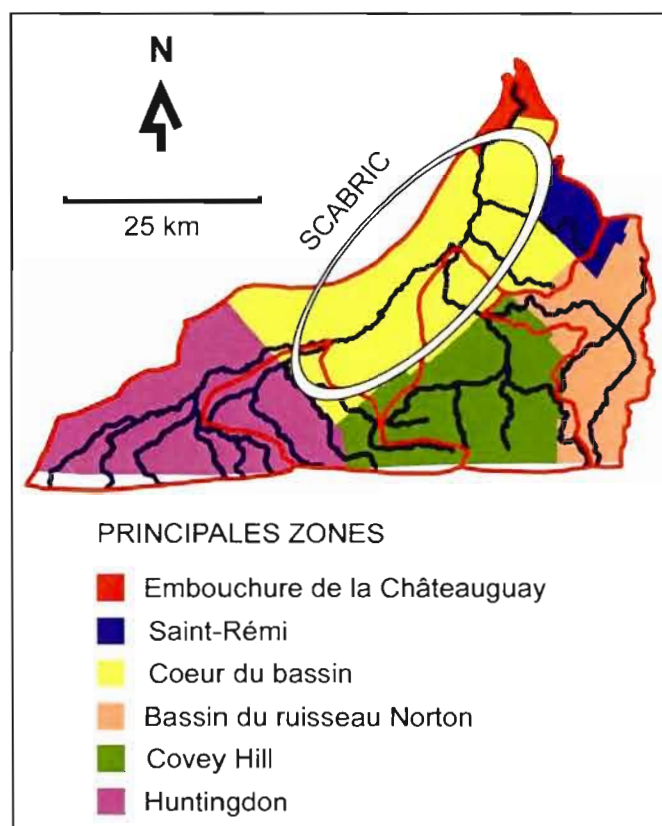
<sup>aa</sup> La territorialité se définit comme l'appropriation d'un lieu ou par «l'ensemble des relations qui permettent aux groupes [ou individus] de faire valoir leurs intérêts dans l'espace devenu milieu de vie» (Lahaye et Barnèche-Miqueu, 2003, p. 120).

prise en charge des différentes territorialités explique également les difficultés rencontrées empêchant de retrouver un système d'action concret dans la SCABRIC transposable à l'ensemble du bassin versant; il existe plusieurs territorialités et elles peuvent être en contradiction avec le territoire, le bassin versant (Lahaye et Barnèche-Miqueu, 2003). Comme la SCABRIC est délimitée principalement au cœur du bassin (anneau blanc), on peut clairement s'interroger sur la volonté ou la possibilité pour les acteurs des autres zones de s'impliquer dans l'OBV dans le contexte actuel.

Finalement, l'implication de l'ensemble du bassin dans la SCABRIC quoiqu'elle ne constitue pas un enjeu pour les participants est un aspect important que l'utilisation des outils en aménagement permet de révéler, ce qui procure une meilleure compréhension de la dynamique régionale de la Châteauguay. En ce sens, la méthodologie de la recherche est utile dans l'étude d'une organisation ayant une composante territoriale définie, comme par exemple, un OBV ou un comité ZIP. Cette dimension est difficilement évaluable par d'autres méthodes.



**Figure 10.2 :** Carte du redécoupage du bassin versant



## 10.5 REPRÉSENTATIVITÉ DES ACTEURS

### 10.5.1 Démocratie représentative<sup>bb</sup>

Comme l'indiquent les questions de la recherche (p. 25), il existe plusieurs types de représentativité possible au sein d'un OBV. D'abord, la PNE prévoit que les comités de bassin se composeront «de membres représentatifs de l'ensemble des acteurs de l'eau, locaux et régionaux, publics et privés [qui] agiront comme des tables de concertation et de planification» (Québec, 2002, p. 19). De plus, dans la PNE, les différentes parties prenantes

<sup>bb</sup> Il existe deux formes de démocratie représentative ou élitiste qui se manifestent par la représentation de groupes d'intérêt et par la représentation de citoyens-experts (Van den Hove). Dans le contexte lié à la PNE, la démocratie représentative est liée à la représentation des groupes intéressés par la gestion de l'eau.



engagées dans la GIEBV ou acteurs sont appelés des usagers de la ressource; il s'agit d'une définition englobante. Ainsi, les représentants des différents groupes de la société intéressés par l'environnement et les bassins versants doivent s'engager dans la gestion de l'eau. Cependant, les résultats de la recherche montrent que les représentants des différents groupes d'intérêt ne remplissent pas ce mandat dans la plupart des cas à l'exception de certains représentants du milieu agricole et municipal.

En effet, les répondants représentants des collèges électoraux ne jouent pas le rôle de courroie de transmission de l'information et ne sont pas imputables. Ils agissent à titre personnel et poursuivent des objectifs qui leur sont propres. De plus, leur implication au sein de l'organisme est très limitée en raison de la nature bénévole de leur participation au sein de la SCABRIC. Un répondant résume bien la situation : «La représentation marche très bien en théorie. Cependant, il y a des représentants qui ne représentent pas grand-chose. L'industrie n'est pas là et il faut faire du recrutement<sup>cc</sup>. [...] Cependant, il est impossible d'aller chercher tout le monde. Aussi, il y a des participants souvent absents et la transmission de l'information ne se fait pas toujours. Ça ne se ressent pas dans les activités quotidiennes du comité mais ça crée des risques accrus de conflits» (A-3). Aussi, les répondants s'attribuant un rôle représentatif s'impliquent sur une base volontaire et sont souvent les seuls de leur secteur ou groupe respectif à désirer s'engager au sein de l'OBV.

S'ils remplissent leur rôle, les représentants issus des milieux agricole et municipal ont tout de même des réserves au sujet de l'organisme. La plupart désirent que la SCABRIC se limite à la concertation entre usagers, à la sensibilisation du public et au développement des connaissances sur le bassin de la Châteauguay. Selon Bibeault (2003), cette attitude méfiante ou prudente serait le fruit d'une tension dialectique entre une logique d'ensemble et la régulation sectorielle axée sur les usages ou fonctions attribués à l'eau. Dans le cas de l'agriculture, Bibeault se questionne sur la capacité d'un OBV à concilier les impératifs économiques (ex. capitalisation des fermes et exportation) et les réalités locales.

---

<sup>cc</sup> Selon Korfmacher (2001), la sous-représentation d'un groupe au sein d'un organisme de bassin contribue à désillusionner les participants. Ce faisant, l'absence de l'industrie peut conduire au désengagement des acteurs économiques.

De plus, les acteurs représentatifs sont réalistes sur les capacités de l'organisme qui n'a pas la possibilité d'intervenir dans leurs champs sectoriels. Par exemple, en agriculture, la SCABRIC ne peut pas jouer un rôle comparable à celui du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) ou de l'UPA. L'organisme comme entité ne détient pas une zone d'incertitude qui menace ou affecte les groupes représentés sur le CA de la SCABRIC quoique certains répondants soulignent des inquiétudes du secteur municipal de perdre l'exclusivité de sa compétence déléguée en gestion de l'eau.

Ce faisant, le choix des participants au sein des comités peut être remis en question. Les répondants qui s'attribuent un rôle de représentation d'un groupe ou d'une municipalité sont-ils réellement les personnes susceptibles de faire progresser la GIEBV? S'agit-il des bons «porteurs de ballon?» – expression employée par le Guide pour la mise en place d'une organisation de bassin versant au Québec. Par exemple, l'implication d'un conseiller municipal permet-elle réellement une bonne représentation d'une MRC? La présence des préfets conférerait à la SCABRIC une zone d'incertitude plus grande aux yeux des intervenants du bassin en raison d'une augmentation de sa notoriété et de sa légitimité. Selon les réponses obtenues, les représentants, sauf une seule exception, s'impliquent car une chaise est disponible et qu'il faut bien qu'une personne l'occupe.

Alors, au sein de la SCABRIC, il apparaît que la représentation des différents groupes d'intérêt demeure très limitée. Évidemment, les cadres légal et financier dans lesquels les OBV évoluent expliquent cette situation. Si le ministère des Affaires municipales et des Régions exigeait que les SAD se conforment aux orientations de la SCABRIC, les élus municipaux auraient tout avantage à s'impliquer davantage.

Enfin, si la SCABRIC n'arrive pas à susciter l'adhésion du secteur représentatif limitant sa crédibilité et sa légitimité, l'organisme doit tenter de contrebalancer cette situation en stimulant la participation citoyenne.

### 10.5.2 Démocratie citoyenne<sup>dd</sup>

#### 10.5.2.1 Participation et légitimité

D'emblée, la présence de la démocratie citoyenne au sein des OBV est mal définie dans la PNE. La participation publique se résume principalement à la consultation de la population au cours de la réalisation des PDE (Québec, 2002). Néanmoins, «la notion d'acteurs liés à la gestion de l'eau [a été] élargie pour inclure tous ceux qui démontrent un intérêt dans la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. [Ce faisant, la GIEBV] favorise une participation active de l'ensemble des acteurs de l'eau d'un bassin versant ainsi qu'une consultation accrue de la population» (MDDEP, UMQ et ROBVQ, 2004, p. 8). Donc, malgré l'absence de clarté sur l'implication des simples citoyens, leur présence est essentielle à la légitimité des OBV.

Comme mentionné précédemment, la représentativité des groupes intéressés par la gestion du bassin de la Châteauguay est faible pour plusieurs raisons et la majorité des participants se présentent eux-mêmes comme des citoyens soucieux de l'environnement et non comme des représentants des intérêts de la population du bassin. Puisque les représentants citoyens ne s'attribuent pas, à l'exception d'un répondant, le rôle de porte-parole de leurs voisins et qu'ils agissent par intérêt personnel, la question de la légitimité de l'organisme se pose : «L'aspect primordial est l'implication citoyenne d'où vient la légitimité du comité. Il faut qu'il y ait une volonté citoyenne et politique, ça c'est plus compliqué» (A-3). Comme la SCABRIC est appelée à intervenir dans la planification du territoire, un pouvoir actuellement délégué aux municipalités par le gouvernement, sa légitimité doit être reconnue par les différents intervenants de la Châteauguay.

Alors, si les participants agissent en leur nom, ils doivent pouvoir bénéficier d'une sanction morale pour justifier leur action et celle de la SCABRIC auprès des usagers de l'eau et de la population. Cette légitimité, qui est directement liée à la crédibilité de l'OBV,

---

<sup>dd</sup> «La forme démocratique de participation correspond [...] au cas où des personnes participent au processus décisionnel en tant que citoyens et non pas en tant qu'experts ou représentants de groupes d'intérêts» (Van den Hove, p. 31).

provient de la base de l'organisation, de l'implication de ses membres et sympathisants. D'ailleurs, «Une légitimité provenant de la base ne saurait être compensée par aucun autre substitut, pas même la reconnaissance gouvernementale, pas même le financement récurrent, pas même la crédibilité des leaders» (Villemaire, 2002, p. 12).

Dans le contexte actuel, la SCABRIC compte une quarantaine de membres en règle composés d'organismes et d'individus. Ceux-ci sont appelés lors des assemblées générales à renouveler le CA de l'OBV et à endosser les orientations du groupe. Cette absence d'effectifs amène plusieurs répondants à mentionner que l'organisme travaille en cercle fermé en raison du manque de relève dans le milieu et du désintéressement des jeunes envers le bénévolat. Ce faisant, la vie associative et démocratique de la SCABRIC est sujette aux critiques dont celle d'un répondant qui considère que l'organisme abrite une clique qui monopolise toute la place.

De plus, les initiatives visant à stimuler la participation n'ont pas non plus suscité l'adhésion de la population à l'organisme. Par exemple, le dernier colloque tenu par la SCABRIC n'a pas amené une participation du public; «à ce jour, la consultation publique a davantage été une présentation et seules dix personnes étaient présentes, dont trois membres du CA. Ils (la SCABRIC) n'ont pas les ressources pour faire de la publicité et manquent de temps pour tout faire» (A-3). De même, les réunions du CA ne suscitent pas la participation du public.

Cette situation s'explique encore par l'absence de moyens financiers permettant de réunir le personnel pour préparer les événements, de trouver des locaux pour les tenir et de les publiciser. La précarité décourage les répondants qui n'ont rien à offrir aux membres de l'organisation en échange de leur contribution financière. Les membres ne retirent qu'une gratification personnelle.

Les membres du CA ont assimilé cette réalité et cherchent des manières de diffuser le concept de GIEBV et d'accroître la notoriété de la SCABRIC par des activités récréatives pour changer la perception de la rivière au sein du public. Par exemple, le Canot d'Août

permet de faire connaître l'OBV mais crée selon certains répondants une confusion sur la mission réelle du groupe. D'ailleurs, plusieurs suggèrent de confier les activités de canotage à d'autres associations. Selon un répondant, l'organisation d'un tour guidé du bassin en autobus n'a pas fonctionné car «la SCABRIC a voulu tout mener malgré qu'elle n'était pas suffisamment compétente. Ils sont ralentis par la lourdeur des échanges. Elle ne délègue pas assez» (B-3).

Néanmoins, grâce aux réseaux communautaire et environnemental, à ces projets sur la cartographie des puits, sur les salamandres ou le fouille-roche gris, la SCABRIC a développé un bassin important de contacts (800 personnes) dont un certain noyau de sympathisants qui agissent comme bénévoles. L'un des défis de la SCABRIC est de susciter la mobilisation de ce groupe qui peut contribuer à sa notoriété et à sa légitimité. Cependant, les bénévoles ont un comportement «zappeur<sup>cc</sup>» et sont difficiles à garder au sein d'une organisation s'ils n'arrivent pas à trouver une satisfaction personnelle – le bénévole cherche à bâtir des liens par son implication (Renault-Tesson, 2000) – ou dans le regard des autres suite à leur action. Le manque de soutien et la sollicitation ponctuelle peuvent conduire à la démobilisation des bénévoles.

Aussi, comme on l'a mentionné au début de ce chapitre, la population ne se représente pas encore le bassin versant comme un territoire. Il n'y a pas de sentiment d'appartenance généralisé au milieu. Puisque la GIEBV est supposée «favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance au milieu et permettre de sensibiliser les résidents à l'état de la qualité de l'eau» (ROBVQ, UMQ et MENV, 2004, p. 8), comment expliquer les faits observés dans la recherche?

De plus, la question de la distance se pose dans le cas du bassin versant de la Châteauguay. Selon Lahaye et Barnèche-Miqueu (2003), la distance et par ricochet l'étendue du territoire ont une incidence sur les interrelations entre les individus et les groupes. Les personnes doivent se déplacer sur de longues distances et, de plus, en l'absence de grands

---

<sup>cc</sup> Le bénévole a un comportement consommateur et est sensible au mode (Renault-Tesson, 2000). Par exemple, dans le cas de la Châteauguay, la fin du moratoire sur le développement porcin pourrait susciter un regain de l'implication bénévole comme le soulignent certains répondants.

axes, les conditions climatiques compliquent les déplacements l'hiver. Pareillement, il y a une composante saisonnière qui doit être prise en compte pour les agriculteurs et les municipalités; selon un répondant préoccupé par les inondations: «l'hiver, la rivière dort. Je ne connais pas encore le cycle annuel et comment se traduit l'implication sur toute une année» (E-4). Ces obstacles additionnés aux considérations linguistiques et aux rapports entre les nouveaux venus dans le bassin et les populations d'origine compliquent davantage la mobilisation et la participation du public.

Enfin, en l'absence de la participation des principaux groupes d'intérêt ou d'utilisateurs, le principal défi de l'OBV réside dans la mobilisation du milieu. Cette implication citoyenne ne doit pas être évaluée uniquement selon le nombre de participants et il convient d'évaluer l'implication sur le plan spatial.

#### 10.5.2.2 Représentativité spatiale

La GIEBV suppose non seulement une implication des usagers, des groupes intéressés par la Châteauguay et de la population mais également la participation de l'ensemble d'un territoire délimité par la ligne de partage des eaux. La GIEBV est confrontée au défi d'arrimer les différentes échelles administratives et autres pour regrouper l'ensemble des intervenants intéressés. Encore une fois, la distance vient compliquer la tâche pour les comités de bassin confrontés à des territoires étendus.

Si les membres de l'organisation ou les participants du CA ne proviennent pas de tous les secteurs du bassin, il faut questionner la capacité de l'organisme à représenter les acteurs absents et à intégrer leurs préoccupations. En effet, s'il existe plusieurs représentations de l'espace et que le bassin est en réalité la somme de plusieurs territoires ayant chacun leur propre système d'action, la représentation de l'ensemble du bassin ne peut pas être prise en compte par des participants provenant principalement d'un seul secteur, le cœur du bassin.

D'ailleurs, comme le CA de la SCABRIC concentre des participants principalement issus d'une zone restreinte (cœur du bassin), cette situation pourrait expliquer que les répondants agissent principalement sur des bases personnelles. Cette situation a été observée au sein d'associations agissant à l'intérieur de bassins versants de petite taille (Cheng et Daniels, 2005).

De plus, suite à des discussions entre le MDDEP et le ROBVQ, l'élargissement probable des limites du bassin pourrait favoriser une représentation plus forte des zones peu ou pas représentées; «de cette manière, ils (la SCABRIC) iront chercher davantage les MRC de Beauharnois-Salaberry et des Jardins-de-Napierville. Les gens des Jardins-de-Napierville sont plus casaniers et durs à aller chercher. Pour la MRC de Beauharnois-Salaberry, ils s'intéressent surtout à l'industrie. Ils sont là à cause de Sainte-Martine» (D-1). Ou encore, le déséquilibre pourrait être aggravé. Est-ce que les usagers de l'eau et citoyens intéressés aux bassins limitrophes se reconnaîtront dans un organisme centré sur la Châteauguay?

Alors, sur le plan de la représentativité qui légitime l'action du comité, il convient de mettre en œuvre une stratégie pour aller chercher une large adhésion sur l'ensemble du territoire. Évidemment, la nature bénévole de l'implication et l'absence des certains groupes d'usagers ou d'intérêt ne doivent pas amener le rejet de participants pour faire place à d'éventuels nouveaux venus. La réalisation d'un projet comme Outardes-Est auprès des agriculteurs montre qu'il est possible d'intéresser un groupe excentré à la GIEBV de la Châteauguay. Ce type de démarche apparaît la meilleure avenue pour arriver à une réelle représentativité spatiale.

Comme il existe plusieurs systèmes d'action à l'intérieur des limites du bassin de la Châteauguay, la réflexion sur la dynamique territoriale peut également arriver à résoudre les problèmes liés à la distance et aux acteurs absents et susciter la mobilisation du milieu. Selon Cheng et Daniels (2005), quoiqu'il soit impossible de déterminer scientifiquement la taille idéale d'un bassin versant, les petits bassins aident à créer une vision commune et favorisent la formation de réseaux dans le milieu. Donc, ils faciliteraient l'atteinte de plusieurs critères sensés favoriser l'implication des différents groupes d'usagers : bâtir la confiance, résoudre

les conflits et fixer des objectifs collectifs (MDDEP, 2005). Le MDDEP (2005) a aussi identifié des critères, dont la collaboration avec les décideurs et le financement, qui peuvent bénéficier d'une présence à diverses échelles décisionnelles autant locale que régionale.

Conséquemment, la SCABRIC pourrait modifier son fonctionnement pour impliquer l'ensemble du bassin en créant, par exemple, des sous-comités de zone. Pareillement, des clubs de bassins coordonnés par la SCABRIC pourraient jouer le même rôle. En effet, pour plusieurs, l'identité est une question d'échelle : plus elle est grande, plus l'identité est diffuse (Delorme, 2002). Les individus développent leur identité territoriale autour d'acteurs impliqués dans des projets locaux décentralisés (De l'Harpe, 1999). Alors, la décentralisation spatiale apparaît d'autant plus intéressante que des discussions entre le gouvernement et le ROBVQ pourraient à court terme mener à l'élargissement des territoires des organismes de bassins aux petits bassins limitrophes. En quelque sorte, le bassin versant est une ville et les sous-bassins ou sous-zones en sont les quartiers.

Enfin, l'accroissement de la représentativité spatiale est nécessaire pour accélérer la diffusion du travail de la SCABRIC. En l'absence de publicité et d'évènement à portée médiatique, le bouche à oreille, comme le mentionne quelques participants, contribue à la notoriété de l'OBV. Cette forme de communication est particulièrement efficace entre voisins (relations de proximité).

### 10.5.3 Représentativité d'ensemble

Il existe une troisième façon de percevoir la représentativité d'un OBV. La démocratie citoyenne et la participation publique supposent la représentation de l'ensemble des tendances qui existent dans le milieu. Cette représentation dépasse la prise en charge des différents systèmes d'action présents dans le bassin. Outre l'intégration des différentes dimensions locales, il faut que la participation reflète la composition sociodémographique du bassin versant.



Actuellement, comme le suggèrent la moyenne d'âge des membres du CA et leurs préoccupations liées au manque de relève, il y a un déséquilibre générationnel important. Les considérations familiales, le travail et les études monopolisent les jeunes et, en raison de leur désir de sociabiliser ou de leur disponibilité, les retraités ou les travailleurs à temps partiel sont plus disposés à offrir leur temps dans un cadre associatif. De plus, les personnes du troisième âge ne sont pas très présentes pour des raisons de santé (Prouteau et Wolff, 2002 et 2005). Pareillement, les personnes rencontrées sont généralement très scolarisées et doivent par ricochet avoir un revenu supérieur à la moyenne de la population. Aussi, plusieurs sont des nouveaux venus dans le bassin. Ces situations ne sont pas étonnantes dans le contexte d'une implication bénévole (Prouteau et Wolff, 2002).

Cette situation montre une des limites de la participation et d'une réelle représentation de l'ensemble du spectre des groupes d'âges, de revenus et autres. Évidemment, cette problématique est la même pour tous les organismes qui doivent compter sur une grande notoriété pour mobiliser tous les courants au sein de la société. Aussi, il faut être réaliste car les populations défavorisées sont moins faciles à mobiliser que les autres notamment pour des raisons contingentes (ex. accès à une auto); elles doivent fournir un effort additionnel pour s'impliquer. Les attentes liées à ce type de représentativité doivent demeurer pragmatiques.

## 10.6 RÉFLEXION SUR LA GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT

Suite à l'étude de la SCABRIC, il convient également de discuter la GIEBV qui est actuellement pratiquée au Québec. D'abord, le premier élément qui empêche de mobiliser le milieu autour de l'organisme est l'absence de moyens financiers. Le gouvernement a créé un nombre de 33 comités de bassin versant et la multiplication des groupes a conduit à un éparpillement des ressources financières (Brun et Lasserre, 2004). Le MDDEP a agi de la sorte en misant sur l'appui du milieu pour compléter le financement<sup>ff</sup> mais cet appui ne s'est

---

<sup>ff</sup> Aux États-Unis, des chercheurs ont démontré que la présence d'un organisme de bassin versant permettait à la fois d'accroître le nombre d'initiatives environnementales sur le terrain et le financement (Cline et Collins, 2003).

jamais matérialisé dans le cas de la Châteauguay. Comme l'a souligné un participant, le milieu n'est pas très riche.

Aussi, le Québec prend du retard par rapport à certaines provinces canadiennes<sup>88</sup>. La PNE ne constitue pas une loi cadre sur l'eau et le gouvernement n'a pas donné de pouvoir ou d'outil obligeant les intervenants municipaux à intégrer les orientations des comités de bassin. Aussi, l'absence d'un système de redevances ne vient pas responsabiliser les usagers ou les pollueurs du bassin versant dont les activités, dans le respect de la loi, ont une influence sur la qualité et la quantité de la ressource. Il n'y a pas d'incitatif ou de contrainte qui pourrait amener l'implication des principaux usagers qui, dans l'état actuel des choses, ne retireraient aucun bénéfice à s'engager sur le CA d'un OBV, d'où le peu de relations de pouvoir.

Cette absence de pouvoirs et de moyens entraîne les organismes de bassin dans un cul-de-sac car ils ne peuvent se faire connaître, conserver l'expertise développée, se doter de matériel, etc. Ils doivent travailler à la recherche constante de subventions et se détournent de leur mandat. De plus, la précarité complique l'adhésion du public et des usagers de l'eau. Il s'agit en quelque sorte d'un cercle vicieux. De plus, comme le cadre de référence gouvernemental pour les organismes de bassin prévoit que la réalisation des PDE doit inclure une planification pour une période d'une durée de dix à vingt ans et la création d'un comité technique d'experts pour documenter une longue liste d'indicateurs principalement biophysiques (MENV, 2004), il apparaît que les attentes gouvernementales ne tiennent pas compte des réalités contingentes des OBV comme la SCABRIC.

À cette situation, se superpose également un manque d'encadrement de la part du ministère qui ne précise pas ses attentes envers les comités de bassin versant concernant le

---

<sup>88</sup> L'Ontario et la Colombie-Britannique se sont largement engagées dans la GIEBV soutenant la réalisation de plans et la création d'OBV. Aussi, plusieurs provinces, dont le Manitoba en 2005, se sont dotées d'un cadre légal et réglementaire obligeant les usagers, qui bénéficient d'une allocation en eau ou qui gèrent des infrastructures importantes (ex. centrales hydroélectriques, barrages), ou les autorités régionales ou locales à réaliser à leurs frais des plans de GIEBV en impliquant les usagers de l'eau et les citoyens.

contenu des PDE<sup>hh</sup>. D'ailleurs, ce concept est flou pour les répondants, dont les représentants municipaux qui devraient être les plus intéressés en raison des implications de ces plans sur leur planification du territoire (Québec, 2002). Cette difficulté à maîtriser le cadre conceptuel québécois de la GIEBV constitue une limite incontournable à l'engagement des participants (Prévil, St-Onge et Waaub, 2004). La présence d'un cadre réglementaire favorise l'efficacité des débats au sein de groupes participatifs (Gagnon et al., 2005).

Sur le plan structurel, le gouvernement libéral a concentré ses énergies sur la réalisation d'un projet de loi sur le développement durable et ne s'est pas engagé en faveur de la PNE. D'ailleurs, l'implication des différents ministères demeure limitée en l'absence de fonds et de ressources. Comme le mentionne un répondant, les ministères s'impliquent d'abord pour faire bonne figure devant le MDDEP. Les approches sectorielles n'ont toujours pas été remises en cause et dans le cas de la Châteauguay, comme la rivière n'est pas sur le domaine de l'État, l'implication gouvernementale est encore moindre. D'ailleurs, cette absence d'intégration organisationnelle est présente autant au sein des administrations provinciale que fédérale (Bibeault, 2003).

Les discussions entre le MDDEP et le ROBVQ visant à étendre les limites des bassins aux rivières limitrophes viendront encore complexifier la GIEBV en raison des résultats observés. Comme les bénévoles forment une communauté d'individus autour d'un même enjeu (Renault-Tesson, 2000), il apparaît que l'accroissement de la distance et la multiplication des représentations au sein d'un organisme constituent des entraves à leur implication. Le gouvernement, sans rompre avec l'approche par bassin, devrait entamer une réflexion sur la territorialité et proposer des avenues pour décentraliser la gestion de l'eau vers la population. Sinon, à long terme, les comités de bassin risquent de s'institutionnaliser, pour devenir des agences de l'eau comme il en existe en France, ou encore de se professionnaliser complètement.

---

<sup>hh</sup> Le PDE doit inclure le portrait du bassin versant, l'identification des enjeux, le choix des orientations, les axes d'intervention et les résultats attendus (Brun et Lasserre, 2004).

D'ailleurs, des travaux en Oregon tendent à démontrer que les petits bassins versants permettent la mise en place d'un sentiment d'appartenance et se concentrent sur le bien-être de la communauté – les citoyens se réunissent spontanément sur des enjeux locaux – tandis que les grands bassins favorisent la prise en compte des enjeux régionaux par des participants organisationnels (Cheng et Daniels, 2005).

En contrepartie, l'agrandissement des bassins versant s'accompagnerait d'une hausse du financement. Celle-ci est positive pour permettre la réalisation du mandat de l'organisme afin qu'il dépasse la simple planification et caractérisation vers une gestion véritable de la ressource. Selon certains répondants, la hausse du financement pourrait permettre à la SCABRIC de devenir un véritable chef d'orchestre du bassin. Les besoins des OBV s'établiraient à 180 000 \$ par année (Brun et Lasserre, 2004).

À ce jour, le gouvernement n'a pas entamé publiquement de réelles réflexions sur le type de représentativité qu'il désire pour les OBV. Il ne propose nulle part des avenues pour amener le public à s'intéresser à la GIEBV et ne balise pas la place que les citoyens, sympathisants et bénévoles doivent prendre dans le processus. Seule la consultation est prévue dans la PNE sans la guider véritablement. Pour une planification optimale, il importe que les organismes de bassin permettent une participation équilibrée entre les représentants des secteurs public et privé et les citoyens (Koontz et Johnson, 2004).

Cette critique de la GIEBV au Québec permet de retrouver les principales limites présentes dans la littérature. En ce sens, l'étude de la Châteauguay vient confirmer les impressions existantes. Pour remédier à ces lacunes, le chapitre suivant développe des recommandations contingentes et heuristiques adaptées au contexte de la Châteauguay et pouvant raisonnablement être mises en œuvre par la SCABRIC; celles-ci tiendront compte de la précarité actuellement vécue par l'OBV.

## 10.7 PERCEPTIONS LIÉES À L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

S'appuyant sur la typologie, il est possible de produire un tableau montrant les perceptions des acteurs par rapport aux changements climatiques. Le tableau permet pour chaque type d'acteurs de séparer les perceptions des répondants face aux rôles de la SCABRIC, aux impacts du réchauffement climatique, aux usages concernés, aux secteurs affectés, aux causes aggravant la vulnérabilité du bassin et aux solutions à mettre en œuvre. Il importe de souligner que les acteurs n'ont pas directement été questionnés sur les causes et les solutions.

**Tableau 10.2** : Perceptions des différents types d'acteurs face aux changements climatiques

Types d'acteurs	Perceptions face aux changements climatiques
<b>Groupe A - Acteurs pivots (4 participants)</b>	<u>Rôles</u> : sensibilisation, support à la recherche et implication de tous les usagers; <u>Impacts</u> : inondations, sécheresse (recharge des eaux souterraines), tempêtes, pluies fortes (lessivage), pollution de l'eau (ex. lagunes de Mercier), érosion (terres noires) et espèces envahissantes; <u>Usagers</u> : citoyens, agriculteurs (pomiculteurs et acériculteurs), industrie agroalimentaire, gestionnaires d'infrastructures et riverains; <u>Secteurs</u> : Châteauguay, Huntingdon, Elgin, Covey Hill et Jardins-de-Napierville; <u>Causes</u> : déboisement et destruction milieux humides.
<b>Groupe B - Groupes externes (5 participants)</b>	<u>Rôles</u> : actions concrètes; <u>Impacts</u> : inondations, érosion, étiage, détérioration de la qualité de l'eau, pluies fortes, pollution agricole, feux de forêt et recharge des eaux souterraines; <u>Usagers</u> : agriculteurs, riverains, industries, gestionnaires d'infrastructures; <u>Secteurs</u> : ensemble du territoire; <u>Causes</u> : pratiques agricoles.
<b>Groupe C - Bénévoles (3 participants)</b>	<u>Rôles</u> : concertation, reboisement et ensemencement; <u>Impacts</u> : pluies fortes, sédimentation, sécheresse, introduction d'espèces nouvelles, lessivage printanier, étiage, variation des niveaux d'eau, érosion, contamination de l'eau potable, dégradation des écosystèmes aquatiques, sécheresses; <u>Usagers</u> : agriculteurs, secteur récréotouristique; <u>Secteurs</u> : plaine agricole <u>Causes</u> : déboisement, drainage

(Suite)

Types d'acteurs	Perceptions face aux changements climatiques
<b>Groupe D - Membres du CA / citoyens (7 participants)</b>	<u>Rôles</u> : acquisition de connaissance, sensibilisation, concertation; <u>Impacts</u> : réchauffement, variations extrêmes de température, baisse de niveaux, étiage, érosion des pentes, inondations, sécheresse, verglas, contamination de l'eau, approvisionnement en eau potable; <u>Usagers</u> : industries, citoyens, municipalités et agriculteurs (drainage, irrigation et pompage); <u>Secteurs</u> : Châteauguay, plaines agricoles, secteurs déboisés, Covey Hill, Mercier, Ormstown et Mercier.
<b>Groupe E - Membres du CA / représentants (5 participants)</b>	<u>Rôles</u> : acquisition de connaissances, surveillance, sensibilisation; <u>Impacts</u> : sécheresses ponctuelles, dégel hâtif, inondations, approvisionnement en eau potable; <u>Usagers</u> : agriculteurs et riverains; <u>Secteurs</u> : ruisseau Norton, Châteauguay, Ormstown et Huntingdon.
<b>Groupe F - Personne invitée (5 participants)</b>	<u>Rôles</u> : développement des connaissances, sensibilisation, coordination et concertation; <u>Impacts</u> : extrêmes de température, perte de sol, érosion, pression sur la faune, précipitations violentes, sécheresse, inondation, étiage, approvisionnement en eau potable, concentration de la pollution, eutrophisation <u>Usagers</u> : gestionnaires d'infrastructures, agriculteurs, riverain, secteur récréotouristique et industrie; <u>Secteurs</u> : ruisseau Norton, Covey Hill, Sainte-Martine et Châteauguay; <u>Causes</u> : activités agricoles, disparition des milieux humides et déboisement; <u>Solutions</u> : zones tampon, reboisement et contrôle des eaux pluviales.

Comme le montre ce tableau, la plupart des types se recoupent dans leur appréciation des impacts des changements climatiques sur les différentes dimensions évoquées précédemment. Les acteurs qui détiennent une expertise, une zone d'incertitude liée à leurs compétences, ont une compréhension plus large des impacts et arrivent à mieux identifier les vulnérabilités du bassin versant. Alors, les principales vulnérabilités sont liées aux pratiques culturelles, au prélèvement de l'eau souterraine, au contrôle des inondations et à la protection des milieux naturels autant humides que forestiers.

En effet, selon la plupart des participants la culture maraîchère exerce le stress le plus important sur l'environnement en raison de la vulnérabilité des terres noires à l'érosion, de l'irrigation massive en eau souterraine des cultivars comme le brocoli et l'utilisation importante de fertilisants et de pesticides. Aussi, la pression sur la ressource a déjà selon les répondants conduit à des conflits entre usagers qui fragilisent à la cohabitation dans la MRC des Jardins-de-Napierville. Selon un répondant, «les maraîchers ont des problèmes entre eux. Ils se relancent continuellement. Si quelqu'un creuse un puit à une profondeur de 200 pieds, un autre creusera à 250 pieds et ainsi de suite» (D-3).

Ensuite, selon plusieurs répondants, la recharge en eaux souterraines à la Covey Hill est insuffisante pour assurer la demande à long terme des habitants et des usagers de la ressource. Pour plusieurs, les changements climatiques viendraient aggraver cette situation accentuant la demande et influençant la recharge.

Lors des périodes d'étiage et de débordement, les variations des niveaux d'eau constituent un enjeu majeur pouvant être affecté par les modifications des régimes des précipitations et du climat : diminution de l'épaisseur du couvert de neige, accroissement de l'évaporation, etc. De plus, le drainage agricole, l'artificialisation du sol et la perte des milieux naturels aggravent cette variation. Cette vulnérabilité est aggravée par l'attitude des participants en aval qui ne voient pas d'intérêt dans la protection des boisés car la rétention de l'eau et son écoulement progressif viendraient aggraver les étiages estivaux. «C'est les secteurs sous couvert forestier avec les milieux humides qui doivent prioritairement être protégés car ils sont moins affectés par les changements climatiques. Par exemple, à 50 % de déboisement, il y a un début de détérioration et, à 70 %, il y a perte de biodiversité» (F-3).

La vulnérabilité la plus importante dans le bassin est liée à l'ignorance des participants qui ne connaissent pas encore les impacts potentiels. De plus, les changements climatiques ne constituent pas un enjeu pour les participants. Selon eux, le rôle de la SCABRIC doit se limiter au support de la recherche. Malgré les zones d'incertitude contrôlées par certains répondants, il n'y a aucune relation de pouvoir liée aux changements climatiques en l'absence d'enjeux vécus ou affectant le milieu. Comme en témoignent

d'autres travaux (Milot et Lepage, 2004; Milot, 2004), la diversité des objectifs des participants et des perceptions empêchent l'apparition d'une vision collective en relation avec l'adaptation aux changements climatiques. La présence de trop de points de vue différents rend la concertation difficile (Bibeault, 2003).

Finalement, sur le plan méthodologique, l'absence d'enjeux pour les répondants liés aux changements climatiques vient compliquer l'analyse des résultats car il n'existe pas un seul enjeu commun à tous les participants. Telle que discutée précédemment, l'absence d'interactions conséquentes ou d'un système d'action ayant un dynamisme fort au sein de la SCABRIC témoignent de cette situation.



## RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

### 11.1 RECOMMANDATIONS

Suite à la réalisation de la recherche, il est possible de proposer certaines pistes pour solutionner les problèmes constatés à l'intérieur de l'OBV. Ces recommandations ne cherchent pas à corriger les limites de la PNE ou du cadre de référence gouvernemental car le comité de bassin n'a pas d'emprise sur les priorités du gouvernement. De plus, elles sont réalistes et tiennent compte des déficiences organisationnelles de la SCABRIC. Elles obéissent à quatre critères :

1. Elles sont applicables à court ou moyen terme;
2. Elles ne nécessitent pas de dépenses importantes;
3. Elles n'entraînent pas un alourdissement des tâches des permanents;
4. Elles sont compatibles avec les pistes de solution du Plan général d'intervention 2005-2015 de la SCABRIC (voir Appendice F).

#### 11.1.1 Renforcement par la base

De plus, les recommandations se partagent entre deux blocs qui visent à accroître la légitimité de la SCABRIC par sa base et par une meilleure implication des groupes intéressés par la GIEBV. Pour susciter la participation publique, les recommandations se partagent entre quatre axes : notoriété, crédibilité, légitimité et représentativité. Soulignons que ces différents axes sont complémentaires pour accroître l'implication du milieu.

La SCABRIC doit accroître sa visibilité ou notoriété dans le bassin versant. Concrètement, l'organisme a déjà entrepris des actions en ce sens en installant des panneaux d'interprétation et en se dotant d'un site Internet. Cependant, en dehors du cœur du bassin, le nom de la SCABRIC n'est pas connu. Alors, comme l'OBV n'a pas les moyens de publiciser

ses réalisations, il doit mieux utiliser les ressources et occasions à sa disposition. Il est suggéré de :

- mettre sur pied un comité de rédaction de lettres ouvertes à l'intention des journaux régionaux francophones et anglophones;
- envoyer systématiquement des communiqués de presse suite à l'obtention d'une subvention ou à la réalisation d'un projet;
- demander la permission d'utiliser les bulletins municipaux pour diffuser un encadré sur les travaux de la SCABRIC ou informer la population;
- demander aux partenaires détenant un site Internet d'installer un lien vers le site de la SCABRIC.

La crédibilité se construit progressivement à partir des travaux de l'OBV. Elle doit s'établir à partir de réalisations concrètes sur le terrain et d'efforts liés à la sensibilisation du milieu. En ce sens, il est proposé de :

- miser sur la sensibilisation des jeunes en milieu scolaire et associatif : un répondant suggère de soumettre un projet éducatif aux commissions scolaires et un autre propose de confier des tâches à des groupes de jeunes (ex. scouts) pour exécuter des travaux sur le terrain comme des corvées de nettoyage;
- accroître le nombre d'actions concrètes sur le terrain en lien avec l'amélioration de l'environnement en misant sur des partenariats avec d'autres organismes du milieu;
- déléguer, en partie ou en totalité, l'organisation d'activités (ex. Canot d'Août) qui s'éloignent de son mandat à d'autres organismes compétents pour épargner du temps et de l'argent.

La légitimité est liée à la base de l'organisation donc au nombre de ses effectifs. Conséquemment, il est suggéré de :

- recruter de nouveaux membres principalement dans les secteurs éloignés du cœur du bassin;

- créer un poste bénévole de registraire pour supporter le recrutement (ex. mise à jour des listes de membres, envoi des avis de renouvellement);
- utiliser les activités populaires de la SCABRIC pour accroître le *membership* (ex. location de canot gratuite aux membres);
- trouver des formules d'adhésion efficaces et souples (ex. adhésion ou renouvellement pour plusieurs années);
- utiliser le site Internet pour recevoir des dons et du financement;
- assurer la mise en place d'un outil de communication avec les membres pour les solliciter régulièrement (ex. le comité de lettres ouvertes pourrait également monté un bulletin à l'intention des membres) en utilisant les possibilités d'Internet.

Dans le cas présent, la représentativité repose principalement sur une implication de l'ensemble des parties du bassin versant. Comme la SCABRIC est principalement active au cœur du bassin, il convient de décentraliser son action et sa présence dans l'espace. Il est possible de :

- miser sur des projets dans les zones peu représentées (ex. sous-bassin de la rivière Turgeon) en s'inspirant des travaux entrepris dans le bassin de la rivière aux Outardes-Est;
- créer, en tenant compte de la dynamique territoriale, des tables de concertation, des clubs de bassin ou des structures *ad hoc* pour susciter la participation. Par exemple, de telles structures pourraient être implantées à l'embouchure de la Châteauguay (secteur aval) en collaboration avec le comité ZIP du Haut-Saint-Laurent et l'organisme Héritage Saint-Bernard, à Huntingdon (secteur amont de la Châteauguay et sous-bassin de la rivière aux Outardes), dans le sous-bassin du ruisseau Norton et dans le sous-bassin de la rivière aux Anglais. Le cœur du bassin est suffisamment représenté par l'organisme actuel. De même, des postes de responsable de zone pourraient être octroyés aux membres du CA ou encore à d'autres bénévoles.

Ces recommandations devraient permettre de mobiliser davantage la population du bassin et d'accroître la notoriété, la crédibilité et la légitimité de la SCABRIC et, par le fait

même, inciter les principaux usagers à s'impliquer dans la GIEBV. Suite à la mise en œuvre de ces recommandations, il importe aussi de consulter la population et les membres d'une façon régulière par la tenue d'assemblées publiques, de colloques ou d'autres événements. Les membres doivent se sentir impliquer dans le processus décisionnel.

Finalement, la réflexion devrait se poursuivre à l'intérieur de la SCABRIC sur la meilleure façon d'impliquer et d'utiliser les forces militantes à l'intérieur du bassin. En effet, des gens sont prêts à lutter contre des situations qui menacent leur qualité de vie et réclament des gestes rapides. Actuellement, ces énergies ne bénéficient pas à l'OBV et peuvent dans certains cas compliquer son travail sur le terrain (ex. conflits avec Règleau).

#### 11.1.2 Implication des groupes intéressés par la gestion de l'eau

Outre l'amélioration de sa base, la SCABRIC doit également mobiliser les groupes intéressés par le bassin versant de la Châteauguay. Une difficulté majeure réside dans l'incompatibilité géographique entre le bassin versant et les structures administratives et, conséquemment, avec les échelles décisionnelles. En effet, les décisions qui affectent la ressource hydrique et l'environnement se prennent principalement à l'échelle des municipalités et les activités agricoles responsables de la plupart des problématiques environnementales.

La SCABRIC devrait identifier les acteurs clés dans le bassin versant et tenter de les intégrer. Ces acteurs devraient également être imputables, ne se serait-ce que pour leur gestion des fonds publics versés, et représentatifs de leur organisme ou secteur d'activité. De plus, pour lier ces acteurs ou leur organisation, l'OBV pourrait recourir à des contrats de bassin. Par exemple, comme le suggérait le MDDEP en 2004 :

Les MRC et les communautés métropolitaines pourront s'engager par les contrats de bassin à mettre en œuvre certaines actions et, le cas échéant, à harmoniser leur SAD en fonction du PDE, ceci considérant qu'elles sont membres d'un organisme de bassin et qu'elles ont contribué à préciser des problèmes et à déterminer des solutions

du PDE. Cette démarche reste volontaire. Toutefois, il semble cohérent que les MRC et les communautés métropolitaines intègrent dans leur SAD les orientations, les objectifs et les équipements importants du PDE ainsi que les engagements des contrats de bassin qui concernent l'aménagement de leur territoire respectif<sup>ii</sup>.

Ce faisant, la participation au sein de l'OBV aurait des répercussions concrètes sur la planification du territoire et la gestion de l'eau. L'intégration du PDE aux orientations d'aménagement ne serait pas laissée aux aléas de l'humeur des élus municipaux.

La provenance des participants sur le CA pourrait être intégrée à la composition du CA. Par exemple, chaque zone du bassin pourrait se faire attribuer un nombre minimal de sièges. Pareillement, un certain nombre de places pourrait être réservé aux femmes ou aux anglophones.

La SCABRIC devrait également rechercher la plus large représentation possible. Premièrement, elle devrait combler les chaises vides et consacrer ses efforts à la représentation des secteurs industriel et commercial. Deuxièmement, elle devrait rechercher des participants qui possèdent des compétences qui lui font défaut. Par exemple, l'un des sièges réservés aux représentants de l'UPA pourrait être attribué à un syndicat de base forestier (exploitants de petits boisés). Ou bien, l'organisme pourrait créer de nouveaux postes cooptés pour impliquer les gestionnaires d'infrastructures (ex. barrages, usines de filtration).

Aussi, des représentants ont également évoqué qu'il peut exister des conflits d'intérêt au sein du CA de la SCABRIC. Alors, en s'inspirant de sa politique de financement, le comité pourrait rédiger un code d'éthique pour ses administrateurs. Sans exclusion de participants, ce code pourrait obliger une personne à se retirer lors d'un débat ou d'un vote pour des raisons familiales, professionnelles, financières ou autres.

---

<sup>ii</sup> MDDEP, *Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec : Cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires*, p. 20.

Enfin, pour éviter une professionnalisation de la SCABRIC où les permanents n'auraient pas de compte à rendre, il convient d'impliquer les groupes d'intérêt représentatifs du bassin. Aussi, cette représentation dépend de la participation du public qui fournit une sanction morale ou légitime l'OBV. Enfin, dans une vision écosystémique, la gestion intégrée nécessite la participation de l'ensemble du bassin.

## 11.2 CONCLUSION

En 2002, suite à l'adoption de la PNE, le Québec a implanté sur son territoire la GIEBV pour assurer une meilleure protection des écosystèmes, une accessibilité élargie à la ressource et une cohabitation harmonieuse des usages de l'eau. Cette politique a créé 33 bassins versants prioritaires où des OBV ont reçu le mandat de réaliser des PDE et des contrats de bassin. Alors, après plus de trois ans, on s'interroge sur les travaux réalisés par la SCABRIC. Sont-ils réellement représentatifs du milieu?

La présente recherche suggère une nouvelle approche pour évaluer les dimensions participative, représentative et spatiale au sein d'un OBV. Celle-ci combine l'analyse stratégique issue de la sociologie des organisations à l'aménagement du territoire en considérant la provenance des participants. Il s'agit d'intégrer la notion de territorialité pour déterminer si le bassin versant peut susciter la participation de tous et permettre de développer un sentiment d'appartenance.

Sur le plan méthodologique, suite à l'analyse du cadre formel de l'organisme, la caractérisation du bassin versant a été réalisée pour diviser le territoire en fonction de composantes se distinguant selon des critères humains et naturels. Il s'agit de tenir compte des frontières locales et sociales comme point de départ de l'analyse de la représentativité de la SCABRIC. Ensuite, la recherche a nécessité la réalisation de 29 entrevues entre le 14 décembre 2005 et le 8 février 2006. Sauf exceptions, les rencontres semi-dirigées se sont déroulées sur le terrain à l'intérieur du bassin de la Châteauguay. De plus, près de la moitié des répondants sont des femmes et la moyenne d'âge des membres du CA de la SCABRIC est de 60 ans. Deux séances d'observation participante ont aussi été nécessaires.

Suite à la collecte des données sur le terrain, le point de saturation a rapidement été atteint. L'analyse du corpus de données constitué de 230 pages de transcription n'a pas nécessité de codage mais la réalisation d'une matrice qui a permis la catégorisation des répondants, qui cherche à éliminer la simple subjectivité individuelle et la pure contingence locale (Milot, 2005), et la réalisation du sociogramme de la SCABRIC.

De plus, la démarche méthodologique tente de recréer le système d'action concret au sein de la SCABRIC autour d'enjeux. Alors, un enjeu intégrateur a été proposé à l'ensemble des participants. Ils ont été questionnés sur l'adaptabilité aux changements climatiques. Ce faisant, le but visé était de permettre d'identifier les vulnérabilités du milieu. Cependant, il importe de mentionner que cet enjeu n'était pas ressenti par les participants et qu'il n'a pas permis de mieux comprendre le système d'action concret. Il a été relégué à l'arrière-plan.

La SCABRIC n'a pas permis l'apparition d'une forte dynamique entre les acteurs impliqués dans la GIEBV de la Châteauguay. Une partie de la situation s'explique par un financement public insuffisant à la rédaction d'un PDE et, par le fait même, à la formation et au maintien d'une main-d'œuvre compétente. L'absence d'une loi cadre sur l'eau permet également d'expliquer la faiblesse de la participation des principaux usagers en l'absence de contraintes formelles. Cependant, le cas de la Châteauguay permet d'identifier une limite additionnelle de la démocratie représentative. La majorité des représentants impliqués au sein du CA de la SCABRIC agissent comme de simples citoyens en véhiculant leurs objectifs personnels. L'imputabilité, la transmission de l'information et l'engagement demeurent limités.

De même, la participation du public est déficiente. Les résultats permettent de constater que la mobilisation autour d'événements, comme les assemblées publiques, et que les effectifs de l'organisme sont faibles. La notoriété ainsi que la crédibilité de la SCABRIC sont affectées par l'absence de soutien du milieu. Cette situation peut se traduire par une remise en question de la légitimité de l'OBV.

L'analyse de la représentativité spatiale permet également de constater que les membres de l'organisme se concentrent dans le cœur du bassin versant à proximité de la Châteauguay. Plusieurs répondants ont insisté sur la distance pour expliquer l'absence de sentiment d'appartenance dans les secteurs éloignés de la rivière et le manque d'implication populaire. Alors, la notion de territorialité doit être amenée pour expliquer les résultats de la recherche. En effet, le bassin versant ne se superpose pas à l'espace vécu ou au territoire d'appartenance créant des conflits d'autorité (Prévil, St-Onge et Waaub, 2004). L'identification à un environnement se construit progressivement autour d'acteurs impliqués dans des projets locaux décentralisés (De l'Harpe, 1999).

Conséquemment, les outils de l'aménagement permettent de délimiter des zones et suggèrent que le bassin versant ne compte pas un mais plusieurs systèmes d'action concrets à l'extérieur de la SCABRIC. Actuellement, l'OBV est actif principalement au cœur du bassin et ne permet pas de considérer l'ensemble des représentations présentes dans le bassin versant. D'ailleurs, plusieurs indices expliquent les observations réalisées au sein de la SCABRIC à partir de la dimension spatiale. Par exemple, les grands bassins ne favorisent pas la participation populaire et, comme les représentants des usagers viennent d'un seul secteur, ils agissent librement comme citoyens (Cheng et Daniels, 2005). Pour employer une image populaire, l'organisme est assis entre deux chaises. La SCABRIC ne peut s'imposer comme lieu unique de concertation et de règlement de conflits dans le bassin versant.

Malgré des limites méthodologiques liées à la faiblesse du système d'action concret en présence, l'analyse stratégique de la SCABRIC remet en cause le postulat de la recherche. Si les répondants ne parviennent pas à susciter l'expression des enjeux présents dans le bassin, il faut conclure que la SCABRIC n'est pas réellement un forum ou un lieu de concertation pertinent. La réflexion sur la dynamique du bassin amène un nouvel axe de recherche sur les territorialités de l'eau. Les résultats pointent vers la présence de plusieurs systèmes d'action qui ne passent pas du milieu à la SCABRIC. La population n'a toujours pas assimilé le concept de bassin versant et développé un sentiment d'appartenance lié au bassin.



Cette résistance au concept de bassin versant empêche l'organisme de s'affirmer comme une réelle table de concertation. Le consensus à la SCABRIC risque d'être stérile en nouvelles solutions (Van den Hove). L'action de l'OBV devrait donc être décentralisée dans l'espace pour s'ajuster à la dynamique territoriale et se rapprocher des préoccupations de la population. De plus, la prise en compte de l'ensemble des zones du bassin versant doit s'accompagner de gestes pour accroître les effectifs de la SCABRIC et asseoir sa légitimité. De plus, des efforts (ex. contrats de bassin) doivent amener un engagement véritable de la part des usagers de l'eau afin qu'ils s'impliquent et adhèrent aux objectifs de l'organisation.

L'analyse du cas de la SCABRIC ne peut être élargie à l'ensemble des bassins versants car chacun présente un contexte différent sur les plans linguistique, économique, administratif et autres. Néanmoins, il serait intéressant de pousser la réflexion sur l'échelle territoriale ou sur la structure organisationnelle la plus apte à combiner des implications représentative et participative. Dans le cas présent, la recherche propose d'intégrer les différentes dynamiques existantes au sein du bassin versant. La décentralisation des effectifs de l'organisme pourrait s'avérer une piste à envisager.

Finalement, quoique cette question n'a pas fait l'objet de la présente étude, la professionnalisation des OBV pourrait également nuire à l'implication de la population et des usagers de l'eau. Comme le montre l'étude, les employés ou acteurs pivots de la SCABRIC détiennent déjà une grande autonomie et contrôlent plusieurs zones d'incertitude. Alors, advenant une hausse du financement public et une réelle délégation de pouvoirs, la SCABRIC et probablement plusieurs OBV seraient sujettes à une technicisation ou une professionnalisation accrue. D'ailleurs, certains répondants de l'étude ont déjà intégré pleinement cette préoccupation.

## BIBLIOGRAPHIE

- André, Pierre et Christopher Bryant. 2001. «Évaluation environnementale des stratégies d'investissement des producteurs agricoles de la région de Montréal en regard des changements climatiques». Rapport de recherche, Montréal, Université de Montréal, Département de géographie, 98 p.
- Antoine, J. et A.-L. Roux. 2004. «Eau et territoires : vers une gestion intégrée». In *Actes de la journée d'études «Les territoires de l'eau»* (Université d'Artois, Arras, 26 mars). Pages 157-167.
- Baril, Daniel. 2005. «Le Québec et son agriculture sous l'effet de serre». *Les Diplômés* (Université de Montréal). (Printemps). p 7.
- Bernoux, P. 1985. «La sociologie des organisations: initiation théorique suivie de douze cas pratiques. Paris : Éditions du Seuil, p. 105-156.
- Bibeault, Jean-François. 2003. «La gestion intégrée de l'eau : dynamique d'acteurs, de territoires et de techniques». *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 47, no 132 (décembre), p. 389-412.
- Bootsma, A et *al.* 2001. «Adaptation de la production agricole au changement climatique dans le Canada atlantique». Rapport final de l'équipe du projet A214 du Fonds d'action pour le changement climatique, Agriculture et Agroalimentaire Canada, 40 p.
- Bourg, Dominique, et Jean-Louis Schlegel. 2001. «Parer aux risques de demain. Le principe de précaution». Paris : Éditions du Seuil, 185 p.
- Bourque, Alain. 2000. «Les changements climatiques et leurs impacts». *Vertigo*. Vol. 1, no 2 (Septembre).
- Bouthat, Chantal. 1993. *Guide présentation des mémoires et thèses*. Montréal : Université du Québec à Montréal. Décanat des études avancées et de la recherche, 110 p.
- Brissette, François et Robert Leconte. *Hydrométéorologie sur le bassin de la rivière Châteauguay*. Montréal : ÉTS et Ouranos, Présentation PowerPoint, 37 diapositives.
- Brun, Alexandre et Frédéric Lasserre. 2004. «La mise en œuvre difficile des politiques territoriales de l'eau au Québec (Canada) : le cas des contrats de bassin» In *Actes de la journée d'études Les territoires de l'eau* (Université d'Artois, Arras, 26 mars 2004), p. 29-40.

- Bureau d'audiences publiques en environnement. 2000. «Pour une politique de l'eau et des milieux». In *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur*, BAPE. Coll. «Rapport d'enquête et d'audience publique», no 142. Québec : BAPE, 108 p.
- Burton, Jean. 2001. *La gestion intégrée des ressources en eau par bassin. Manuel de formation*. Québec : Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, 238 p.
- Callon, Michel, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe. 2001. «Agir sur un monde incertain : essai sur la démocratie technique». Paris : Éditions du Seuil, 357 p.
- Calvo-Mendieta, Iratxe. 2004. «Conflits d'usage dans la gestion des ressources en eau : analyse territoriale des modes de régulation» In *Actes de la journée d'études Les territoires de l'eau* (Université d'Artois, Arras, 26 mars 2004), p. 55-70.
- Canada, Environnement Canada. 2002. *Phénomènes météorologiques et changements climatiques*. [En ligne]. <[http://www.msc-smc.ec.gc.ca/saib/climate/Climatechange/SOE\\_95-2/sections/8\\_f.html](http://www.msc-smc.ec.gc.ca/saib/climate/Climatechange/SOE_95-2/sections/8_f.html)>. Page consultée le 10 avril 2005.
- Canada, Environnement Canada. 2004. *Normales et moyennes climatiques*. [En ligne]. <[http://climate.weatheroffice.ec.gc.ca/climate\\_normals/results\\_f.html](http://climate.weatheroffice.ec.gc.ca/climate_normals/results_f.html)>. Page consultée en octobre 2005.
- Canada, Environnement Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada et UBC. 2004. «Expanding the Dialogue on Climate Change & Water Management in the Okanagan Basin, British Columbia Final Report». Ottawa : Ressources Naturelles Canada, 257 p.
- Canada, Environnement Canada et Association de Climatologie du Québec. 1997. *Chapitre québécois*. T. 5 de *L'étude pancanadienne sur les impacts et l'adaptation à la variabilité et au changement du climat*. Environnement Canada, 316 p.
- Canada, Ministère des Pêches et des Océans. 2004. *Déglaçage printanier à rivière Châteauguay*. [En ligne]. <[http://www.qc.dfo-mpo.gc.ca/fr/gen/communiques/20040305\\_chateauguay.htm](http://www.qc.dfo-mpo.gc.ca/fr/gen/communiques/20040305_chateauguay.htm)>. Page consultée en octobre 2005.
- Canada, Ressources naturelles Canada. 2005. *Les eaux souterraines Caractérisation hydrogéologique régionale du bassin versant de la rivière Châteauguay*. [En ligne]. <[http://pes.rncan.gc.ca/p3/a8/index\\_f.php](http://pes.rncan.gc.ca/p3/a8/index_f.php)>. Consulté en octobre 2005.
- Canada, Ressources naturelles Canada, Direction des impacts et de l'adaptation liés au changement climatique. 2002. «Impacts et adaptation liés au changement climatique : perspective canadienne. Foresterie». Ottawa : Ressources naturelles Canada, 23 p.

- Canada, Statistique Canada. 2003-04. *Profil des communautés de 2001*. [En ligne]. <[http://www12.statcan.ca/francais/profil01/PlaceSearchForm\\_F.cfm](http://www12.statcan.ca/francais/profil01/PlaceSearchForm_F.cfm)>. Page consultée en octobre 2005.
- Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network (CCIARN). 2004. *From Silos to Synthesis Interdisciplinary Issues for Climate Change Impacts and Adaptation Research: Summary Report from the Special Session Series: Communities and Climate Change Impacts, Adaptation and Vulnerability Held during the Canadian Association of Geographers Annual General Meeting*, (Moncton, 27-28 mai). Guelph, University of Guelph, 24 p.
- Cheng, A. S. et S. E. Daniels. 2005. «Getting to “We”: Examining the Relationship between Geographic Scale and Ingroup Emergence in Collaborative Watershed Planning». *Human Ecology Review*, vol. 12, no. 1. Pages 30-43.
- Cline, Sarah A. et Allan R. Collins. 2003. «Watershed administration in West Virginia: their impact on environmental protection». *Journal of Environmental Management*, vol. 67, no. 4 (Avril), p. 373 à 383.
- Coenen, Frans. 2001. «The role of stakeholders in changing consumption and production patterns». Enschede (Pays-Bas) : University of Twente, 15 p.
- Conseil régional de l'environnement de la Montérégie. 2003. *Gestion de l'eau par bassin versant*. En ligne. <http://www.crem.qc.ca/bv.htm>. Consulté le 17 mars 2005.
- Contandriopoulos, André-Pierre *et al.* 2005. «Savoir préparer une recherche. La définir, la structurer, la financer». Montréal : Gaëtan Morin Éditeur, 197 p.
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg. 1977. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*. Paris : Éditions du Seuil, p. 41-127.
- Curtis, Allan, Bruce Shindler et Angela Wright. 2002. «Sustaining local watershed initiatives : Lessons from landcare and watershed councils». *Journal of the American Water Resources Management*, vol. 38, no 5 (octobre), p. 1207-1216.
- De Coninck, F. 1998. «Les bonnes raisons de résister au changement». *Revue française de Gestion*, no. 120, 12 p.
- De l'Harpe, A. 1999. *Un nouveau défi : la montagne durable*. [En ligne] <[http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes\\_99/montagne/article.htm](http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_99/montagne/article.htm)>. Page consultée en février 2005.
- Delorme, P. 2002. «La mort des villes?». *Frontières*, vol. 15, no. 1 (automne), 14 p.

- De Maillard, Jacques. 2002. «Les associations dans l'action publique locale: participation fonctionnalisée ou ouverture démocratique?». *Lien social et Politiques – RIAC*, Vol. 48 (Automne), pages 53-65.
- Dorcey, A. et T. McDaniels. 2001. «L'implication des citoyens en environnement : attentes élevées et résultats incertains», p. 252. In *Gérer l'environnement*, sous la dir. d'Edward Parson, p. 249-301. Montréal : Presse de l'Université de Montréal.
- Dumoulin, Sonia, et Fabienne Martino. 2004. *Guide citoyen pour la gestion de l'eau par bassin versant*. Montréal : Réseau Québécois des Groupes Écologistes, 79 p.
- Fontaine, Gaétan. 2003. «La rivière Châteauguay». *GéoPleinAir*. (Avril). 2 p.
- Fortin, A. 1991. «La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire». In *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, sous la direction de Jacques T. Godbout, p. 219-250. Québec : Institut québécois de la culture, 301 p.
- France, Agences de l'Eau. *Agences de l'Eau : Pour tout savoir sur l'eau en France*. En ligne. <http://www.lesagencesdeleau.fr/index.php>. Consulté le 26 janvier 2005.
- France, Ministère de l'Écologie et du Développement durable, Agences de l'Eau, et Conseil Supérieur de la Pêche. 2003. *Portée juridique et rédaction des SAGE. Petit guide pratique*. 91 p. [En ligne]. <[http://www.sitesage.org/guides/Guide\\_juridique\\_SAGE.pdf](http://www.sitesage.org/guides/Guide_juridique_SAGE.pdf)>. Document consulté le 26 janvier 2005.
- Friedberg, Erhard. 1988. «L'analyse sociologique des organisations». *Revue Pour*, no 28. Paris : L'Harmattan, 126 p.
- Friedberg, Erhard. 1994. «Le raisonnement stratégique comme méthode d'analyse et comme outil d'intervention». dans *L'analyse stratégique : sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels*, sous la dir. de Francis Pavé, (p. 135-152). Paris : Éditions du Seuil.
- Gagnon, C. et al. 2000. *Analyse et évaluation du fonctionnement de dix comités de suivi environnementale au Québec : étude exploratoire*. Agence canadienne d'évaluation environnementale, 88 p.
- Gareau, Priscilla. 2000. «Analyse organisationnelle d'une expérience de gestion intégrée de l'eau et de participation publique : Le programme Zones d'Intervention Prioritaire (ZIP)». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 140 p.
- Ghiotti, S. 2004. «Les Territoires de l'eau et la décentralisation. La gouvernance de bassin versant ou les limites d'une évidence». In : *Actes de la journée d'études Les territoires de l'eau* (Arras : Université d'Artois, 26 mars 2004). Pages 5-26.

- Girardot, Jean-Jacques. 2004. «Intelligence territoriale et participation». *ISDM*, no 16 (mai), article no 161, 13 p.
- Griffin, C. B. 1999. «Watershed councils an emerging form of public participation in natural resource management». *Journal of the American Water Resources Association*, vol. 35, no 3 (juin), p. 505-518.
- Guay, Pierre-Yves. 2001. *Introduction à l'urbanisme : approches théoriques, instruments et critères*. 2<sup>ème</sup> éd. Mont-Royal : Éditeur Modulo, 178 p.
- Habron, Geoffrey. 2003. «Role of Adaptive Management for Watershed Councils». *Environmental Management*, vol. 31, no 1, p. 29-41.
- Hamel, P. 1996. «Crise de la rationalité : le modèle de la planification rationnelle et les rapports entre connaissances et actions», dans *La recherche sociale en environnement : nouveaux paradigmes*, sous la direction de Tessier, R. et J.-G. Vaillancourt, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, p. 61-74.
- Hydro-Québec. 1975. «Étude de déboisement Châteauguay – Etats-Unis». Montréal : Hydro-Québec, 70 p + 6 annexes.
- Johnson, Phil. 1998. «Analytic Induction». In *Qualitative Methods and Analysis in Organizational Research*, sous la dir. de Gillian Symon et Catherine Cassell, p. 28-50. London : SAGE. (ISBN : 0-7619-5351-5; 0-7619-5350-7).
- Koontz, Tomas M. et Elizabeth Moore Johnson. 2004. «One size does not fit all: Matching breadth of stakeholder participation to watershed group accomplishments». *Policy Sciences*, vol. 37, p. 185-204.
- Lahaye, Nathalie. 1999. «Gouvernance territoriale et espaces d'intérêt public : l'enjeu d'un développement durable territorial». Toulouse : Université des Sciences Sociales, 24 p.
- Lahaye, N. et L. Barnèche-Miqueu. 2003. *Les réseaux d'acteurs locaux : des outils au service d'une dynamique territoriale. Rapport final*. Programme sur les Systèmes Productifs Localisés CCRRDT, 56 p.
- Louvel, Y. 2006. «La politique de l'eau du Québec, trois ans après...». *Envirobref*, vol. 17, no. 4 (mars). Pages 1-2.
- Lamarre, Denis et Pierre Pagney. 1999. «Climats et sociétés». Paris : Armand Colin, 272 p.
- Lascoumes, P. 1994. «L'éco-pouvoir : environnement et politiques». Paris : La Découverte, 317 p.

- Lepage, Laurent. 1997. «Note sur l'administration de l'environnement». In *L'État administrateur modes et émergences*, sous la dir. de Pierre Tremblay, p. 402-417. Montréal : Presse de l'Université du Québec.
- Lepage, Laurent, et Louis Simard. 2004. «Quel bilan à l'heure de la concertation». In *L'État québécois au XXI<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Robert Bernier, p. 351-379. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Lepage, Laurent, Mario Gauthier et Nicolas Milot. 2003. *Le lac Saint-Louis à risque? Des impacts aux adaptations : une perspective de gestion intégrée*. Montréal : UQAM, présentation PowerPoint.
- Lepage, Laurent, Mario Gauthier et Patrick Champagne. 2003. «Le projet de restauration du fleuve Saint-Laurent : de l'approche technocratique à l'implication des communautés riveraines». *Sociologies Pratiques*, no 7.
- Mayer, Robert, et Francine Ouellet. 1991. *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux*. Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur, p. 271-335.
- Milot, N. 2004. «Les défis de l'implantation d'une approche de gestion intégrée : étude d'un cas lié à l'adaptation aux changements climatiques et aux fluctuations des niveaux d'eau dans le secteur du lac Saint-Louis». Mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement, Montréal, Université du Québec à Montréal, 128 p.
- Milot, Nicolas. 2005. «Démarche, méthode et entretiens». Note de cours ENV-7410, 25 diapositives.
- Milot, N. et L. Lepage. 2004. «La logique des acteurs dans une approche participative d'adaptation aux changements climatiques» In *Actes du 57<sup>e</sup> congrès de l'Association canadienne des ressources hydriques Eau et changement climatique: comprendre pour mieux s'adapter* (Montréal, 16-18 juin 2004), 7 p.
- MRC de Beauharnois-Salaberry. 2000. «Le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Beauharnois-Salaberry». Salaberry-de-Valleyfield : MRC de Beauharnois-Salaberry, 197 p.
- MRC des Jardins-de-Napierville. 2005. «Schéma d'aménagement révisé». Châteauguay : MRC du Roussillon, 196 p.
- MRC du Haut-Saint-Laurent. 2000. «Schéma d'aménagement révisé La municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent». Huntingdon : MRC du Haut-Saint-Laurent, 132 p.
- MRC du Roussillon. 2005. «La seconde version du schéma d'aménagement et de développement révisé de remplacement SADR de la MRC des Jardins-de-Napierville». Napierville : MRC des Jardins-de-Napierville, 199 p.

- Nastev, Miroslav et Anne Croteau. *Caractérisation hydrogéologique régionale du bassin versant de la Rivière Châteauguay*. Montréal : ÉTS, Présentation PowerPoint, 40 diapositives.
- Orange, Gérald et Éric Vatteville. 2003. «Démocratie et Management local Version provisoire» In *Rencontres Internationales Démocratie et Management local. Cidegef - Enap - Sixièmes Rencontres Ville-Management* (Québec, 20 au 23 Mai), 20 p.
- Ouranos. 2004. «S'adapter aux changements climatiques». Montréal : Ouranos, 91 p.
- Ouranos. 2005. Compte rendu de la *Journée Projets du bassin versant de la rivière Châteauguay* (24 février 2005). 5 p.
- Pacault, Philippe. 2000. «Description et analyse des méthodes les plus fréquemment utilisés en évaluation environnementale stratégique». Rapport de recherche présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sciences de l'environnement, Montréal, UQAM, 131 p.
- Picard, Delphine et al. 2004. Adaptations aux changements climatiques extrêmes : La crue centennale. [En ligne]. <[http://fr/ecole\\_virt/trav-eleves/cc/cc0304/crue/crue.htm](http://fr/ecole_virt/trav-eleves/cc/cc0304/crue/crue.htm)>. Page consultée le 10 avril janvier 2005.
- Poullaouec-Gonidec, P. et al. 1999. *Projet de recherche Balisage des enjeux de paysage concernant trois filières de production d'électricité*. Montréal : Chaire en paysage et environnement, Université de Montréal, 151 p.
- Prévil, C., B. St-Onge et J.-P. Waub. 2004. «Aide au processus décisionnel pour la gestion par bassin versant au Québec : étude de cas et principaux enjeux». *Cahiers de Géographie du Québec*. Vol. 48, n° 134 (septembre 2004). Pages 209-238.
- Prouteau, L. et J.-F. Wolff. 2002. «La participation associative en regard des temps sociaux». *Économie et Statistique*, no. 352-353. Pages 57-80.
- Prouteau, L. et J.-F. Wolff. 2005. «Vieillesse et participation associative». 15 p.
- Québec, Agence métropolitaine de transport. 2005. Autobus. [En ligne]. <<http://www.amt.qc.ca/tc/autobus/index.asp>>. Page consultée en octobre 2005.
- Québec, Centre d'expertise hydrique du Québec. 2005. Liste des barrages. [En ligne]. <<http://www.cehq.gouv.qc.ca/barrages/ListeBarrages.asp?region=Montérégie&num=16&Tri=No>>. Page consultée en octobre 2005.
- Québec, Commission de toponymie du Québec. 2005. Topos sur le Web. [En ligne]. <<http://www.toponymie.gouv.qc.ca/topos.htm>>. Page consultée en octobre 2005.



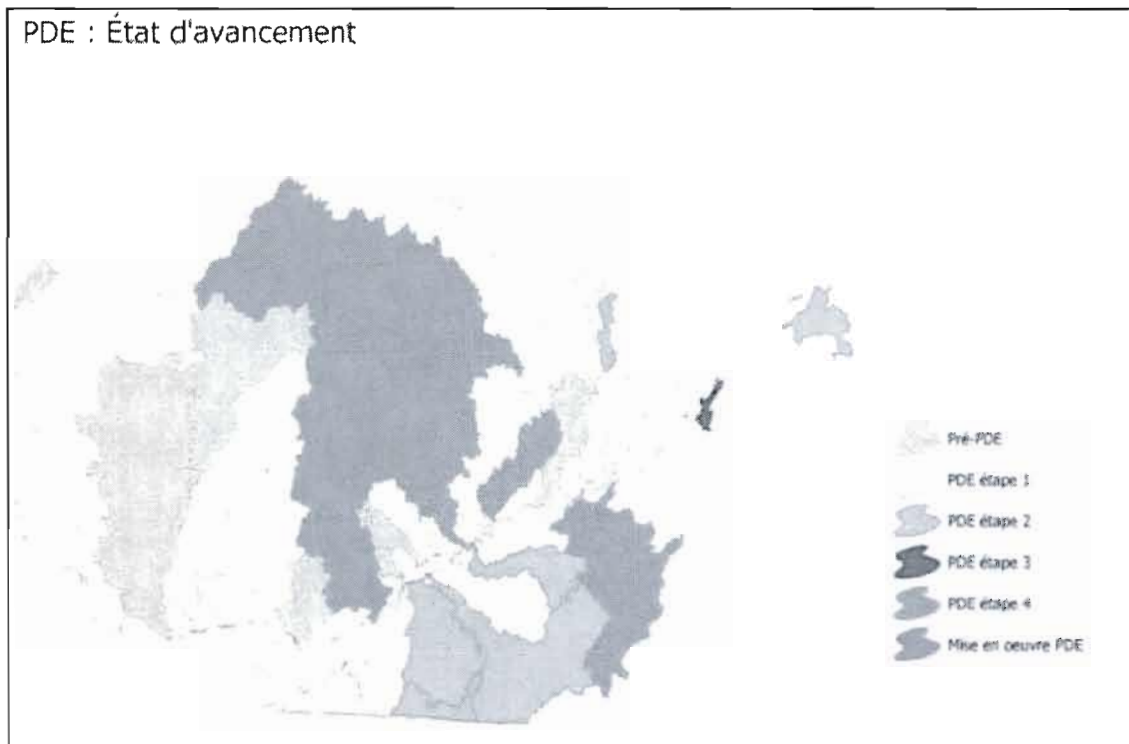
- Québec, FAPAQ. 2002. «Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de la Montérégie». Longueuil : FAPAQ, 143 p.
- Québec, Inspecteur général des institutions financières. 1993. «Lettres patentes». Québec : IGIF, 4 p.
- Québec, Institut de la statistique du Québec. 2005. La Montérégie ainsi que ses MRC et TE. [En ligne]. <[http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region\\_16/region\\_16\\_00.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region_16/region_16_00.htm)>. Page consultée en octobre 2005.
- Québec, Ministère de l'Environnement. 1980. «Programme de connaissances intégrées Étude hydrogéologique Bassin versant de la rivière Châteauguay». Québec : Ministère des Communications, 175 p.
- Québec, Ministère de l'Environnement. 2002. *L'Eau. La Vie. L'Avenir. Politique Nationale de l'Eau*. ENV/2002/0310. Québec : Les Publications du Québec, 94 p. ISBN 2-550-40074-7.
- Québec, Ministère de l'Environnement. 2004. *Élaboration d'un plan directeur de l'eau : guide à l'intention des organismes de bassin versant*. Québec : MENV, 81 p.
- Québec, Ministère de l'Environnement et de la Faune. 1996. «État de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière Châteauguay 1979-1994». Québec : MEF, 13 p.
- Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions. 2005. *Système d'information de gestion et d'aménagement du territoire*. [Intranet du Bureau municipal du Québec]. <<https://www.sigattexte.mamr.gouv.qc.ca>>. Page consultée en octobre 2005.
- Québec, Ministère des Affaires municipales et des Régions. 2005. *Répertoire municipale*. [En ligne]. <[http://www.mamr.gouv.qc.ca/repertoire\\_mun/repertoire/repertoi.asp](http://www.mamr.gouv.qc.ca/repertoire_mun/repertoire/repertoi.asp)>. Page consultée en octobre 2005.
- Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2005. *Habiletés nécessaires aux organismes de bassins versants pour la gestion intégrée de l'eau*. Québec : MDDEP, 50 p.
- Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2004. *Gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV)*. [En ligne]. <<http://www.menv.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/cadre-reference-giebv.pdf>>. Document consulté le 5 octobre 2005.
- Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. *Portrait régional de l'eau Montérégie (Région administrative 16)*. [En ligne]. <<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/regions/region16/index.htm>>. Page consultée en octobre 2005.

- Québec, Ministère des Transports. *Montréal*. [En ligne]. <[http://www.mtq.gouv.qc.ca/images/information/carte\\_routiere/web\\_epur\\_Montr.jpg](http://www.mtq.gouv.qc.ca/images/information/carte_routiere/web_epur_Montr.jpg)>. Page consultée en octobre 2005.
- Renault-Tesson, Corinne. 2000. In *Quatrième rencontre Ville-Management* (Université de Nancy, 16 et 17 novembre), 20 p.
- Réseau du patrimoine anglophone du Québec. «Vallée de la Châteauguay : Circuit patrimonial». 2 feuillets.
- ROBVQ, UMQ et MENV. 2004. *Guide pour la mise en place d'une organisation de bassin versant au Québec*. 2<sup>ème</sup> éd. Montréal : ROBVQ, 25 p.
- SCABRIC. 2000. «Règlements généraux». Sainte-Martine : SCABRIC, 12 p.
- SCABRIC. 2005a. «Plan général d'intervention 2005-2015 Résumé». Sainte-Martine : SCABRIC, 42 p.
- SCABRIC. 2005b. *Portrait de la vallée*. [En ligne]. <<http://www.rivierechateauguay.qc.ca/scabric/histoetpat.htm>>. Page consultée en octobre 2005.
- SCABRIC. 2005c. «Rapport annuel 2004-2005». Sainte-Martine : SCABRIC, 28 p.
- SCABRIC. 2005d. «SCABRIC Membres du conseil d'administration et employés – novembre 2005». Sainte-Martine : SCABRIC, 1 Feuille de calcul Microsoft Excel.
- Sébastien, Léa et Christian Brodhag. 2004. «À la recherche de la dimension sociale du développement durable». *Développement durable et territoire*, Dossier no 3 (février), 25 p.
- Simard, L. et Laurent Lepage. 2004. «Gestion publique de l'environnement au Québec : Quel bilan à l'heure de la concertation?», Québec : Presse de l'Université du Québec, p. 351-379.
- Simard, Louis. 2004. «L'apprentissage comme ressource dans la conduite des projets : quels effets sur le débat public?», p. 1-15.
- Simard, Louis. 2005. «L'analyse stratégique. Principaux concepts». Note de cours ENV-7410, 45 diapositives.
- Simoneau, Marc. 1996. *Qualité des eaux du bassin de la rivière Châteauguay, 1979-1994*. Québec : Ministère de l'Environnement et de la Faune, 82 p. + 8 annexes.
- Smith Korfmacher, Katrina. 2001. «The Politics of Participation in Watershed Modeling». *Environmental Management*, vol. 27, no 2 (février), p. 161-176.

- Smutko, L. S. et al. «Involving Watershed Stakeholders: An Issue-Attribute Approach To Determine Willingness and Need». 18 p.
- Suthren, Victor. 1986. «Tenir bon : La Bataille-de-la-Châteauguay». Coll. La série des grandes batailles canadiennes. Ottawa : Musée canadien de la guerre, 25 p.
- Theys, Jacques. 2003. «La gouvernance, entre innovation et impuissance», *Revue Développement Durable et Territoires*, (novembre), dossier 2, p. 1-35.
- Thomas, O. 2003. «Participation des citoyens et démocratie de proximité en France : la permanence d'un mythe». *Revue canadienne de science politique*, vol. 36, no. 4 (Septembre). Pages 813-833.
- Vaillancourt, J.-G. 1992. «Deux nouveaux mouvements sociaux québécois : le mouvement pour la paix et le mouvement vert». dans *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, sous la dir. de Daigle, Girard. Montréal : Presse de l'Université de Montréal, p. 791-807.
- Van den Hove, Sybille. 2001. *Approches participatives pour la gouvernance en matière de développement durable*. Saint-Quentin-en-Yvelines : Université de Versailles, 38 p.
- Ville de Châteauguay. 2005. *Histoire de Châteauguay*. [En ligne]. <<http://www.csdgs.qc.ca/Projets/VillesCSDGS/Chateauguay/Histoire.htm>>. Page consultée en octobre 2005.
- Villemaire, L. 2002. «Les organismes communautaires : Vie associative ou corporatisme?». In 4<sup>ème</sup> colloque de la recherche étudiante en science politique (Montréal, UQAM, 15 et 16 février), 24 p.
- Villeneuve, C. et Nicole Huybens. 2003. «Les éco-conseillers, promoteurs et acteurs du développement durable». Article soumis à *Vertigo*, 18 p.

## APPENDICE A

### ÉTAT D'AVANCEMENT DES PDE



Source : MDDEP

## APPENDICE B

### GRILLE D'ANALYSE (VIERGE)

Acteur	Intérêts/ enjeux	Ress.	Contraintes	Stratégies	Adapta- bilité	Représen- tativité

## APPENDICE C

### QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

#### **Proposition de guide pour la prise de contact**

*Exemple pour la prise de contact:*

*Bonjour est-ce que je pourrais parler à .....*

*Bonjour, mon nom est Olivier Banville. Je suis étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement de l'UQÀM. Je me permets de vous contacter au sujet de votre implication au sein de la SCABRIC.*

*Dans le cadre de mon mémoire de maîtrise, je dois réaliser des interviews avec les membres de cet organisme de bassin versant pour caractériser le processus participatif présent dans cette nouvelle forme de gestion de l'eau.*

*Est-ce qu'il serait possible de vous rencontrer pour en discuter?*

#### **Proposition de guide d'entretien**

*À ajuster selon les acteurs, les informations disponibles et les hypothèses*

Se présenter, énoncer l'objet de l'étude, garantir l'anonymat (confidentialité), pas d'enregistrement, prise de notes.

Durée : 45 à 60 minutes.

#### **1. La fonction**

- En quoi consiste votre fonction? Pouvez-vous m'en décrire les principaux aspects?

-Depuis combien de temps occupez-vous ce travail? Quelle est votre formation? Y a-t-il eu une évolution dans ce travail?

-En quoi consiste votre implication au sein de la SCABRIC?

-Quelles sont les principales raisons de votre implication?

-Depuis combien de temps?

*Obtenir une description concrète et précise de la tâche en établissant un climat de respect et de confiance, et non un discours formel et vague, ou idéologique : savoir comment se situe l'interviewé par rapport à l'organisation.*

-Quels sont les aspects les plus importants de la gestion intégrée par bassin versant selon vous (les plus intéressants, les moins motivants, les plus difficiles, etc.)?

-Pourquoi?

-Quelles sont les difficultés que vous rencontrez à l'intérieur des travaux du SCABRIC et comment parvenez-vous à les résoudre?

*Autre formulation :* Quels sont, selon vous, les principaux obstacles rencontrés dans les actions auxquelles vous participez? Comment faites-vous pour les surmonter?

*Historique et prédiction :*

-Comment évaluez-vous la portée des actions posées par la SCABRIC depuis sa création ou le début de votre implication?

-Où croyez-vous que se dirigent les activités du comité de bassin versant et qu'en pensez-vous?

## **2. Les relations**

-Avec qui êtes-vous amené à travailler le plus concernant la GIEBV et entretenez-vous de bons rapports?

-Quels sont les principaux partenaires? Avec qui êtes-vous amené à entretenir des relations, sur quels sujets et à quelles occasions?

*Autre formulation :* Quels sont les interlocuteurs avec lesquels vous êtes amenés à entrer en contact pour votre action, sur quoi portent les relations?

*Obtenir le diagramme des relations, avec des relances précises, en notant qui est évoqué spontanément, ou qui est «oublié».*

-Dans le cadre de l'élaboration du PDE et des actions de la SCABRIC, quelles sont parmi ces relations, celles que vous estimez les plus importantes? les plus importantes? les plus utiles?

-Quelles ont été les relations les plus difficiles? les plus conflictuelles? Pourquoi?

*L'interviewé est appelé à considérer ses relations à partir de ses préférences et de ses préoccupations, liées à l'accomplissement de sa tâche, ou à l'action qu'il cherche à effectuer.*

### **3. La philosophie du rôle**

- Quels sont les objectifs que vous essayez d'atteindre par votre action?
- Quels sont les grands objectifs à atteindre selon vous dans ce projet?
- Quels sont les objectifs de votre organisme, entreprise ou municipalité?
- Qu'en pensez-vous personnellement?
- Comment pourrait-on améliorer l'efficacité de votre action?
- Comment pourrait-on améliorer l'efficacité de l'action de la SCABRIC?
- À votre avis, qu'est-ce qu'il faudrait changer pour améliorer le fonctionnement du comité de bassin versant?
- Si c'était à refaire, qu'est-ce que vous changeriez, qu'est-ce que vous feriez différemment?
- Quelles sont vos perspectives? Quelle suite pour vous?
- Quelle a été votre trajectoire de carrière (principales étapes)?

### **4. Adaptabilité aux changements climatiques**

- Selon vous, est-ce que les changements climatiques auront un impact sur le bassin versant et si oui est-ce que la SCABRIC peut contribuer à les atténuer?
- Quels impacts seront les plus sévères dans le bassin versant?
- Quelles activités (ou usages) seraient les plus affectées? Est-ce qu'un secteur du bassin versant sera davantage touché?
- Quels sont les principaux besoins en eau pour vous ou votre groupe?
- L'adaptabilité aux changements climatiques est-elle une préoccupation pour vous ? Est-ce que certains membres du comité sont davantage préoccupés ou concernés ?
- Croyez-vous que la SCABRIC tiendra compte de l'adaptabilité aux changements climatiques? de quelle manière?



## 5. Représentativité <sup>jj</sup>

-Croyez-vous que certaines activités ou usages de l'eau devraient être impliqués, ou davantage dans la GIEBV?

-Pensez-vous que tous les secteurs du bassin versant sont bien représentés à l'intérieur de la SCABRIC?

-Estimez-vous que le processus participatifs est représentatif du milieu? Y a-t-il des aspects à améliorer?

-Estimez-vous que votre participation permet d'exprimer vos points de vue, ou davantage ceux de votre organisme, entreprise ou municipalité?

## 6. Fin de l'entrevue et questions fermées

-Est-ce que selon vous, nous avons fait le tour de la question? Quelque chose à ajouter?

-Qui nous recommanderiez-vous de rencontrer pour un éventuel entretien?

### *Questions fermées :*

Il faut définir le sexe, l'âge, la scolarité, le lieu de résidence et la langue maternelle des interviewés.

\* \* \*

### *Avant de conclure l'entrevue :*

*L'interviewé, en conclusion, peut résumer et commenter sa perception de son travail ou de sa mission, ses objectifs propres, son avis sur la SCABRIC, et suggérer des pistes de changement.*

*L'enquêteur peut aussi évoquer des questions ponctuelles qui n'ont pu être abordées jusque-là, ou de façon floue.*

Les répétitions ne sont pas à exclure, car elles apportent souvent des précisions, ou présentent un problème sous une nouvelle dimension, utile à l'analyse, tout en servant d'indicateur sur l'importance qu'y attache l'interviewé.

---

<sup>jj</sup> Cette dimension est traitée à la fin pour éviter des redites car, à ce stade de l'entrevue, l'interviewé a vraisemblablement fourni des pistes ou des réponses aux questions de ce point. Il s'agit d'aller un chercher un supplément d'information.

## APPENDICE D

### LETTRES PATENTES DE LA SCABRIC



LETTRES PATENTES  
Loi sur les compagnies  
(L.R.Q., chap. C-38, a. 218)

Partie III

*L'Inspecteur général des institutions financières, sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, accorde les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale*

SOCIÉTÉ DE CONSERVATION ET  
D'AMÉNAGEMENT DU BASSIN DE LA RIVIÈRE  
CHATEAUGUAY INC.

Données et scellées à Québec le 1993 02 24  
et enregistrées le 1993 02 24  
au libro C-1419 , folio 100



2971-3310

*Jean-Louis Bouchard*  
Inspecteur général des institutions financières

*[Signature]*  
Commissaire

Page 2

**1 — Requérants**

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénoms	Profession ou Occupation habituelle	Adresse domiciliaire (No. rue, municipalité, code postal)
MYRE, Léo	Courtier d'as- surance	7, Ronaldo-Bélanger Ste-Martine, JOS 1VO
BOURDON, Serge	Artisan-sculp- teur	2531, Ch. de la rivière Châteauguay Nord Ormstown, JOS 1KO
GERVAIS, Serge	Agriculteur	1077, Salaberry Mercier, J6R 2L1
PAGE, Yves	Représentant technique	129, Maple, apt. 401 Châteauguay, J6J 5J1

**2 — Siège social**

Le siège social de la corporation est situé

164, Saint-Joseph, Sainte-Martine, JOS 1VO

**3 — Conseil d'administration**

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Léo Myre,  
Serge Bourdon,  
Serge Gervais,  
Yves Pagé,

**4 — Immeubles**

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 20,000,000.\$

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à NIL.

## 5 — Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

### BUTS DE LA CORPORATION

- Regrouper tous les intervenants dudit bassin versant de la rivière Châteauguay.
- Préserver et améliorer la qualité des cours d'eau et des sols.
- Identifier et acquérir les infrastructures nécessaires à la protection et à la mise en valeur des ressources du bassin versant de la rivière Châteauguay.
- Favoriser l'éducation et les loisirs et le développement touristique reliés à la nature des plans d'eau.
- Aux fins précitées, sans but lucratif et sans intention de gains pécuniaires pour ses membres:
  - A - acheter, vendre, échanger, louer, gérer, exploiter ou autrement contracter à l'égard des biens meubles et immeubles en conformité avec les objectifs de la corporation;
  - B - recevoir de l'argent ou des services par voie de prêts, subventions, dons, souscriptions publiques, legs ou de tout autre manière aux fins de réalisation des objectifs de la corporation;
  - C - tous les profits et accroissement de la corporation obtenus en accomplissement de ces diverses opérations seront employés à promouvoir ces objets.

Page 4

6 — Autres dispositions *(selon le cas)*

Au cas de liquidation de la corporation ou de distribution des biens de la corporation, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

## APPENDICE E

### RÉALISATIONS DE LA SCABRIC

#### *Les réalisations<sup>kk</sup>*

Depuis son incorporation en février 1993, la SCABRIC a réalisé de nombreux projets qui démontrent son dynamisme.

- Concertation et représentation de la position concertée dans différents débats publics :
  - Mémoire déposé lors des consultations publiques sur le projet de Plan de développement durable du Québec (2005);
  - Mémoire déposé au BAPE sur le développement durable de la production porcine (2003);
  - Mémoire déposé lors de l'agrandissement du dépotoir de Westville, État de New-York (1996);
  - Rencontre des intervenants suite à la mort de nombreux poissons dans la rivière Châteauguay et Hinchinbrooke (1995);
  - Mémoire déposé au BAPE sur la décontamination des lagunes de Mercier (1994).
- Implication dans des problématiques régionales :
  - Éradication de la châtaigne d'eau, une espèce envahissante qui a été introduite dans la rivière Châteauguay (depuis 2004);
  - Demande de captage d'eau par les vergers Leahy à Franklin (depuis 2003);
  - Création du comité pour une meilleure connaissance de l'eau souterraine (2002);
  - Participation à la formation du comité régional suite aux recommandations du BAPE sur la contamination de l'aquifère de Mercier (1994);
  - Site d'entreposage de pneus à Franklin (depuis 1993);
  - Usine de gazéification de pneus à Franklin (1993).
- Implication dans des problématiques transfrontalières :
  - Incinérateur à Chateaugay (New-York) (1992-1994);
  - Incinérateur de déchets biomédicaux à Ellenburg (New-York) (1992-1994).
- Sensibilisation et éducation :
  - Location de canots à Sainte-Martine (depuis 2005);
  - Tournée des écoles du bassin versant de la rivière Châteauguay conjointement avec Muséobus et les Écoles vertes Brundtland grâce à l'organisme Ma rue verte (depuis 2004);

---

<sup>kk</sup> Extrait du résumé du *Plan général d'intervention 2005-2015* produit par la SCABRIC, p. 27-29.

- Étude afin de sensibiliser les propriétaires à la conservation des habitats de salamandres de ruisseaux, dont la salamandre sombre des montagnes et la salamandre pourpre, dans la région de Covey Hill, en collaboration avec Conservation de la nature (depuis 2003);
- Sensibilisation des agriculteurs du bassin de la rivière Outardes Est à la protection de l'eau et des sols afin de protéger les habitats d'une espèce de poisson en péril, le fouille-roche gris (depuis 2003);
- Campagne d'information et de sensibilisation *Le porte-à-porte – un investissement pour l'avenir*, en vue d'obtenir la participation active des 4 MRC et des 31 municipalités québécoises du bassin, une contribution financière des municipalités et la participation des médias de la région à la diffusion et à la promotion du concept de GIEBV (1994-1995);
- Projets éducatifs auprès des écoles du bassin de la rivière Châteauguay, dont des journées d'éducation environnementale et la projection d'un diaporama sur l'écologie du bassin (depuis 1993).
- Accès à l'information :
  - Identification des infrastructures à risque vis-à-vis des extrêmes climatiques du bassin versant de la rivière Châteauguay en collaboration avec le consortium Ouranos et le réseau Mésonet-Montréal (prévue à partir de 2005);
  - Colloque « *On puise à la même source : agriculture et environnement, connaître pour mieux comprendre* » organisé conjointement avec la ZIP du Haut-Saint-Laurent et le Club agroenvironnemental du bassin de la rivière La Guerre (2005);
  - Inventaire des puits du bassin versant de la rivière Châteauguay dans le cadre de l'étude hydrogéologique conjointe du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) et de la Commission géologique du Canada (CGC) (2004-2005);
  - Élaboration d'un système d'information géographique (SIG) afin de mettre en relation les différentes informations connues sur le bassin versant de la rivière Châteauguay (depuis 2004);
  - Colloque *Une vallée de rivières* (2004);
  - Journée d'échange sur le bassin versant de la rivière Châteauguay organisée par Ouranos (2004);
  - Recherche et mise en forme du *Portrait du bassin versant de la rivière Châteauguay* dans le but de produire le *Plan directeur de l'eau* (PDE) (depuis 2003);
  - Développement d'un centre de documentation (depuis 2002);
  - Publication de la Carte de la *Vallée de la Châteauguay Valley* pour la promotion du patrimoine écologique et culturel (2002);
  - Panneaux d'interprétation (2002);
  - Échantillonnage pour l'évaluation de la qualité de l'eau de la rivière Châteauguay et de certains affluents pour le milieu municipal (depuis 1999);
  - Production et traduction de la brochure de vulgarisation de l'étude de l'*État de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière Châteauguay (1979-1994)*, (publié en 1996);
  - Production de trois cartes du bassin (en 1995, 1999 et 2001).

- Régie interne :
  - Mise à jour du Plan général d'intervention 2005-2015 (2004-2005);
  - Établissement de la permanence au bureau de la SCABRIC (2002);
  - Production du Plan général d'intervention (1994);
  - Conception du logo et du dépliant et adoption de la *Lobelia cardinalis* comme fleur emblème du bassin (1993).
- Mise en valeur du bassin versant :
  - Développement du réseau d'accès à la rivière Châteauguay (depuis 2000);
  - Concours photo (2000 et 2001);
  - Le Canot d'Août : La fête de la rivière Châteauguay – L'événement écotouristique de l'année (depuis 1999);
  - Réalisation de 5 projets de revégétalisation et de protection des berges dans 5 municipalités du bassin (1997-1998);
  - Présence lors d'événements régionaux organisés par d'autres groupes :
    - Festival plein-air, aventure et écotourisme (2003);
    - Colloque « Développer une agriculture respectueuse de l'eau : un défi pour les agriculteurs, un défi pour la société » de l'Union Québécoise pour la Conservation de la Nature (2003);
    - Salon de l'Association chasse, pêche et plein-air les Balbuzards (2002);
    - Participation au premier Colloque sur la gestion des cours d'eau du Québec (en collaboration avec l'UPA, en 2000);
    - Partenaire du Cyclo-pomme, « Un vélo, une pomme » (1997-2000);
    - Nombreuses invitations à présenter diverses positions à des tables de concertation et de discussion locales (depuis 1993);
    - Forum international annuel sur l'environnement du bassin de la rivière Châteauguay réunissant les différents secteurs d'activités de part et d'autre de la frontière québécoise avec l'État de New-York (1993-1996).
- Concertation et réseautage :
  - Membre du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ) (depuis 2001);
  - Membre fondateur du Réseau des organismes de rivières du Québec (Réseau d'OR) (depuis 2000);
  - Visites en autobus du bassin versant de la rivière Châteauguay dans l'état de New-York (1994);
  - Échanges informels et contacts suivis avec les différentes organisations en lien avec les dossiers transfrontaliers de la rivière Châteauguay dans l'état de New-York, USA (depuis 1993).
- Implication politique locale :
  - Participation à la révision des schémas d'aménagement des MRC du Haut-Saint-Laurent (1996 et 2000) et de Beauharnois-Salaberry (1999);
  - Participation aux activités du Comité ZIP du Haut-Saint-Laurent (depuis 1993).



## APPENDICE F

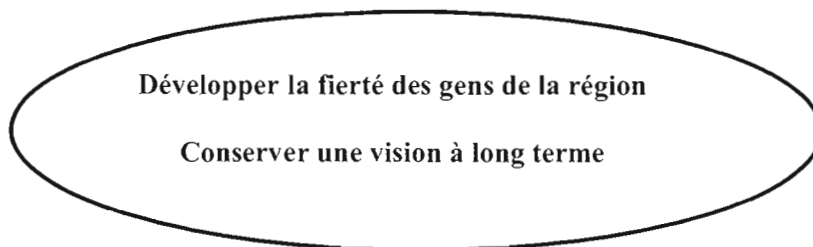
### LES PISTES DE SOLUTION

#### **Les pistes de solutions<sup>11</sup>**

Afin d'améliorer le milieu de vie qu'est le bassin versant de la rivière Châteauguay, la philosophie d'intervention de la SCABRIC guidera les pistes de solutions qui s'insèrent dans les six axes d'action que la SCABRIC a définis.

Le plan d'intervention, détaillé dans la version longue du plan général d'intervention de la SCABRIC, définit précisément pour chacune des problématiques identifiées quelles sont les actions à poser pour les résoudre et les moyens d'y arriver.

#### ***PHILOSOPHIE D'INTERVENTION DE LA SCABRIC***



La SCABRIC a un rôle d'expert-conseil et d'éducateur.  
Elle doit conscientiser et persévérer dans ses actions.

Approche retenue pour une amélioration efficace de la qualité du milieu :

1. Connaître
2. Surveiller, observer, analyser
3. Sensibiliser, informer, conscientiser
4. Inciter, valoriser, reconnaître les efforts, faciliter, accompagner
5. Dénoncer :
  - Communiquer la position de la SCABRIC
  - Concilier, concilier
  - Mesures coercitives

<sup>11</sup> Extrait du résumé du *Plan général d'intervention 2005-2015* produit par la SCABRIC, p. 25-26.

## 6. Solutionner :

- Planification pour régler les problèmes
- Communiquer le plan et trouver des appuis
- Mettre en application le plan appuyé
- Développer des plans d'urgences :
  - o Trousse d'urgence pour les citoyens : qui contacter?
  - o Stratégie de communication d'urgences

*LES PISTES DE SOLUTIONS S'INSÉRANT DANS LES AXES D'ACTION*

CONNAÎTRE	SURVEILLER	SENSIBILISER
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le bassin versant</li> <li>- les problèmes du bassin</li> <li>- les impacts des activités</li> <li>- les effets cumulatifs</li> <li>- le potentiel récréotouristique</li> <li>- les politiques, les lois, les règlements et les normes en environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les endroits sensibles</li> <li>- les endroits problématiques</li> <li>- les problèmes et leurs impacts</li> <li>- la conformité aux politiques, lois, règlements et normes en environnement</li> <li>- l'application des politiques, lois, règlements et normes en environnement</li> </ul>	<p><u>Qui ?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les citoyens</li> <li>- les décideurs</li> <li>- les étudiants</li> <li>- les inspecteurs municipaux</li> <li>- les agriculteurs</li> <li>- les industries, les commerces et les institutions</li> </ul> <p><u>À quoi ?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux beautés du bassin</li> <li>- aux problèmes du bassin</li> <li>- aux impacts des activités sur le bassin</li> <li>- aux solutions qui sont en leur pouvoir</li> <li>- à l'importance de communiquer et de participer à la communauté</li> </ul>
INCITER	DÉNONCER	SOLUTIONNER
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions à gains environnementaux</li> <li>- l'organisation de l'action citoyenne</li> <li>- l'accessibilité de l'information</li> <li>- les communications entre les décideurs et les citoyens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les problèmes du bassin</li> <li>- la surexploitation de l'eau et des sols</li> <li>- le gaspillage des ressources et des réserves</li> <li>- les politiques, les lois, les règlements et les normes en environnement inadéquats ou non appliquées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les problèmes du bassin</li> <li>- réduire les impacts négatifs</li> <li>- la définition légale et la compétence de l'eau et des cours d'eau</li> <li>- établir les priorités d'usages de l'eau</li> <li>- établir les priorités d'usages des sols</li> </ul>